Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 3 AVRIL 1937.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3RD APRIL, 1937.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 1177—10-8-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1178—10-8-o

Lettres patentes

"Archambault, Bossu Cie Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1937, constituant en corporation: René Gauthier, avocat, Yves Portelance, comptable, et Emma Bault, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(1) Exercer les fonctions d'entrepreneurs généraux en construction de chemins et en pavage et être partie à des contrats pour construire, exécute, posséder et faire toutes sortes de travaux de pavage, et exercer pour les fins susdites l'industrie d'une compagnie de construction de chemins et pavage en général, et d'entrepreneurs pour la construction de travaux de chemins et de pavage, publics ou privés, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de produits qui entrent dans la construction de chemins;

(2) Faire affaires comme propriétaires et exploitant de carrières et marchands de pierre, et acheter, vendre, extraire, travailler, modeler, tailler, sculpter, polir, broyer et préparer pour le marché ou l'usage, de la pierre de toutes sortes;

(3) Rechercher, extraire, miner et préparer pour le marché, manufacturer, utiliser, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de pierre, pierre à chaux, grès, pierre de construction, pierre artificielle, marne, ardoise, argile schisteuse, schiste, gravier, sable, chaux, plâtres, charbon, coke, combustible et autres minéraux, métaux et terre, ciment Portland et autres et tous articles composés de ou d'aucun de leurs sous-produits, en tout ou en partie;

(4) Acquérir par achat, bail ou autrement, des mines, droits miniers ou carrières, terrains et intérêts en iceux, les explorer, creuser, exercer, développer et exploiter, ainsi que d'autres produits, aussi fondre, traiter et donner une valeur marchande aux minérais, métaux et substances minérales de toutes sortes;

(5) Faire affaires comme entrepreneurs géné-

Letters patent

"Archambault, Bossu Cie Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1937, incorporating: René Gauthier, advocate, Yves Portelance, accountant, and Emma Bault, spinster of age, sténographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(1) To carry on the business of general road construction and paving contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of paving works and to carry on, for the purposes aforesaid, the business of a general road and paving construction company and contractors for the construction of roads and paving works, public or private, and to manufacture, purchase, sell, import, export and deal in all kinds of products for road construction;

(2) To carry on the business of quarry owners and operators and stone merchants, and to buy, sell, get, work, shape, hew, carve, polish, crush and prepare for market or use, stone of all kinds;

(3) To search for, quarry, mine and make merchantable, manufacture, use, buy, sell, import, export, and deal in stone, limestone, sandstone, building stone, artificial stone, marl, slate, shale, clay, gravel, sand, lime, plasters, coal, coke, fuel and other minerals, metals and earths, Portland and other cements and all articles composed of or any of the by-products thereof in whole or in part;

(4) To acquire by purchase, lease or otherwise any mines, mining rights or quarries and land and any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and operate the same, and other products, and to smelt, treat and prepare for market ores, metals and mineral substances of all kinds;

(5) To carry on the business of general con-

raux pour construire et aménager des structures publiques et privées, bâtir, faire exécuter, aménager, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler des travaux de toute description, y compris des travaux publics et commodités de toutes espèces, expression qui ne doit souffrir aucune restriction dans son sens général, par ce qui suit, et qui comprend des docks, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, irrigations, réclamations, améliorations, tuyaux d'égout, de drainage, d'hygiène, service hydraulique usines à gaz, téléphone, tunnels, moulins à ciment, voies souterraines, hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics, ainsi que tous travaux et commodités publics et privés; exercer sous toutes ses formes diverses l'industrie de marchands de pierre, brique, bois, fer, ainsi que d'autres matériaux et nécessités de construction, exercer aussi généralement le commerce de constructeurs et entrepreneurs; se livrer à la fabrication de toutes sortes de munitions, d'artillerie de guerre ou du matériel de guerre;

(6) Faire les plans, construire, agrandir, étendre, réparer, parfaire, démolir, déplacer ou autrement se livrer à aucun genre d'ouvrage en rapport avec les chemins de fer, les ponts, jetées, docks, bases et autres structures d'aucune sorte, prendre ou accepter aucuns contrats ou cessions qui s'y rattachent;

(7) Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, en faire le commerce et le trafic, utiliser et disposer, soit en gros ou en détail, de matériaux, accessoires et équipements de construction, de toutes sortes, et faire le commerce ou la fabrication de tous autres articles ou choses de nature semblable ou analogue aux articles susdits, ou à aucun des dits articles ou qui s'y rapportent;

(8) Agir comme voituriers, camionneurs, agents voituriers et expéditeurs par terre et par eau, marchands, entreposeurs et entreposer et hangarer des produits, matériaux, effets, articles et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporation;

(9) Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le commerce et le trafic de camions-automobiles, tracteurs, véhicules-moteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction, ainsi que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, et les accessoires électriques, et faire l'exploitation générale d'ateliers de machines, de boutiques de réparations et de garages;

(10) Exercer l'industrie de manufacturiers et de commerçants et d'ouvriers en ciment et ses sous-produits, pierre artificielle et autres articles composés en tout ou en partie de ciment Portland ou autres, ou de leurs sous-produits, ainsi que l'industrie de mineur de charbon, et propriétaires de houillières;

(11) Acheter, vendre ou autrement acquérir, disposer et faire le commerce de grès, gravier, brique, matériaux de construction, fournitures pour les entrepreneurs et constructeurs, matériels et accessoires de toutes sortes et descriptions quelconques;

(12) Exercer l'industrie d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineurs, entreposeurs, voituriers, vendeurs, fournisseurs et distributeurs de pétrole, et produits et sous-produits du pétrole, de toute nature et description, et de gaz naturel;

(13) Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger, ou

tractors for the construction and equipment of public and private works; to construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage and control all description of works, including public works and conveniences of all kinds, which expression the generality of which is not to be limited in any way by the following, includes docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewerage, drainage, sanitary, water, gas, telephonic works, tunnels, cement mills, subways, hotels, warehouses, markets and public buildings, and all other works or conveniences of public or private utility; to carry on in all their respective branches the business of dealers in stone, brick, timber, hardware and other building material or requisites and generally to carry on the business of builders and contractors; to engage in the manufacture of all kinds of ordinance war munitions or of war material;

(6) To design, construct, enlarge, extend, repair, complete, take down, remove or otherwise engage in any work on railroads, bridges, piers, docks, foundations and other works of every kind, and to take or receive any contracts or assignments therefor or relating thereto;

(7) To produce, manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise acquire, deal in and deal with, utilize and dispose of, either at wholesale or retail, building and construction materials, supplies and equipment of all kinds, and to deal in or manufacture any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them, or connected therewith;

(8) To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, merchants, warehousemen and to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporations;

(9) To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and deal with motor trucks, tractors, motor cars, automobiles, conveyances of all kinds and all parts used in the construction thereof, as well as motors, engines, machinery of all kinds and electrical accessories and supplies and to carry on a general machine shop, general repair and garage business;

(10) To carry on the business of manufacturers of and dealers and workers in cement and the by-products thereof, and artificial stone and other articles composed in whole or in part of Portland or other cement, or the by-products of the same, as also the business of coal miners and colliers;

(11) To buy, sell or otherwise acquire, dispose of and deal in sandstone, gravel, brick, building material, builders' and contractors' supplies, plant and accessories of whatsoever kind and description;

(12) To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, transporters, marketers, suppliers and distributors of petroleum products and by-products of every kind and description and natural gas;

(13) To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or other-

autrement trafiquer et disposer de terrains, bâtisses et droits en iceux, de toute catégorie et description;

(14) Bâtir et construire sur aucun terrain que louera ou possédera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour aucuns objets, installer et exploiter des moulins, usines, machines et outillages de toute nature, nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la corporation;

(15) Construire, améliorer, entretenir, exploiter, gérer, exécuter ou contrôler des chemins ou routes et sur ses propriétes et celle dont elle a le contrôle, pour les fins de son industrie et de son commerce, embranchements, voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins, ainsi que d'autres structures et commodités qui paraitront propres à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, aussi contribuer à, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, l'amélioration, l'entretien, confection, administration, exécution ou contrôle;

(16) Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, franchises, de l'achanlandage, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession et chose semblable, d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

(17) Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou co-exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseiment relatif à aucune invention ou à aucun procédé, et faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions;

(18) Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre corporation dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, céder aussi ses entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie;

(19) Employer aucun de ses fonds dans l'achat de valeurs de toute autre compagnie, et durant la possession ou détention d'icelles, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour ces valeurs;

(20) Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la corporation, au risque mutuel, concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer toute industrie ou négoce susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(21) Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

(22) Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

wise deal in and with lands, and buildings anp rights therein, and that of every kind and description;

(14) To erect and construct upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes and to install and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

(15) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads or ways, on its properties and those under its control for the ends of its industry and its commerce, branches, sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may séem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(16) To acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchises, good-will, property and assets, including any option, concession and the like of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

(17) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or co-exclusive or limited right of use of any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

(18) To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company and to transfer its shares or assets or to amalgamate with any such company;

(19) To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

(20) To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(21) To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and as incidental thereto to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

(22) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

(23) Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

(24) Emettre des actions libérées, des obligations, débentures, stocks et ou d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débentures, stocks et/ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débentures et/ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

(25) Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, actions-débentures, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

(26) Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des propriétés réelles ou personnelles, ou de toutes affaires ou entreprise de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter en considération de telle vente, location ou disposition, en tout ou en partie, de l'argent ou toutes actions, débentures, actions-débentures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(27) Etablir des agences et succursales;

(28) Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, suivant que les directeurs pourront le déterminer de temps à autre, par résolution;

(29) Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

(30) Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation, s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

(31) Procurer du capital, du crédit ou toute autre aide pour établir, agrandir et réorganiser toute entreprise ou industrie qu'exercent ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

(32) Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, des biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, firme ou personne exerçant toute partie du commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou de toute compagnie

(23) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the company from purchasers and to sell, or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(24) To issue fully paid up shares, bonds, debentures, stock and other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, concessions, licenses, franchises, or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debentures, stock and/or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds, or debenture stock and/or other securities of any other company;

(25) To lend money to persons or companies having dealings with the company and to guarantee with or without security the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the company is interested and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies upon the property of such persons or companies;

(26) To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, wholly or in part, cash or any shares, debentures, debenture-stock, bonds or any other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

(27) To establish agencies and branches;

(28) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as the directors of the company may from time to time by resolution determine;

(29) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(30) To amalgamate either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

(31) To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company, with which the company has business relations;

(32) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons, carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company or of any company in which

dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions, ou en valeurs de cette compagnie, ou partie en argent ou partie en actions ou valeurs ou pour toute autre considération, et exploiter l'industrie de toute telle compagnie, société, firme ou personne dont l'actif aura été ainsi acquis;

(33) Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou convenables aux fins de la compagnie;

(34) Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement acquittées, ou en valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues, et pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou relativement à l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

(35) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus ou profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tout actif de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

(36) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

(37) Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents à commission ou autrement, entrepreneurs, et par l'entremise d'agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

(38) Et il est par les présentes ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs a ou ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire, soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tel contrat ou transaction, sous le nom de "Archambault, Bossu Cie, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

this company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or partly in cash or partly in shares or securities or any other consideration and to carry on the business of any such company, society, partnership, or person whose assets are so acquired;

(33) To construct, maintain or alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the company;

(34) To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred and for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation of the company or the conduct of its business;

(35) To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company, or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Company's Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(36) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

(37) To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(38) And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by that fact that such director or directors has or have or may have interest therein which are or might be adverse to the interest of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Archambault, Bossu Cie, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1775-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1776 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Athlone Gold Mines Limited".

(Libre de responsabilité personnele).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1937, constituant en corporation: Gordon Matthew Pender, Alfred Melrose West, avocats, et Mary Hanley, Margherita Pascale et Dorothea Reid, sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district de Montréal, en la Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes operations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tous intérêts en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (chap. 80), en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, de marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exercant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer en tout ou en partie, si cette personne ou cette compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et d'assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "Athlone Gold Mines, Limited", (Libre de res-

"Athlone Gold Mines Limited".

(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1937, incorporating: Gordon Matthew Pender, Alfred Melrose West, advocates, and Mary Hanley, Margherita Pascale and Dorothea Reid, stenographers, filles majeures usant de leurs droits, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess, alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (chap. 80) in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants and workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold, and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Athlone Gold

ponsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1777 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Campbell Investments, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1937, constituant en corporation: Thomas Stewart Wheaton, gérant de circulation, Verdun, Donald Charles Bain, assistant comptable, et Reginald Norman Cowap, gérant adjoint de circulation, tous deux de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, souscription originaire, souscription à forfait, participation dans des syndicats ou autrement, toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations et autres valeurs d'autres compagnies en quelque endroit qu'elles soient organisées, et débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par aucune autorité souveraine, gouvernement, commissaires, corps public ou autorité, suprême, municipale, locale ou autre, soit domestique ou étrangère, et posséder et détenir, vendre, transférer, créer des privilèges hypothécaires sur ces valeurs ou autrement en disposer ou les négocier et en recevoir des dividendes, des intérêts et revenus;

Exercer un commerce général de finance, de placements et de courtage, et agir comme principaux agents et courtiers pour l'achat, la vente, la promotion, l'amélioration, les opérations et l'administration de toute propriété, commerce, entreprise, compagnie ou corporation ou tout intérêt en iceux;

En rapport avec le commerce susdit, promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Faire aucun acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire à sa protection ou à son bénéfice comme porteur de ou intéressée dans toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs ou tous biens, droits, commerce ou entreprise, prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou absorption de toute sorte affectant aucune compagnie de laquelle la compagnie peut détenir des actions, titres, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs, et acquérir, détenir, vendre, ou autrement aliéner pour les fins de la compagnie et soit seuls ou conjointement avec d'autres, tous biens, droits, commerce ou entreprise dans lesquelles la compagnie peut être intéressée comme porteur de toutes telles actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

Emettre des actions acquittées, actions-débentures, débentures, obligations, billets, ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts, qui peuvent être acquis par la compagnie;

Payer tous les services rendus ou toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie de la manière qui sera jugée convenable et particu-

Mines, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three millions dollars ($3,000,000.00), divideded into three million ($3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1778—o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Campbell Investments, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1937, incorporating: Thomas Stewart Wheaton, Traffic Manager, Verdun, Donald Charles Bain, Assistant Accountant, and Reginald Norman Cowap, Assistant Traffic Manager, both of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, original subscription, underwriting participating in syndicate or otherwise, any shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations and other securities of other companies whatsoever organized, and debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any sovereing ruler, government, commissioner, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether at home or abroad, and to own and hold, sell, transfer, create liens on or otherwise dispose thereof or deal therewith and to receive dividends, interest and income therefrom;

To carry on a general financial investment and broketage business, and to act as principals, agents and brokers for the purchase, sale, promotion, improvement, operation and management of any property, business, undertaking, company or corporation or any interest therein;

In connection with the business aforesaid, to promote, organize, manage or develop, any corporation, company or business enterprise;

To do any act or thing which the company shall at any time think necessary for its protection or bnefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities or any property rights, business or undertakings, to take part in any re-organization, re-construction, amalgamation or merger of any kind affecting any company of which the company may hold shares, stocks, debentures, debenture-stock, obligations or other securities and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of, for the purpose of the company, and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities;

To issue paid-up shares, debenture-stock, debentures, bonds, notes or other securities of the company in payment or part payment of any property shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests, which may be acquired by the company;

To pay for any services rendered to or any property or rights acquired by the company, in such manner as may seem expedient and in par-

lièrement les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions ou autres valeurs de la compagnie;

Avancer de l'argent et garantir toutes obligations et contrats, ou autrement assister et aider en aucune manière, toute compagnie ou corporation dont aucunes des actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs sont détenues par la compagnie et faire tout acte ou chose pour la préservation et la protection, l'amélioration, ou l'augmentation de la valeur d'aucune des dites actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations de toute compagnie dans laquelle la compagnie est intéressée comme porteur d'aucune de ses actions, titres, obligations ou autres valeurs;

Placer et distribuer les deniers de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividende légalement déclaré à même les surplus et profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transsiger, acheter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires, sous le nom de "Campbell Investments Limited" avec un capital total de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars, ($499,000.00), divisé en quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix (4,990) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau prindipal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1779 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

ticular to pay for the same, in whole or in part, by the issue of shares or other securities of the company;

To advance money to and to guarantee any obligations and contracts of, or otherwise assist and aid in any way any company or corporation any of whose shares, stock, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities are held by the company, and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, stock, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any company, in which the company is interested as the holder of any of its shares, stock, bonds, debentures or other securities;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribure in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To apply for, secure, acquire by assignement, deal with, purchase and enjoy any license, power, authority, franchise, concession rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any person or company, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing any other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business, under the name of "Campbell Investments Limited", with a total capital stock of four hundred and ninety-nine thousand dollars ($499,000.00), divided into four thousand nine hundred and ninety (4,990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1780–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Claverny Gold Mines Limited".

(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1937, constituant en corporation: Paul-Emile Bilodeau, et Henri Bédard, tous deux comptables, Cécile Bouret, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

"Claverny Gold Mines Limited".

(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1937, incorporating: Paul Emile Bilodeau and Henri Bédard, both accountants, Cecile Bouret, spinster, stenographer, all of the city of Quebec, for the following purposes:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, boyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des droits brevetés pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretnier et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aquedues, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Quebec (chap. 80), en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, services, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi, et les payer en tout ou en partie, si telles personnes ou compagnies y consentent, en actions libérées et en assumer les dettes et charges y afférentes;

Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire aux objets susdits ou qui peuvent faciliter la réalisation des objects pour lesquels elle a été constituée en corporation;

Emettre des actions sur lesquelles les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant payé, ou qu'ils auront convenu payer à la compagnie pour ses actions;

Les opérations de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs, dont trois formeront quorum, sous le nom de Claverny Gold Mines Limited "(Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1781 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, premption rights, or any interest therein, merchanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (chap. 80), in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, services, franchise, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

To issue stock on which the shareholders incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The affairs of the company will be managed by a Board of five directors, three of whom shall form a quorum, under the name of "Claverny Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollars ($1.00) each.

The head office of the company, will be at Montréal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1782—o Acting Assistant Provincial Secretary

"Club Lincoln Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars,

"Club Lincoln Incorporé".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1937, to incorporate as a corporation

1937, constituant en corporation: sans capital-actions: Roméo Lepine, tavernier, Eugène Larivée, gérant, Henri Delisle, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement et entretenir une maison de club dans la cité de Montréal, district de Montréal, dans le but de récréer, enseigner, divertir et fournir le logement dans la dite maison pour les membres du club; meubler et entretenir la dite maison qui sera utilisée pour les membres du dit club, et diriger un club et promouvoir les relations sociales et amicales entre ses membres;

Acquérir, recevoir, prendre, louer et détenir telles propriétés mobilières ou immobilières qui seront de temps à autre requises pour ses objets, et les aliéner ou autrement les changer ou en disposer, et hypothéquer les immeubles lorsqu'il sera jugé nécessaire dans l'intérêt du club;

Signer, faire, accepter et endosser des lettres de change, billets promissoires et autres effets négociables;

Adopter les règlements, règles et règlementations, non contraires aux lois de la province de Québec, qui pourront être requis pour l'administration de ses affaires, et les modifier et les révoquer conformément aux lois;

Fournir et servir des repas à ses membres et à leurs hôtes et vendre, la bière, le vin et autres liqueurs alcooliques, conformément à la Loi concernant la Loi des licences de Québec pour la vente des liqueurs alcooliques et ses amendements;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et exploiter tout commerce incident à la réalisation du but pour lequel ce club est constitué en corporation, sous le nom de "Club Lincoln Incorporé".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $5,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1783 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

without share capital: Roméo Lepine, tavern keeper, Eugène Larivée, manager, Henri Delisle, clerk, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise and to maintain a club house in the City of Montreal, District of Montreal, for the purpose of recreation, instruction, amusement and provision of lodging therein for the members of the Club; to furnish and maintain the same and the same to be used for members of the said club, and to conduct a club and promote social and friendly intercourse among its members;

To acquire, receive, take on, lease and hold such moveable or immoveable property as may be from time to time required for its purposes, and the same to alienate or otherwise change or dispose of, and to hypothecate the immoveables whenever it shall be deemed necessary in the interests of the club;

To sign, make, accept and endorse bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments;

To adopt such by-laws, rules and regulations not inconsistent with the laws of the Province of Quebec, as may be required for the administration of its affairs, and the same to alter and repeal according to laws;

To provide and serve meals for its members and their guests and to sell, beer, wine and other alcoholic beverages, in accordance with the Act concerning alcoholic liquors of the Quebec License Act and its amendements;

To do all those things, exercise all powers and carry on any business incidental to the carrying out of the object for which this club is incorporated, under the name of "Club Lincoln Incorporé".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $5,000.00.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the fourth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1784–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Drillers Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mars, 1937, constituant en corporation: Eric Laurence Medcalf, et John Thomas Johnson, étudiants en droit, et Georgina Beverley Hayes, femme non mariée, sténographe, tous de la cité de Toronto, province d'Ontario, dans les buts suivants:

(1) Exercer l'industrie d'entrepreneurs généraux et conclure des contrats, construire, exécuter, posséder et exercer des travaux de toute description et pour les fins précitées exercer les opérations d'une compagnie, générale de construction et d'entrepreneurs pour la construction de travaux;

(2) Agir comme voituriers, camionneurs, agents de charroyage et expéditeurs par terre et par eau, agents, agents à commission, agents d'assurance, marchands, entreposeurs et entreposer et emmagasiner les produits, matériels, articles, effets et marchandises pour des autres personnes, firmes, compagnies et corporations;

"Drillers Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the nineteenth day of March, 1937, incorporating: Eric Laurence Medcalf, and John Thomas Johnson, Students-at-Law, and Georgina Beverley Hayes, an unmarried woman, Stenographer, all of the City of Toronto, in the Province of Ontario, for the following purposes:

(1) To carry on the business of general contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of works and to carry on for the purpose aforesaid the business of a general construction company and contractors for the construction of works;

(2) To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, agents, commission agents, insurance agents, merchants, warehousemen and to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporations;

(3) Faire des travaux de forage au moyen de forets à diamant et importer, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement négocier l'outillage, les engins, moteurs et machineries de toutes sortes utilisés en rapport avec telles opérations ou en rapport avec des opérations minières ou autres;

(4) Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minéraux;

(5) Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrements, en disposer;

(6) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

(7) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, digues, jetées, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(8) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés, ou ouvriers;

(9) Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises, travaux ou services;

(10) Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits des personnes ou compagnies exerçant une industrie ou un commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de ses lettres patentes et les payer en tout ou en partie, si ces personnes ou compagnies y consentent avec des actions libérées et se charger des dettes et charges y afférentes;

11. Faire tous tels actes et opérations qui sont nécessaires à ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "Drillers Incorporated", avec un capital total de quarante mille dollars ($40,000.00), divisé en huit mille (8,000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

L'article suivant est, sur demande, inséré dans ces lettres patentes, à savoir:

Que les assemblées des actionnaires de la compagnie (exceptées les assemblées annuelles, générales et les assemblées convoquées pour élire les directeurs) et les assemblées des directeurs de la compagnie pourront être tenues à tel temps et à tels endroits soit dans ou en dehors de la province de Québec tel que les directeurs pourront le déterminer.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Rouyn, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars, 1937.

ARMAND VIAU,

1785 Sous-secrétaire suppléant de la province.

(3) To carry on the business of diamond drilling and to import, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in equipment, engines, motors and machinery of all kinds used in connection with such business or in connection with the business of mining or otherwise;

(4) To prospect and explore for mines and minerals;

(5) To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the pupose of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

(6) To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(7) To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

(8) To manufacture, buy, and sell all kinds of goods, marchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

(9) To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining lands, merchandise or services;

(10) To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under its Letters Patent and pay for the same in whole or in part if such persons or companies consent thereto by paid-up shares and undertake the debts and charges of the same;

(11) To do all such acts and operations necessary to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "Drillers Incorporated", with a total capital stock of forty thousand dollars ($40,000.00), divided into eight thousand (8,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The following clause is by request, embodied in these letters patent, to wit:

That meetings of the shareholders of the Company (except Annual, General Meetings and meetings called to elect Directors) and meetings of the Directors of the Company may be held at such times and at such places whether within or without the Province of Quebec as the Directors may determine.

The head office of the company will be at the Town of Rouyn, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1786–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Havelock Development Company, Limited".

(Libre de responabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par

"Havelock Development Company, Limited".

(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have

le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1937, constituant en corporation: Albert-Henri Maréchal de Carteret, docteur en droit, Christophe-Charles Taschereau, avocat, John Morton, agent, Arthur Fortin, comptable, Ruth Kolmer secrétaire, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consiste à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets ci-dessus mentionnés;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (ch. 80), de la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises et d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir, l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de la dite loi, et les payer en tout ou en partie, si telles personnes ou compagnies y consentent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont nécessaires à ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins ou sa constitution en corporation;

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Havelock Development Company, Limited", (Libre de responsabilité personnelle).

Le capital-actions de la compagnie est divisé en vingt mille actions d'une valeur au pair de un dollar chacune, est fixé à la somme de vingt mille dollars monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera à 407 rue McGill, Montréal, en Notre dite Province.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1787 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1937, incorporating: Albert Henri Maréchal de Carteret, Doctor of laws, Christophe Charles Taschereau, Barrister, John Morton, Agent, Arthur Fortin, Accountant, Ruth Kolmer, Secretary, Spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105-112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations necessary to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholder shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Havelock Development Company Limited" (No Personal Liability).

The capital-stock of the company, divided into twenty thousand shares of the par value of one dollar each, to be fixed at the sum of twenty thousand dollars, current money of Canada.

The head office of the Company will be at 407 McGill Street, Montreal, in Our said Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1788–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Isabel Investments, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1937, constituant en corporation: Allan Spence, Frederick Ronald Stewart, tous deux de Montréal, George Stanley Young, de Ville Saint-Pierre, P. Q., tous commis, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, souscription originaire, souscription à forfait, participation dans des syndicats ou autrement, toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations et autres valeurs d'autres compagnies en quelque endroit qu'elles soient organisées, et débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par aucune autorité souveraine, gouvernement, commissaires, corps public ou autorisé, suprême, municipale, locale ou autre, soit domestique ou étrangère, et posséder et détenir, vendre, transférer, créer des privilèges hypothécaires sur ces valeurs ou autrement en disposer ou les négocier et en recevoir des dividendes, des intérêts et revenus;

Exercer un commerce général de finance, de placements et de courtage, et agir comme principaux agents et courtiers pour l'achat, la vente, la promotion, l'amélioration, les opérations et l'administration de toute propriété, commerce, entreprise, compagnie ou corporation ou tout intérêt en iceux;

En rapport avec le commerce susdit, promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Faire aucun acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire à sa protection ou à son bénéfice comme porteur de ou intéressée dans toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs ou tous biens, droits, commerce ou entreprise, prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou absorption de toute sorte affectant aucune compagnie de laquelle la compagnie peut détenir des actions, titres, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs, et acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner pour les fins de la compagnie et soit seuls ou conjointement avec d'autres tous biens, droits, commerce ou entreprise dans lesquelles la compagnie peut être intéressée comme porteur de toutes telles actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

Emettre des actions acquittées, actions-débentures, débentures, obligations, billets, ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts, qui peuvent être acquis par la compagnie;

Payer tous les services rendus ou toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie de la manière qui sera jugée convenable et particulièrement les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions ou autres valeurs de la compagnie;

Avancer de l'argent et garantir toutes obligations et contrats, ou autrement assister et aider en aucune manière, toute compagnie ou corporation dont aucune des actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs sont détenues par la compagnie et faire tout acte ou chose pour la préservation et la protection, l'amélioration ou l'augmentation de la valeur d'aucune des dites actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

"Isabel Investments, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1937, incorporating: Allan Spence, Frederick Ronald Stewart, both of Montreal, George Stanley Young, of Ville Saint-Pierre, P. Q., all clerks, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, original subscription, underwriting, participating in syndicate or otherwise, any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations and other securities of other companies whatsoever organized, and debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any sovereign ruler, government, commissioner, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether at home or abroad, and to own and hold, sell transfer, create liens on or otherwise dispose thereof or deal therewith and to receive dividends, interest and income therefrom;

To carry on a general financial investment and brokerage business, and to act as principals, agents and brokers for the purchase, sale promotion, improvement, operation and management of any property, business, undertaking, company or corporation or any interest therein;

In connection with the business aforesaid, to promote, organize, manage or develop, any corporation, company or business enterprise;

To do any act or thing which the company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities or any property rights, business or undertakings, to take part in any re-organization, re-construction, amalgamation or merger of any kind affecting any company of which the company may hold shares, stocks, debentures, debenture-stock, obligations or other securities, and to acquire, hold sell or otherwise dispose of, for the purpose of the company, and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities;

To issue paid-up shares, debenture-stock, debentures, bonds, notes or other securities of the company in payment or part payment of any property shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests, which may be acquired by the company;

To pay for any service rendered to or any property or rights acquired by the company, in such manner as may seem expedient and in particular to pay for the same, in whole or in part by the issue of shares or other securities of the company;

To advance money to and to guarantee any obligations and contracts of, or otherwise assist and aid in any way any company or corporation any of whose shares, stock debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities are held by the company, and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, stock, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations de toute compagnie dans laquelle la compagnie est intéressée comme porteur d'aucune de ces actions, titres, obligations ou autres valeurs;

Placer et distribuer les deniers de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividende légalement déclaré à même les surplus et profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transiger, acheter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges, et dépenses nécessaires;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires, sous le nom de Isabel Investments, Limited", avec un capital-total de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($499,000.00), divisé en quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix (4990) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1789 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any company, in which the company is interested as the holder of any of its shares, stock, bonds, debentures or other securities;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale or the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To apply for, secure, acquire by assignment, deal with, purchase and enjoy any license, power, authority, franchise, concession rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any person or company, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing any other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business, under the name of "Isabel Investments, Limited", with a total capital stock of four hundred and ninety nine thousand dollars ($499,000.00), divided into four thousand nine hundred and ninety (4990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1790-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"J. B. Auclair Ltée—J. B. Auclair Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1937, constituant en corporation: Paul-Maurice Aubuchon, Rodolphe-Nérée Séguin, tous deux avocats, Marie-Laure Mayer et Yvette Moisan, toutes deux sténographes, tous de la cité de Montréal, et Léon-David Germain, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire le commerce de fruits, légumes, denrées alimentaires, provisions, et tous les objets se rapportant à tel commerce;

2. Manufacturer, exporter, importer, acheter et vendre tous les produits et articles se rapportant à tel commerce;

3. Agir comme agents, consignataires, courtiers et représentants de compagnies;

4. Faire les opérations d'encanteurs, d'entreposeurs, y compris l'exploitation d'entrepôts frigorifiques, chambres à bananes, et autres entrepôts;

5. Etablir des chaînes de magasins, grouper

"J. B. Auclair Ltée.— J. B. Auclair Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1937, incorporating: Paul-Maurice Aubuchon, Rodolphe-Nérée Séguin, both advocates, Marie Laure Mayer and Yvette Moisan, both stenographers, all of the city of Montreal, and Léon David Germain, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To deal in fruits, vegetables, foodstuffs, provisions and in anything incidental to the said business;

2. To manufacture, export, import, purchase and sell all the products and articles incidental to the said business;

3. To act as agents, consignees, brokers and representatives of compagnies;

4. To carry on the business of auctioneers, warehousemen, including cold storage, banana rooms and other warehouses;

5. To establish chain stores, to group mer-

les marchands, les cultivateurs et autres producteurs au point de vue de la vente et de l'achat;

6. Exploiter des fermes, vergers, manufactures, pour tous produits et sous-produits se rapportant à son commerce;

7. Promouvoir, organiser des expositions, concours des produits de la ferme et autres produits alimentaires;

8. Exercer tout autre genre d'affaires que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce;

9. Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, à quelque titre que ce soit, des établissements, usines, ateliers et l'outillage nécessaire pour l'exploitation du commerce de la compagnie;

10. Acquérir les meubles et immeubles nécessaires pour le développement et l'avantage de l'exploitation industrielle et commerciale de la compagnie, et en payer le prix en argent ou en actions acquittées de la compagnie, ou partie en argent et partie en actions acquittées;

11. Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle et pour toutes acquisitions, en deniers comptant ou en actions libérées de la compagnie ou partie en deniers comptant et partie en actions libérées;

12. Acquérir, posséder, louer, donner à bail, construire, vendre, échanger, et hypothéquer des propriétés mobilières ou immobilières nécessaires pour les fins de la mise en opération des affaires de la compagnie;

13. Acheter, accepter en paiement, posséder ou vendre des actions dans d'autres compagnies constituées en corporation;

14. Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire ou non et en devenir actionnaire;

15. Emettre des bons, débenture ou autres valeurs de la compagnie, et les engager ou les vendre pour les sommes et prix convenables;

16. Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissoires, lettres de change, connaissements, contrats, et autres instruments négociables ou transférales;

17. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

18. Accepter du capital, des actions, des débentures, hypothèques, ou d'autres valeurs, d'aucune compagnie en paiement partiel ou intégral des services rendus, d'aucune vente faite, dette due par telle compagnie et agir comme actionnaires de cette compagnie;

19. La compagnie aura aussi le pouvoir d'emprunter de la façon qu'elle le jugera convenable, émettre des obligations, débentures, ou faire tous autres actes qui lui conviendront pour se procurer l'argent nécessaire, utile, ou approprié à ses fins, et elle pourra hypothéquer, donner en gage, nantissement, vendre à réméré, ou autrement engager ses biens pour la garantie de tels emprunts, débentures, bons et hypothèques;

20. Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation, à l'incorporation, et à la construction de la compagnie, ou au prélèvement de son capital-actions;

21. Obtenir l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tous les pays étrangers, et conformément aux lois de ces pays, aux fins d'exercer toutes industries de la compagnie et vendre ses produits dans tous tels pays étrangers, et pour telles fins établir des bureaux ou succursales, et posséder des propriétés dans tous pays étrangers et au nom des agents pour représenter la compagnie et accepter pour et au nom

chants, farmers and other producers for sale and purchase purposes;

6. To operate farms, orchards, factories for all products and by-products incidental to its business;

7. To promote, organize exhibitions, competitions of farm produce and other foodstuffs;

8. To carry on any other kind of business which the company may deem capable of being suitably carried on in connection with its business;

9. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, under any title whatsoever, any establishments, plants, work-shops, and also the required equipment for the carrying on of the company's business;

10. To acquire any moveables and immoveables required for the development and benefit of the industrial and commercial operations of the company, and pay the price therefor in cash or paid-up shares of the company, or partly in cash and partly in paid-up shares;

11. To pay for any services rendered to the company or required by it and for any acquisition, in cash or paid up shares of the company or partly in cash and partly in paid up shares;

12. To acquire, own, lease, rent, build, sell, exchange, and hypothecate any moveable or immoveable property required for the carrying on of the company's business;

13. To buy, sell, accept in payment, possess or sell shares in other incorporated companies;

14. To promote any other subsidiary or other company and become a shareholder thereof;

15. To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and prices as may be deemed expedient;

16. To draw, underwrite, accept, endorse, pay and issue checks, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

17. To invest the moneys of the company not immediately required in the manner that may be determined from time to time;

18. To accept stock, shares, debentures, hypothecs or other securities of any other company in full or part payment for services rendered, sale made, debt due by any such other company and to act as shareholder of such company;

19. The company shall also be empowered to borrow in such manner as may be deemed expedient, issue bonds, debentures or do any other acts which it may deem proper to provide the required, useful or appropriate moneys for its purposes, and it may hypothecate, mortgage, pledge, sell with right of redemption or otherwise encumber its property to secure such loans, debentures, bonds or hypothecs;

20. To pay all and any expenses incidental or connected with the formation, incorporation and promotion of the company or the raising of its capital stock;

21. To procure the company to be registered and recognized in any foreign county and pursuant to the laws of such countries for the purpose of carrying on any of the company's businesses and to sell its products in such foreign countries, and for such purposes to establish offices and branches and own property in any foreign country, and in the name of agents therein to represent the company and to accept,

de la compagnie signification légale de tout procès ou poursuite;

22. Toutes dispositions contenues dans les présentes et qui peuvent être décrétées par règlement de la compagnie ou par règlement des directeurs approuvés par le vote des actionnaires pourront être abrogées ou modifiées par règlement et en suivant les formalités requises par la Loi des compagnies de Québec;

23. Les objets et pouvoirs des clauses qui précèdent seront interprétés comme complément et non pas comme limitant, les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

24. Il est expressément pourvu, dans les présentes, que l'énumération précitée des pouvoirs spécifiques ne limitera en rien, et ne restreindra en aucune manière les pouvoirs de cette compagnie, laquelle pourra faire toutes choses nécessaires, utiles, ou appropriées à l'accomplissement de toutes fins ou objets ci-dessus énumérés, soit comme principal, agent ou autrement par l'intermédiaire de fidéicommissaires, agents ou autrement, soit seul, soit en société, avec d'autres personnes, corporations ou sociétés;

Que les pouvoirs mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints par allusion ou en raison des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "J.-B. Auclair, Ltée—J. B. Auclair, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires ou communes de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de mars, 1937.

ARMAND VIAU,

1793-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Japan Trading Company, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars, 1937, constituant en corporation: Manzo Yoshida, marchand, de la cité d'Outremont, Takamora Nakamura, gérant des ventes, Tomitaro Yama, agent, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, et Rokuro Hirai, marchand, Joseph Powley, gentilhomme, tous deux de la cité de Toronto, province d'Ontario, dans les buts suivants:

1. Exercer en général le commerce d'importateurs et exportateurs de tous effets et articles, qui peuvent ou sont susceptibles d'être importés ou exportés;

2. Sans préjudice à la généralité de ce qui précède, importer du Japon ou de tout autre pays tous articles qui peuvent ou sont susceptibles d'être importés, et exporter au Japon ou à tout autre pays, tous articles qui peuvent ou sont susceptibles d'être exportés;

3. Manufacturer, acheter et vendre et généralement faire le commerce de soie, bimbeloteries, jouets, porcelaine, vêtements, ornements, bijoux, images, peintures, tapis, matériels, parasols, articles manufacturés de soie, chapelets, coquilles et autres choses ou marchandises semblables, dont on a la permission de faire commerce, conformément à la Loi et qui peuvent ou sont susceptibles d'être importées;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des propriétés, biens et engagements de toute personne

2

for and in the name of the company, service of any process or suit;

22. Any provisions contained herein and which may be enacted by by-law of the company or by by law of the directors approved by the vote of the shareholders, may be repealed or modified by by-law and in accordance with the Quebec Companies' Act;

23. The objects and powers of the foregoing clauses shall be construed as extending and not limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

24. And it is expressly provided herein that the foregoing enumeration of the specific powers shall in nowise limit or restrict the powers of the present company which may do all things necessary, useful or proper for the attainment of any purposes or objects hereabove enumerated either as principal, agent or otherwise, and by and through trustees, agents or otherwise, either alone or in conjunction with other persons, corporation or firms;

That the powers mentioned in each of the foregoing paragraphs shall in no manner be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "J. B. Auclair, Ltée—J. B. Auclair, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) ordinary or common shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1794 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Japan Trading Company, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1937, incorporating: Manzo Yoshida, Merchant, of the City of Outremont, Takamora Nakamura, Sales Manager, Tomitaro Yama, Agent, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, and Rokuro Hirai, Merchant, Joseph Powley, Gentleman, both of the City of Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

1. To carry on generally the business of importers and exporters of all matters and articles, which can or may be imported or exported;

2. Without prejudice to the generality of the foregoing, to import from Japan or any other country all articles, which can or may be imported, and to export to Japan, or to any other country, all articles that can or may be exported;

3. To manufacture, buy and sell and generally deal in, silks, notions, toys, china, ware, clothing, ornaments, jewellery, pictures, paintings, rugs, plants, parasols, articles manufactured of silk, beads, sea shells, and other similar things or merchandise permitted to be dealt with according to Law and which may or can be imported;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or company, carrying on any

ou compagnie, exerçant un commerce dans la province de Québec, ou dans tout autre endroit permis par la Loi, que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

5. Eriger, entretenir et exploiter des manufactures, magasins, agences, entrepôts, dépôts, centres de distribution, dans le but de manufacturer, emmagasiner, vendre, acheter, distribuer et déposer toutes choses ou articles susceptibles de conduire aux meilleurs intérêts de la compagnie;

6. Exercer toute autre industrie, qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des objets de la compagnie ou les rendre profitables;

7. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

8. Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges, soit dans ce pays ou dans tout autre pays, conformément, cependant, aux lois et réglementations locales, que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement, toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

10. Prêter des deniers et emprunter des argents des clients de la compagnie et des autres, et garantir et endosser les prêts qui leur sont faits, et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

11. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

12. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

13. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement pour la publicité dans la presse, par circulaires, par la radiodiffusion, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques, conformément, cependant aux lois et réglementations locales, le tout après avoir été autorisé par les autorités locales;

14. Exercer les opérations d'agents de transfert et de transport, affréter, en tout ou en partie, des navires, ou faire toutes telles conventions pour les fins de transport, sur toutes ou sur une sorte quelconque de vaisseaux, bâteaux et autres moyens de transport, soit par terre ou par mer, de la manière que la compagnie croira avantageuse ou convenable pour les fins de ses opérations;

15. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner faire valoir ou

business in the Province of Quebec, or in such other places permitted by Law, which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

5. To erect, maintain and operate manufactories, stores, agencies, warehouses, depots, distributing centres, for the purposes of manufacturing, storing, selling, buying, distributing and depositing any matters or articles conducive to the best interests of the Company;

6. To carry on any other business, which may seem to the Company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the objects of the Company;

7. To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the Company;

8. To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liablities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

9. To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges, either here or in any other country, subject, however, to local laws and regulations, which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business, and in particular, any machinery, plant, or stock-in-trade;

10. To lend money to and borrow money from customers of the company and others, and to guarantee and endorse for loans made to them, and to guarantee the performance of contracts by any such person;

11. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

12. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

13. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by radio boardcasts, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals subject, however, to the local laws and regulations, the whole upon being authorized by local authorities;

14. To carry on business as transfer and transportation agents, to charter steamships in whole or in part, or to make such arrangements for transportation purposes upon any and all kinds of ships, boats or other means of transportation, whether by land or sea, as the company may find advantageous or expedient for the purposes of the business;

15. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or

autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

16. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seule ou conjointement avec d'autres;

17. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étrangers et y désigner les personnes, qui conformément aux lois de ce pays étranger représenteront cette compagnie et accepteront assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

18. Acquérir, entretenir et exploiter des édifices, magasins et hangars pour l'emmagasinage, le soin et la mise en sûreté des marchandises, produits, effets et articles;

19. Avoir la permission de poursuivre et d'être poursuivie dans toutes les cours de la province de Québec;

20. Avoir la permission d'adopter telles règles et autres règlements, qui sont permis, conformément à la Loi, diriger et assister à l'exécution de la totalité de ses objets, et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règlements adoptés pour la réglementation de la compagnie;

21. Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront pas limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de Japan Trading Company Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1791 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

16. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, either alone or in conjunction with others;

17. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

18. To acquire, maintain and operate buildings, storage houses and garages for the storage, caring for and keeping therein of merchandise, products, goods and wares;

19. To be permitted to sue and be sued in all the Courts of the Province of Quebec;

20. To be permitted to adopt such rules and other by-laws, which are permissable according to Law, to direct and assist in the carrying out of all its purposes, and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the company;

21. The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Japan Trading Company Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1792–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Construction Cadillac Limitée—Cadillac Construction Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars, 1937, constituant en corporation: Guillaume Gingras, ingénieur civil, Emile Lachance, constructeur, tous deux de Montréal, et Alphonse Rodriguez Gagné, avocat, d'Outremont, dans les buts suivants:

a) Entreprendre, pour son propre compte ou pour d'autres, l'érection et la construction de chemins, canaux, quais, barrages, écluses, ponts, aqueducs, égouts, trottoirs, filtres, réservoirs, viaducs, tunnels, entrepôts et travaux semblables, et des bâtiments de toutes sortes et descriptions, y compris églises, chapelles, écoles, couvents, collèges, presbytères, maisons à logements, maisons de rapport, hôtels, cottages, conciergeries, garages, fermes, maisons de pension, restaurants, buanderies, fournir des estimés, plans, dessins, spécifications et tous autres détails et données relatifs à des travaux et édifices privés ou publics de toute description, et faire des travaux et construire des édifices de toute description et faire des affaires, diriger des travaux et des entreprises comme entrepreneurs et constructeurs, d'une manière générale, faire le commerce des matériaux de construction et fournitures pour les ingénieurs, les constructeurs et les entrepre-

"La Compagnie de Construction Cadillac Limitée—Cadillac Construction Company Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the ninth day of March, 1937, incorporating: Guillaume Gingras, civil engineer, Emile Lachance, builder, both of Montreal, and Alphonse-Rodriguez Gagné, advocate, of Outremont, for the following purposes:

a) To undertake for its own account or for others the building and construction of roads, canals, wharves, barrages, dams, bridges, waterworks, sewers, sidewalks, filters, reservoirs, viaducts, tunnels, warehouses and similar work, and buildings of every kind and description, including churches, chapels, schools, convents, colleges, presbyteries, dwelling houses, tenement houses, hotels, cottages, apartment houses, garages, farms, boarding houses, restaurants, laundries, to furnish estimates, plans, designs, specifications and any other details and data respecting public or private works or buildings of every description and to carry on works and erect buildings of every description, and to engage in and carry on business, direct works and undertakings as contractors and builders generally, to deal in, building materials and supplies for engineers, builders and contractors, to inspect, test and estimate any kind of materials and machinery

neurs, inspecter, éprouver et évaluer toutes sortes de matériaux en entrant dans ou en relation avec telles constructions;

b) Manufacturer, entreprendre, importer, exporter, acheter, vendre, échanger soit comme principaux ou agents, de la céramique, du ciment, des carrés de ciment, et tous objets qui peuvent être fabriqués de ciment en tout ou en partie, des tuiles, du verre, de la chaux, de l'asphalte, du plâtre, sable, amiante, et autres produits de construction, d'une manière générale, acquérir, opérer et exploiter et vendre des mines, des carrières de pierre, de granit et des lits de sable, acheter, vendre, manufacturer, préparer et traiter du fer, de l'acier et du bois sous toutes ses formes et de toutes manières, et acquérir, posséder, exploiter, vendre et échanger des limites forestières, des moulins à scier ou à débiter et des scieries en général;

c) Manufacturer, entreprendre, importer et exporter, acheter et vendre soit comme principaux ou agents, des appareils de chauffage, du matériel pour plombiers, plâtriers, couvreurs, menuisiers, charpenteirs, du gaz, des fournitures au sujet de l'électricité, des bouilloires, du fer et de l'acier fondus;

d) Acquérir, acheter, posséder, prendre à bail ou en échange, recevoir, détenir, louer et posséder la propriété de tous biens mobiliers ou immobiliers et les vendre, les améliorer, les embellir, les faire valoir, les développer, les céder, les louer, les transmettre, les transporter, les gérer ou autrement en disposer, et farie le commerce des immeubles en général, agir comme agents d'immeubles ou agents à commission en général, prêter et emprunter sur hypothèques ou autrement, et faire le commerce des hypothèques et des balances de prix de vente;

e) Acheter ou autrement acquérir et détenir des propriétés mobilières et immobilières et, en particulier, des terrains, édifices, héritages, affaires ou établissements industriels et entreprises, mortgages, nantissements, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes de livres et tout intérêt dans la propriété mobilière ou immobilière, toute réclamation contre telle propriété ou contre toutes personnes ou compagnies et des privilèges et droits litigieux de toutes sortes;

f) Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences et en particulier, agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert de bons, débentures ou actions ou autres valeurs, et l'enregistrement et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriétés, comprenant des maisons d'affaires et des entreprises, et généralement transiger toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, d'assurances, industrielles ou des affaires financières;

g) Hypothéquer, grever, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou autres obligations dont la compagnie est responsable ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

h) Vendre des brevets et les acheter ou les exploiter pour des inventions dans des matières du ressort des affaires de la compagnie;

i) Emettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou

which may enter in or be incidental to the said constructions;

b) To manufacture, undertake, import, export, purchase, sell, exchange, either as principals or agents, ceramic, cement, cement squares and any objects capable of being, in whole or in part, manufactured with cement, titles, glass, lime, asphalt, plaster, sand, asbestos and other building products in general; to acquire, operate and exploit and sell mines, stone quarries, granite quarries, and sand-pits, to purchase, sell, manufacture, prepare and treat iron, steel and wood under all forms and in any manner, and to acquire, own, operate, sell and exchange timber limits, saw-mills, planing mills and sawing plants in general;

c) To manufacture, undertake, import and export, purchase and sell, either as principals or agents, any heating apparatus, plumbers' plasterers' roofers', joiners', carpenters' supplies, gas, electrical supplies, boilers, cast iron and steel;

d) To acquire, purchase, own, take on lease or in exchange, receive, hold, lease and possess property and any moveable or immoveable property, and to sell, improve, embellish, turn to account, develop, convey, lease, transmit, transfer, manage or otherwise dispose of the same, to deal in real estate in general, act as real estate agents or commission agents in general, lend and borrow on hypothec or otherwise and deal in hypothecs and balance of sale prices;

e) To purchase or otherwise acquire and hold real and personal property and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents licenses, securities policies, book-debts and any interests in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, any privileges and *choses* in action of all kinds;

f) To transact and carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities, and for the registration, purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, assurance, industrial or financial matters;

g) To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, belonging to the company for the purposes of securing any bonds, debentures or other securities, which the company is by law entitled to issue, or other obligations for which the company is liable or any money borrowed for the purposes of the company;

h) To sell and purchase patents, or to exploit the same for any invention whatsoever in any matter connected with the business of the company;

i) To issue and allot as paid up, shares of the company hereby incorporated, in full or part payment of any industry, franchise, property,

partiel de toute industrie, franchise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, services, contrats, immeubles, actions, obligations et débentures ainsi que de tous autres biens ou droits qu'elle pourrait acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les presentes;

j) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

k) Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens réels ou personnels ou de l'industrie ou entreprise de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation et accepter comme considération de telle vente, transport ou aliénation toutes actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

l) Exercer toute autre industrie ou activité que les directeurs croiront incidentes ou favorables à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

m) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause des présentes ne sera interprétée comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec, sous le nom de La Compagnie de Constr uction Cadillac-Limitée—Cadillac Construction Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,
1795-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

rights, powers, privileges, leases, services, contracts, immoveables, shares, bonds and debentures as well as any other property or rights which it may acquire by virtue of the powers herein granted;

j) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

k) To lease, sell or otherwise alienate the whole or any part of the real or personal property or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation and to accept as consideration for such sale, transfer or alienation, any shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of any other company;

l) To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

m) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and any other objects and powers which may be necessary or useful, and either as or by and through principals, agents attorneys, contrators, factors, managers, lessors, lessees, or otherwise and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the Company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec, under the name of "La Compagnie de Construction Cadillac, Limitée—Cadillac Construction Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company shall be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,
1796 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Laquerre Development Company, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1937, constituant en corporation: Albert-Henri Maréchal de Carteret, docteur en droit, Christophe Charles Taschereau, avocat, John Morton, agent, Arthur Fortin, comptable, Ruth Kolmer, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(1) Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

(2) Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible fondre, affiner, broyer, ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des

"Laquerre Development Company, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1937, incorporating Albert Henri Maréchal de Carteret, Doctor of laws, Christophe Charles Taschereau, Barrister, John Morton, Agent, Arthur Fortin, Accountant, Ruth Kolmer, Secretary, Spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such

minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'inventions ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphes et de téléphones, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105-112, chapitre 80 de la Loi des mines de Québec, en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

(8) Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

(9) Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que la compagnie peut exercer en vertu de cette loi, et les payer en actions libérées, en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consentent, et se charger des dettes et charges y appartenant;

(10) Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire à ceux susmentionnés ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnel, au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Laquerre Development Company, Limited", (Libre de responsabilité personnelle).

Le capital-actions de la compagnie, divisé en vingt mille actions, d'une valeur au pair de un dollar chacune, est fixé à la somme de vingt mille dollars, monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera à 407 rue McGill, Montréal, en Notre dite Province.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1797 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining rights, preemption rights,or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for ,the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water power, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings,mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercise all the powers enumerated in sections 105-112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy, and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and to pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares and undertake the debts and charges of the same;

(10) Do all such acts and operations necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Laquerre Development Company" (No Personal Liability).

The capital-stock of the company, divided into twenty thousand shares of the par value of one dollar each, to be fixed at the sum of twenty thousand dollars current money of Canada.

The head office of the company will be at 407 McGill Street, Montreal, in Our said Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1798-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Magma Mines, Limited".

(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1937, constituant en corporation: Jean Noel Beauchamp, Redmond Quain, avocats, tous deux de la cité de Hull, dans la province de Québec, James Tilton Wilson, et Philip Redmond Hurcomb, avocats, et Harry W. Steele, comptable agréé, tous trois de la cité d'Ottawa, dans la Province de Ontario, dans les buts suivants:

"Magma Mines, Limited".

(No personal liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1937, incorporating: Jean Noel Beauchamp, Redmond Quain, Advocates, both of the City of Hull, in the Province of Quebec; James Tilton Wilson, and Philip Redmond Hurcomb, Barristers, and Harry W. Steele, Chartered Accountant, all three of the City of Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les rochers ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-desus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueduc, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec (chap. 80) en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires, nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits et ses employés;

8. Recevoir en paiement de minerais de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "Magma Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1799 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Magma Mines Limited", (No Personal Liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at Hull, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1800–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Notre Dame Public Meat Market Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars, 1937, constituant en corporation: Lyon Levine, avocat, Lillian Averson, sténographe, fille majeure, tous

"Notre Dame Public Meat Market Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1937, incorporating: Lyon Levine, advocate, Lillian Averson, stenographer, spinster of the full age of majority, both of the city of

deux de la cité de Montréal, et Abraham H. J. Zaitlin, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. (*a*) Exercer le commerce en gros et en détail d'épicier, marchand de grain et provisions dans toutes ses spécialités, et aussi le commerce qui consiste à importer et exporter les dits produits;

(*b*) Acheter, importer, exporter, préparer, manufacturer et vendre les épiceries, produits alimentaires et autres effets et marchandises se rapportant au dit commerce;

(*c*) Agir comme courtiers, agents commerciaux et à commission pourla vente et l'achat des dits produits;

2. (*a*) Exercer le commerce de marchands de fruits et légumes en gros et en détail, courtiers, commissaires-priseurs, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission et commerçants généraux;

(*b*) Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de fruits et légumes en boîtes, en conserve, marinés et séchés; grains, provisions, viandes, poissons, volailles et gibiers, et extraits, sirops, gelées, marmelade, essences, sauces, condiments, confitures, cidre et cidre de vinaigre, fruits sèches ou évaporés; produits des champs, de la ferme et de la forêt;

3. Exercer le commerce d'importateurs et exportateurs et de marchands de viande, bétail, mouton, lapin, beurre, poisson et tous produits périssables en général, aussi bien que les peaux et peaux vertes, fourrures, le cuir, suif, gras et autres produits des animaux, les produits laitiers, agricoles et maraîchers de toutes sortes; acheter et vendre en gros ou en détail toutes sortes de viandes et généralement exercer l'industrie ou le commerce de vendeurs de viande dans toutes ses spécialités; acquérir par achat ou autrement des fermes et bergeries et exercer l'industrie ou le commerce de producteurs de bétail, éleveurs de moutons, pelletiers, tanneurs et entreposeurs généraux;

4. Louer ou arrenter un ou des édifices de ou à toute personne, firme ou corporation, pour l'une quelconque des fins précitées, et aménager et mettre en opération ces usines, édifices ou salles avec la machinerie nécessaire pour l'avancement des objets précités;

5. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Prendre ou autrement acquérir ou détenir les actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie et exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

7. Passer des contrats avec d'autres compagnies, firmes ou corporations, pour l'avancement des objets de la compagnie, et s'associer ou conclure des conventions sur une base de division des profits avec tous autres individus, pour l'avancement direct ou indirect des objets de la compagnie;

8. Engager des ouvriers et employés en vertu de tels termes qui seront jugés convenables à l'avancement des objets de la compagnie;

9. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et tels effets négociables ou transférables;

Montreal, and Abraham H. J. Zaitlin, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. (*a*) To carry on the whole sale and retail business of groceries, grain and provision merchants in all its branches, and also the business of importing and exporting said products;

(*b*) To purchase, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, foodstuffs and other wares and merchandise connected with such business;

(*c*) To act as brokers, commercial and commission agents for the sale and purchase of such products;

2. (*a*) To carry on the business of wholesale and retail fruit and vegetable merchants, brokers, auctioners, importers, exporters, producers, distributors, commission agents and general traders;

(*b*) To import, export, produce, buy, sell, manufacture and deal in all kinds of canned, preserved, pickled and cured fruits, and vegetables; grains, provisions, meats, fish, fowl and game, and extracts, syrups, jams, marmalade, essences, sauces, relishes, jellies, cider and cider vinegar, aerated or evaporated fruits; products of the field, farm and forest;

3. To carry on the business of importers and exporters of, and dealers in meat, cattle, sheep, rabbits, butter, fish and all perishable produce generally, as well as skins, hides, fur, leather, tallow, fat, and other animal products and dairy, farm and garden produce of all kinds; to buy and sell by wholesale or retail all kinds of meat and generally, to carry on the trade or business of meat salesmen in all its branches; to acquire by purchase or otherwise ranches and sheep farms, and to carry on the trade or business of cattle rearers and sheep farmers, fellmongering, tanning and warehousing generally;

4. To lease or rent the building or buildings from or to any person firm or corporation, for any of the above purposes, and to equip and operate these factories, building or rooms with such machinery as may be necessary for the furtherance of the above objects;

5. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

6. To take or otherwise acquire or hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit the company;

7. To enter into contracts with other companies, firms or corporations, for the furtherance of the company's objects, and to enter into partnership arrangements on the basis of the division of profits with any other individuals, either directly or indirectly for the furtherance of the company's objects;

8. To engage help and employees under such terms as is deemed advisable by the company to further the company's objects;

9. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and such negotiable or transferable instruments;

10. Avoir la permission de demander et d'obtenir des prêts de tout actionnaire, ou officier de la compagnie, ou de tout banquier, ou de toute banque du Canada à charte, ou de toute autre partie ou parties qui consentiront à faire des prêts à la compagnie;

11. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toutes autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

12. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité par la poste ou par toutes autres méthodes, le commerce et les produits de la compagnie ou toutes autres choses dans lesquelles la compagnie pourrait être intéressée;

13. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, commissaires, entrepreneurs ou autrement, soit seule ou conjointement avec d'autres;

14. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

15. Conclure, exécuter et compléter des contrats d'assurance pour la protection des employés et des biens contre toute perte pour laquelle de l'assurance peut être prise et utiliser des agents ou procureurs et faire l'un quelconque des actes nécessaires pour accroître les objets de la compagnie;

16. Acheter, acquérir et détenir des propriétés immobilières aussi bien que des terrains, qui peuvent être construits ou non, aussi des propriétés mobilières au nom de la compagnie;

17. Faire des prêts de deniers et hypothéquer les biens de la corporation en garantie des prêts consentis;

18. Souscrire éventuellement à forfait, souscrire, acheter ou acquérir continuellement ou détenir, soit comme mandant ou agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie additionnelle ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder, ou autrement aliéner ou faire le commerce d'obligations, débentures, parts, actions ou autres valeurs, et garantir par les biens de la compagnie, l'émission de toutes telles obligations ou débentures en son propre nom;

19. Acheter et vendre, ériger, construire ou bâtir, louer ou arrenter des propriétés ou édifices pour l'avancement des objets de la compagnie ou pour le bénéfice de la compagnie;

20. Payer toutes propriétés, réelles ou personnelles, droits, permis, privilèges, clientèle ou franchises en actions entièrement libérées de la compagnie;

21. Engager des agents sur une base de commission ou de salaire, pour faire des démonstrations et vendre les produits des requérants, aussi bien que pour ouvrir et entretenir des salles de démonstration et entrepôts de marchandises dans le but d'acheter ou de vendre ses produits;

22. Avoir la permission d'adopter les règles et autres règlements qui sont permis conformément à la Loi de la province de Québec, diriger et contribuer à l'exécution de toutes ses fins et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règlements adoptés pour la réglementation de la compagnie;

23. Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions ou débentures de la compagnie, sous le nom de "Notre Dame Public

10. To be permitted to apply for and obtain loans from any shareholder or officer of the company, or from any banker, or from any incorporated Bank of Canada, or from any other party or parties who consent to make loans to the company;

11. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

12. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular, by advertising through the mails or by any other methods the business and products of the company or any other matters in which the company may be interested;

13. To do any or all of the above things as principals, agents, factors, contractors or otherwise, either alone or in conjunction with others;

14. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

15. To enter into, carry out and complete contracts of insurance for the protection of the employees and of the property against any loss for which insurance may be carried, and to use agents and attorneys and to do any act necessary to enhance the objects of the company;

16. To buy, acquire and hold immoveable property as well as lands, constructive or not constructive, also moveables in the name of the company;

17. To make loans and to hypothecate the property of the corporation in security for the loan made;

18. To underwrite, subscribe for, purchase or continually acquire or hold, either as principal or agent, and absolutely as owner, or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of any or deal in bonds, debentures, stocks, shares or other securities, and to guarantee by the assets of the company the issue of any such bonds or debentures in its own name;

19. To buy and sell, erect, construct or build, lease or rent properties or buildings to further the objects of the company or for the benefit of the company;

20. To pay for any property, real or personal, rights, permits, privileges, goodwill or franchise in fully paid-up shares of the company;

21. To engage agents on commission or salary basis, to show, sell the products of the petitioners, as well as to open and maintain stock rooms and stock houses for the purposes of buying or selling its products;

22. To be permitted to adopt such rules and other by-laws which are permissable according to the laws of the Province of Quebec, to direct and assist in the carrying out of all its purposes and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the company;

23. No invitation shall be given to the public to subscribe for any shares or debenture of the company, under the name of "Notre Dame

Meat Market, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1801 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

Public Meat Market, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1802-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Public Investment Corporation Ltd—La Corporation Publique de Placement Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars, 1937, constituant en corporation: J.-Henri Cadieux, agent, de la cité d'Outremont, Emile Linteau, agent, et Camille St. Jean, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, détenir, améliorer, gérer, exploiter, développer, exercer tous les droits y attachés, et louer, hypothéquer, vendre, échanger, aliéner et transporter, céder, faire valoir et autrement utiliser des terrains, édifices, concessions, brevets, maisons d'affaires et entreprises commerciales, droits immobiliers et propriétés de toutes sortes, soit mobilières ou immobilières, et tout autre intérêt y afférant;

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités;

Payer pour toutes propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie pourrait acquérir avec des deniers comptants ou avec des actions acquittées ou non sujettes à appel de versements, des obligations ou autres valeurs de la compagnie ou partie en deniers comptants ou partie en actions acquittées ou non sujettes à appel de versements, obligations ou valeurs;

Faire les affaires d'une compagnie de placements et faire des placements dans toutes valeurs parts, actions, bons, débentures, obligations, d'une façon générale, ainsi que dans toutes valeurs, débentures, obligations généralement quelconques du Gouvernement, du Dominion, de la Province, des municipalités ou valeurs, bons, débentures, actions, parts, intérêts, de toutes compagnies ou corporations ou corps politique et incorporé, publics ou privés, le tout sous les réserves et restrictions imposées par la loi;

Faire affaires comme courtiers, agents de placement et agent d'une façon générale, et entreprendre et conduire, et parfaire toutes sortes d'opérations financières et commerciales se rapportant directement ou indirectement aux intérêts de la présente compagnie, ou ayant quelques rapports avec les droits présentement demandés;

Souscrire, endosser, acheter, recevoir, acquérir et détenir, comme principal ou comme agent, posséder comme propriétaire absolu ou par garantie collatérale, jouir de, vendre, échanger ou autrement disposer de tout stock, parts, bons, débentures, billets, privilèges, hypothèques, valeurs, obligations, contrats provenant des corps publics et incorporés, sociétés publiques ou privées, de toutes institutions incorporées, du Dominion ou de la Province, ainsi que de tout gouvernement étranger, mais dans les limites et sous les restrictions voulues par la loi;

"Public Investment Corporation Ltd—La Corporation Publique de Placement Ltée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1937, incorporating: J. Henri Cadieux, agent, of the city of Outremont, Emile Linteau, agent, and Camille St. Jean, accountant, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold, improve, manage, exploit, develop, exercise any rights attached thereto and lease, hypothecate, sell, exchange, alienate and transfer, cede, turn to account and otherwise utilize lands, buildings, concessions, patents, business firms and commercial undertakings, immovable rights and property of any kind, either movable or immoveable, and any other interest incidental thereto;

To carry on the business of a real estate company and of a real estate agent in all the specialties thereof;

To pay for any movable or immovable property which the company may acquire, in cash or with paid up or non-assessable shares, bonds or other securities of the company or partly in cash or partly in paid up or non-assessable shares, bonds or securities;

To carry on the business of an investment company, and to make investments in all kinds of securities, stock, shares, bonds, debentures in a general manner, as well as in any securities, debentures, bonds generally and whatsoever of the Government, Dominion, Province, municipalities, or securities, bonds, debentures, shares, stock, interests of any companies or corporations or bodies politic and corporate public or private, the whole under the reserve and restrictions imposed by law;

To carry on business as brokers, investment agents, and agent in a general manner, and to undertake and conduct, and to complete all kinds of financial and commercial operations connected directly or indirectly with the interests of the present company, or having any relation to the rights presently requested;

To subscribe for, endorse, purchase, receive, acquire and hold, as principal or as agent, to own absolutely as owner or by way of collateral security, to possess, sell, exchange or otherwise dispose of any stock, shares, bonds, debentures, notes, privileges, hypothecs securities, bonds, contracts of any public and corporate bodies, public or private partnerships, any incorporated institutions, of the Dominion or of the Province, as well as of any foreign government, but within the limits and subject to the restrictions required by law;

D'investir, ou de transiger avec, l'argent et l'actif de la compagnie, sans nuire toutefois aux intérêts d'icelle, et conformément à la décision des directeurs;

D'entreprendre, conduire toutes affaires ou entreprises dans lesquelles la présente compagnie pourrait être intéressée, ainsi que toutes valeurs dans lesquelles la présente compagnie pourrait avoir investi les fonds ou qui pourraient avoir quelques relations avec son intérêt ou ses propres affaires;

Acquérir, vendre, acheter ou transiger sur, toutes propriétés, meubles ou immeubles, droits, de quelque nature qu'ils soient, terres, constructions, entreprises commerciales ou autres, contrats, concessions, franchises, annuités, et tous intérêts se rapportant directement ou indirectement à la propriété mobilière ou immobilière;

Faire affaires comme agents et courtiers pour le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la vente, l'acquisition, et la transmission et la collection d'argent pour toutes compagnies ou corporations privées et publiques, agir comme agents ou fondés de pouvoirs pour toutes transactions à faire, successions, vente de propriétés et placements pour autrui, de rentes, d'intérêt, dividende, hypothèque, bon, billet, comptes et autre valeurs;

Construire, altérer, améliorer, réparer, maintenir, vendre, acheter, hypothéquer, transiger, tous immeubles, ou quelques terres ou terrains que ce soit, appartenant à la compagnie ou en lesquels la compagnie pourrait avoir directement ou indirectement quelque intérêt;

Prendre part à, entreprendre ou favoriser toutes promotions, organisations, développement ou conduites de toutes corporations ou compagnies et prélever des fonds, ou souscrire ou faire souscrire des fonds, par voie de prêts, promesses endossements, garanties ou autrement, dans toutes compagnies ou corporations au capital-actions en lesquels la présente compagnie pourrait détenir des parts ou être directement ou indirectement intéressée, ou qui pourraient directement ou indirectement avoir des relations d'affaires avec la présente compagnie, et offrir au public toutes souscriptions ou acheter des parts, stocks, bons, débentures, billets ou autres valeurs de toutes compagnies ou corporations ou agir comme employés, agents, gérant de toutes susdites corporations ou compagnies ou organisations et garantir l'exécution des contrats par les susdites corporations, compagnies, administrations ou sociétés;

Entreprendre et conduire à bonne fins toutes opérations de mines, et leurs développement;

Faire affaires et transiger pour vente d'actions ou de parts avec toutes compagnies ou corps incorporés et même avec celles dont les présents directeurs ou l'un d'eux pourraient faire partie du bureau de direction, sauf aux directeurs de la présente compagnie à dénoncer alors leurs intérêts s'il y a lieu et à s'abstenir, en l'occurrence, de voter, sous le nom de "Public Investment Corporation, Ltd—La Corporation Publique de Placement, Ltée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1803—o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

To invest or deal with the money or assets of the company, without prejudice, however to the interests thereof, and in conformity with the decision of the directors;

To undertake, conduct any business or enterprises in which the present company may be interested, as well as any securities in which the present company may have invested its funds or which may be related in any manner to its own interest or its own business;

To acquire, sell, purchase or deal with any properties, movable or immovable, rights of any nature whatsoever, lands, buildings, commercial or other undertakings, contracts, concessions, franchises, annuities, and any interests relating directly or indirectly to movable or immovable property;

To carry on business as agents and brokers for the investment, handling, loan, payment, sale, acquisition, transmission and collection of money for any companies or corporations, private or public, to act as agents or proxies for any transactions to be made, estates, sales of properties and investments for others, rents, interests, dividends, hypothecs, bonds, notes, accounts or other securities;

To construct, alter, improve, repair, maintain, sell, buy, hypothecate, transact, any immoveables or any lands or lots of land whatsoever, belonging to the company or wherein the company may be directly or indirectly interested;

To take part in, undertake or promote any incorporation, organization, development or management of any corporations or companies and to raise money, or subscribe or cause the subscription of funds by way of loans, promises, endorsements, guarantees, guarantees or otherwise, in any companies or corporations in the capital stock of which the present company may hold stock or be directly or indirectly interested, or which may directly or indirectly have business relations with the present company and to offer for public subscription or to purchase shares, stock, bonds, debentures, notes or other securities of any companies or corporations or to act as employees, agents, manager of aforesaid corporations or companies or organizations and to guarantee the performance of contracts by the aforesaid corporations, companies, administrations or partnerships;

To undertake and carry out all mining operations and their development;

To carry on business and transact for the sale of shares or stock with any companies or corporate bodies and likewise with those whereof the present directors or one thereof may form a part of the Board of directors, provided that the directors of the present company make known their actual interests if any, and refrain, in such case, from voting under the name of "Public Investment Corporation, Ltd—La Corporation Publique de Placement, Ltée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1804 Acting Assistant Provincial Secretary

"Quebec United Mines, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1937, constituant en corporation: René Chênevert, Paul Desy, Gerard Raymond, Paul Raymond et Georges Desranleau, avocats, Germaine Boisvert et Gilberte Lemire, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des Mines de Québec et sans restreindre en aucune manière ses pouvoirs généraux:

(1) Faire des explorations et des recherches, pour dévouvrir des mines et des minéraux;

(2) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autres manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter, et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

(8) Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises et travaux;

(9) Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce, qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

(10) Faire tous tels actes et opérations qui sont des accessoires à ceux ci-dessus mentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Quebec United Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quatre millions de dollars ($4,000,000.00), divisé en quatre millions (4,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

"Quebec United Mines, Limited".
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March 1937, incorporating: René Chênevert, Paul Desy, Gerard Raymond, Paul Raymond and Georges Desranleau, advocates, Germaine Boisvert and Gilberte Lemire, both spinsters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act and without in any way restricting its general powers to:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelter, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforeaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercice all the powers enumerated in Sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise and works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business, which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

(10) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it is incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or egreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Quebec United Mines, Limited" (No Personal Liability) with a total capital stock of four million dollars ($4,000,000.00) divided into four million (4,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mars, 1937.

ARMAND VIAU,

1805 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary. this fifteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1806–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Saint-Jude Gold Mines, Limited".

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, des S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du quizième jour de mars 1937, constituant en corporation: Joseph-Antonio Marion, comptable, Liliane St-Amour et Yvette Délorimier, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des droits brevetés ou inventions, ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaire ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, 1925, chapitre 80, en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils, et appareils requis par la compagnie, ou par ses ouvriers ou employés;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Emettre, recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toutes personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de la dite loi, et les payer en tout ou en partie en actions libérées, si telles personnes y consentent, et se charger des dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont nécessaires à ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

11. Emettre et disposer des actions de telle manière que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant

"Saint-Jude Gold Mines, Limited".

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifteenth day of March, 1937, incorporating: Joseph Antonio Marion, accountant, Liliane St-Amour, and Yvette Delorimier, both spinsters of the full age of majority, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights or invention, or the rights to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, 1925, chapter 80, in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and to pay for same, in whole or in part, if such persons consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those abovementioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

11. To issue and dispose of shares, so that the shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of price paid or agreed

du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Saint-Jude Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1807 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

to be paid to the company for its shares, under the name of "Saint-Jude Gold Mines, Limited" (No Personal Liability), with a capital of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1808-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Thuot Drive Yourself Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars, 1937, constituant en corporation: Wilfrid Thuot, forgeron, de la cité de Verdun, Raoul Thuot, employé civil, et Ovide Thuot, journalier, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, importer et exporter, assembler, acheter, vendre et gager des automobiles, autocamions, tombereaux-moteurs, tracteurs-autos, motocyclettes, tout autre genre de véhicules neufs ou usagés, de moteurs ou dispositifs mus ou actionnés par la gazoline, l'électricité ou une autre force motrice aussi des carrosseries et châssis, moteurs, pneus, les machines, instruments, outils, appareils, dispositifs, lubrifiants, ciments, solutions, émaux, et toutes choses pouvant être utilisées avec les articles précités ou dans leur fabrication et exploitation;

Faire la location à titre onéreux, d'automobiles, auto-camions, tombereaux-moteurs, tracteurs-autos, motocyclettes, tout autre genre de véhicules neufs ou usagés, et en général de tous les articles faisant l'objet du commerce de la Compagnie;

Réparer, emmagasiner, nettoyer et entreposer des automobiles, auto-camions, tombereaux, moteurs, auto-tracteurs, motocyclettes, voitures et véhicules, de toute espèce, mus ou actionnés par une force mécanique ou autre;

Construire et maintenir des garages pour recevoir et remiser des automobiles, camions, tombereaux, moteurs, motocyclettes, voitures et véhicules de tout genre, tenir des garages pour réparer les automobiles privées ou les automobiles de louage;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage d'aucun commerce de la compétence de la compagnie et des terrains, privilèges, droits, contrats, propriétés ou effets détenus ou utilisés en rapport avec tel commerce, et sur cette acquisition assumer le passif d'aucune compagnie, association, société ou personne dont on l'aura acquis, aussi les payer entièrement ou partiellement en actions libérées ou en argent. Faire le commerce d'automobile et tout ce qui se rapporte à ce commerce;

Acheter ou autrement acquérir et détenir des propriétés mobilières ou immobilières qu'on croira nécessaires ou avantageuses à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, et payer cette acquisition ou possession, totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie, ou en argent;

Conduire ou gérer aucune industrie de nature semblable, ou aucune industrie que la compagnie croira propre à être exercée avantageusement

"Thuot Drive Yourself Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1937, incorporating: Wilfrid Thuot, blacksmith, of the city of Verdun, Raoul Thuot, civil employee, and Ovide Thuot, laborer, of the city of Montreal, all of district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, import and export, assemble, buy, sell and pledge automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, every other kind of new or used vehicles, motors or device driven or operated by gasolene or electricity or other motive power and also bodies and chassis, motors, tires and all machinery, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, cements, solutions, enamels and all things capable of being used therewith, or in the manufacture and working thereof;

To lease on onerous title, automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor tractors, motor-cycles, every other kind of new or used vehicles, and generally any articles forming the object of the business of the company;

To repair, store, clean and warehouse automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, carriages and vehicles of all kinds, driven or operated by mechanical or other power;

To construct and maintain garages for receiving and storing automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motorcycles, carriages and vehicles of all kind, and to keep garages for the repairing of public or privates automobiles or automobiles for hire;

To acquire, in part or in whole, the good-will of any business within the objects of the company and any lands, privileges, rights, contracts, property or effects held or used in connection therewith, and upon such acquisition, to undertake the liabilities of any company, association, partnership or person from whom it has been acquired, and to pay for same wholly or partly in paid up shares or in cash. To deal in automobiles and everything connected with the said business;

To buy or otherwise acquire and to hold any moveable or immoveable properties which may be deemed necessary or advantageous for the carrying out of the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding, wholly or in part, in paid up shares of the company, or in cash;

To conduct and carry on any other business of similar nature, or any business which may, in the opinion of the company, be deemed capable

ou convenablement, en rapport avec ses entreprises;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, négocier, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, lettres de crédit, mandats ou autres instruments négociables et transférables. Emettre des actions libérées, des débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation en paiement intégral ou partiel des biens, droits, concessions acquis par la compagnie et rétribuer soit en argent, ou, avec l'approbation des actionnaires, en parts, obligations, débentures, tel que susdit, aucune personne, firme, ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec sa formation, promotion ou organisation ou la gestion des affaires de la compagnie; vendre, engager ou aliéner les entreprises de la compagnie; ou aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, sur autorisation de ce faire de la majorité des actionnaires présents ou représentés par procureur à une assemblée générale dûment convoquée pour considérer l'affaire, et porteurs d'au moins les deux tiers du capital émis de la compagnie;

Acquérir, détenir, vendre, grever ou transférer aucun immeuble requis pour l'exercice de l'industrie de la compagnie, aussi établir, construire, ou altérer les machineries, outillages, ateliers, entrepôts, salles de vente, d'exhibition, des agences ou bureaux que la compagnie croira nécessaires ou convenant à l'exercice de son industrie;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer et développer, aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer, aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune entreprise, afin d'acquérir la totalité ou aucune partie des biens, des droits et du passif de la présente compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera propre directement ou indirectement à profiter à la présente compagnie, faire aussi tous actes nécessaires ou s'y rattachant. Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qui sembleront avantageux, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaire, achat et exhibition d'œuvres, publications de livres, et revues;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, conclure des arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour aucun autre but avec aucune personne, firme, ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions ou valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, gager, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier, sous le nom de "Thuot Drive Yourself Limited", avec

of being advantageously or conveniently carried with its undertakings;

To draw, underwrite, accept, endorse, discount, negotiate, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants and other negotiable and transferable instruments. To issue paid up shares, debentures, bonds or other securities of the company to any person, firm or corporation, in payment or in part payment for any property, rights, concessions acquired by the company, and to remunerate either in cash or, with the approval of the shareholders, in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for any services rendered to the company in connection with its incorporation, organization, promotion or the conduct of the company's business. To sell, pledge or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, if authorized to do so by the majority of the shareholders, present or represented by proxy at the general meeting duly called for considering the matter and holding no less than two -thirds of the issued capital-stock of the company;

To acquire, hold, sell, mortgage or convey any real estate indispensable for the carrying on of the company's business, and to establish, construct or alter any machinery, equipment, plant, warehouse, sales-room, show-room, agency or office as the company may consider necessary or suitable in the carrying on of its business;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liability of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To promote, organize, manage and develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking, for the purpose of acquiring all or any of the property, rights and liabilities of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to do all acts necessary or incidental thereto. To adopt such means of making known the products of this company as may seem expedient, and in particular for advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works, by publication of books and periodicals;

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company, and to enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or firm or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire and hold shares or securities of any such company, and to sell, pledge, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, under the name of "Thuot Drive Yourself Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two

un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1809-o Sous-secrétaire suppléant de la Province

hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1810 Acting Assistant Provincial Secretary.

"B. H. Syndicate Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars, 1937, constituant en corporation: Maurice Hatt, avocat, de la cité d'Outremont, Solomon Weber, avocat, et Samuel Senzilet, notaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie et le commerce de marchands et commerçants en gros et en détail de vêtements, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs, soie, satin, lainages, tissus, étoffes de toutes sortes, drap et coton;

2. Exercer l'industrie et le commerce de tailleurs et manufacturiers de vêtements, confections dans toutes leurs spécialités;

3. Exercer toutes ou l'une quelconque des industries de confectionneurs, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, manufacturiers, importateurs, et marchands en gros et en détail de coton et étoffes tissées de toutes sortes;

4. Acheter, louer ou autrement acquérir des propriétés mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, de toute sorte et nature quelconque, qui seront jugées nécessaires pour les objets de la compagnie, et les nantir, les gager, les hypothéquer, les vendre ou autrement les aliéner;

5. Acquérir par achat, bail ou autrement, la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise, du commerce, des propriétés, biens ou engagements de toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, et acquérir le matériel et fonds de commerce, et les payer en tout ou en partie en deniers ou actions ou autres valeurs de la compagnie totalement ou partiellement libérées;

6. Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, et acquérir, détenir, nantir ou autrement aliéner les dites actions, obligations ou autres valeurs;

7. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, non-exclusif ou limité d'utiliser aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui semblera susceptible d'être utilisé pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

8. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant des transactions commerciales que cette compagnie a

"B. H. Syndicate Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1937, incorporating: Maurice Hatt, Advocate, of the City of Outremont, Solomon Weber, Advocate, and Samuel Senzilet, Notary, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on trade and business of wholesale, and retail dealers and jobbers in clothing, dry goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textiles, fabrics of all kinds, cloth and cotton;

2. To carry on trade and business of tailors and manufacturers of clothing, ready-to-wear, and all branches thereof;

3. To carry on all or any other business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, manufacturers, importers, and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds;

4. To purchase, lease or otherwise acquire moveable or immoveable, real or personal property of any kind and nature whatsoever, that may be deemed suitable for the purpose of the Company, and to pledge, mortgage, hypothecate, sell or otherwise alienate the same;

5. To acquire by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business similar to that which this Company is authorized to carry on, and to acquire materials and stock, and to pay for the same in whole, or in part by cash or shares or other securities of the Company wholly or partly paid up;

6. To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other Company, corporation or individual carrying on business similar to that which this Company is authorized to carry on, and to acquire, hold, pledge, or otherwise dispose of such shares, bonds, or other securities;

7. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring an exclusive, non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect thereof, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

8. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in business transaction which this Company is authorized to carry on or

l'autorisation d'exercer ou de négocier, ou toute industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

9. Avoir la permission d'hypothéquer, gager ou nantir ses propriétés immobilières ou mobilières, présentes ou futures qu'elle peut posséder dans la province de Québec, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures;

10. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

11. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "B. H. Syndicate, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1813 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

trade in, or any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company, and to sell, hold, or resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

9. To be permitted to hypothecate, mortgage or pledge its property immoveable or moveable, present or future which it may have in the province of Quebec for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock;

10. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

11. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "B. H. Syndicate Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1814–o Acting Assistant Provincial Secretary

"Winrad and Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars, 1937, constituant en corporation: Dr Albert Henri Maréchal de Carteret, docteur en droit, Christopher Charles Taschereau, avocat, Ruth Kolmer, sténographe, fille majeure, Samuel Darwin, marchand, et John B. Chorney, agent, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants

(1) Exercer un commerce général de placement, financier et de courtage, et transiger toutes sortes d'opérations d'agence; négocier les prêts, trouver les placements, et exercer le commerce de capitalistes et d'agents de manufacturiers, acheter ou autrement acquérir, vendre, aliéner et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles de toutes sortes, faire des avances de deniers sur la garantie de parts, actions, obligations, débentures, connaissements, récépissés d'entrepôt, valeurs ou documents négociables;

(2) Souscrire, souscrire éventuellement à forfait, acheter, vendre, échanger, détenir, offrir pour souscription publique ou autrement faire le commerce d'actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs de corporations municipales, industrielles, commerciales ou financières;

(3) Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens, propriétés, droits, clientèle, y compris toute option, concession ou choses de même nature, de tout individu, firme ou corporation ou les payer en deniers ou en actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie, ou partiellement en deniers et partiellement en actions;

(4) Promouvoir, organiser, administrer ou développer ou contribuer à la promotion, à l'organisation, à l'administration ou au développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie et faire tous les actes y afférents.

3

"Winrad and Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1937, incorporating: Dr. Albert Henri Maréchal de Carteret, Doctor of Laws, Christopher Charles Taschereau, Advocate, Ruth Kolmer, Stenographer, spinster, Samuel Darwin, Storekeeper, and John B. Chorney, Agent, all of the City of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

(1) To carry on a general investment, financial and brokerage business, and transact all kinds of agency business; to negotiate loans, to find investments, to carry on business as capitalists and manufacturers' agents, to purchase or otherwise acquire, sell, dispose of and deal in real and personal property of all kinds, to advance money on the security of stocks, shares, bonds debentures, bills of lading, warehouse receipts, negotiable securities or documents;

(2) To subscribe for, underwrite, buy, sell, exchange, hold, offer for public subscription or otherwise deal in shares, stocks, bonds, debentures and other securities of municipal, industrial, commercial or financial corporations;

(3) To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the assets, property, rights, goodwill, including any option, concession or the like, of any individual, firm or corporation or to pay for same in cash or in fully paid-up and non-assessable shares of the capital stock of the company, or partly in cash and partly in shares;

(4) To promote, organize, manage or develop or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking, and to do all acts incidental thereto;

(5) Agir comme agents et courtiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers;

(6) Acheter ou autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner telles propriétés, réelles et personnelles, qui sont nécessaires ou convenables pour les objets de la compagnie, et les payer en deniers, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

(7) Garantir, donner une garantie et se porter garant du paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toutes personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires et autrement aider toutes telles personnes, firmes ou corporations;

(8) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(9) Garantir, et se porter garant, et se rendre responsable du paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toutes personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et autrement aider toutes telles personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

(10) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée par les directeurs;

(11) Acquérir, détenir, vendre et aliéner les droits et hypothèques, privilèges ou nantissements dans ou des autres compagnies ou individus;

(12) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(13) Recevoir, détenir et aliéner les actions, obligations, débentures, ou autres valeurs émises par toute compagnie, soit minière, industrielle, commerciale ou autre, en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

(14) Exercer les opérations d'agents financiers et de placement avec le pouvoir d'acheter, vendre et autrement faire le commerce d'hypothèques, actions, obligations, débentures, billets promissoires et autres valeurs et effets négociables;

(15) Exercer le commerce de propriétaires et marchands d'immeubles, avec le pouvoir d'acquérir par achat, échange, bail ou autre titre légal, des immeubles et tout intérêt en iceux, et les développer, les améliorer, les vendre, les échanger, les louer ou autrement les négocier ou les aliéner;

(16) Placer les produits de toute vente dans d'autres placements de nature semblable, et prêter des deniers sur l'une quelconque des dites garanties;

(17) Acquérir tous tels placements tel que précité par achat, souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et soit entièrement libérés ou non, et faire des paiements sur iceux sur appel ou avant les appels, et les souscrire éventuellement à forfait ou les souscrire sous condition ou autrement;

(18) Répartir et émettre les actions entièrement libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel des biens ou droits acquis, ou avec l'approbation des directeurs, pour services rendus à la compagnie;

(5) To act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money;

(6) To buy, or otherwise acquire and hold, sell or otherwise dispose of such property, real and personal, as is suitable or convenient for the purposes of the company, and to pay for the same in money, stock, bonds, or other securities of the company;

(7) To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any persons, firm or corporation with which the company may have business relations and otherwise assist any such person firm or corporation;

(8) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(9) To guarantee and give security and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations, of any persons, firm or corporation with which the company may have business relations, and otherwise assist any such person, firm or corporation with which the company may have business relations;

(10) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the directors;

(11) To acquire, hold, sell and dispose of rights and hypothec, privileges or pledges in and from other companies or individuals;

(12) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(13) To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any company, either mining, industrial, commercial or otherwise, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(14) To carry on business as financial and investment agents with power to buy, sell and otherwise deal in mortgages, stocks, bonds, debentures, promissory notes and other securities and negotiable instruments;

(15) To carry on business as owners and dealers in real estate, with power to acquire by purchase, exchange, lease or other legal title, real estate and any interest therein, and to develop, improve, sell, exchange, lease or otherwise deal with or dispose of the same;

(16) To invest the proceeds of any sale in other investments of a similar nature, and to lend money on any of the said securities;

(17) To acquire any such investments as aforesaid by purchase, original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called up or in advance of calls, and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise;

(18) To allow and issue fully paid up shares of the company in payment or part payment for property or rights acquired, or with the approval of the directors, for service rendered to the company;

(19) Emettre des actions libérées, actions-débentures, débentures, obligations, certificats d'hypothèques et autres valeurs de la compagnie en paiement de tous biens, droits et valeurs qui peuvent être acquis par la compagnie;

(20) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou en espèce ou autrement, toutes propriétés de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débentures, obligations ou autres valeurs appartenant à ou émises par la compagnie ou dont la compagnie aurait le pouvoir d'aliéner ou de distribuer;

(21) Exercer toute autre industrie, commerciale, industrielle, manufacturière, minière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(22) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(23) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(24) Prêter des deniers aux clients et aux autres avant d'avoir des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

(25) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

(26) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(27) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter l'une quelconque des actions de la compagnie, ses obligations et ses biens pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(28) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois de ce dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(29) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-dében-

(19) To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds, mortgage certificates and other securities of the company in payment of any property rights and securities which may be acquired by the company;

(20) To distrubute among the shareholders of the company by way of lawfully declared dividends out of the net profits of the company or in specie or otherwise, any property of the company, and in particular any shares, debentures, bonds or other securities belonging to or issued by the company or which the company may have power to dispose of or distribute;

(21) To carry on any other business, whether commercial, industrial, manufacturing, mining or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(22) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

(23) To enter into partnership or into any arrangements for shares of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(24) To lend money to customers and others before having dealings with the company and to guarantee the performances of contracts by any such persons;

(25) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

(26) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such considerations as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(27) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(28) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(29) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other

tures ou autres valeurs de la compagnie dans ou sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(30) Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation, ou par toute telle personne ou personnes;

(31) Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuves d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

(32) Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire à ceux ci-dessus mentionnés ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation, sous le nom de "Winrad and Company, Limited".

Le capital de la compagnie sera de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en cent (100) actions privilégiées, rachetables au choix de la compagnie, à $105.00, cumulatives, sans droit de vote à $100.00 au pair; et 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mars, 1937.

ARMAND VIAU,

1811 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(30) To raise and assist in raising money for, and to aid by ways of bonus, loan promise, endorsement, guarantee of bonus, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(31) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art, or interest by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(32) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "Winrad and Company, Limited".

The capital of the company will be twenty thousand dollars ($20,000.00) to be divided into one hundred (100) preferred shares, redeemable at the option of the company, at $105.00, cumulative, non-voting at $100.00 par; and 10,000 common shares at the par value of $1.00 each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1812-o Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Fred F. Esler, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 48 et suivants il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douzième jour de mars, 1937, à la compagnie "Fred F. Esler, Limited", ratifiant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

1. Sujet à confirmation par lettres patentes le capital de la compagnie soit et il est par les présentes réduit de $75,000.00 à $55,000.00 divisé en 1000 actions privilégiées non-cumulatives d'une valeur au pair de $50.00 chacune et 5000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1.00 chacune, et que telle réduction soit effectuée par l'annulation de 400 actions privilégiées non-cumulatives à 6% d'une valeur au pair de $50.00 chacune et le remboursement aux porteurs des dites 400 actions privilégiées non-cumulatives à 6% de la somme de $20,000, le capital représenté par la dite réduction, étant non requis pour les besoins de la compagnie;

2. La compagnie aura le droit en aucun temps ou en tout temps d'acheter et de racheter la totalité ou une partie quelconque des dites actions privilégiées pour annulation, tel achat ou achats seront faits au plus bas prix auquel, dans l'opinion du bureau de direction de la compagnie, les dites actions pourront être obtenues, mais tel prix ne sera pas, en aucun cas, au delà de cinquante dollars par action, avec ensemble tous les dividendes payables sur icelles; à compter

Supplementary Letters Patent

"Fred F. Esler, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1937, to the Company "Fred F. Esler, Limited", ratifying a by-law of the Company, as follows, to wit:

1. Subject to confirmation by letters patent the capital of the Company be and the same is hereby reduced from $75,000.00 to $55,000.00 divided into 1000 6% non-cumulative preferred shares of the par value of $50.00 each and 5000 common shares of the par value of $1.00 each, and that such reduction be effected by the cancellation of 400 6% non-cumulative preferred shares of the par value of $50.00 each and the payment to the holders of the said 400 6% non-cumulative preferred shares of the sum of $20,000.00 the capital represented thereby being in excess of the wants of the Company;

2. The Company shall have the right at any time or times to purchase and redeem all or any part of the said preferred shares for cancellation, such purchase or purchases to be made at the lowest price at which in the opinion of the Board of Directors of the Company such shares are obtainable but such price shall not in any case exceed fifty dollars per share, together with any dividend payable thereon; from and after the date of purchase of any preferred shares under

de la date d'achat de toutes actions privilégiées en vertu des dispositions contenues dans ce paragraphe, les actions privilégiées achetées de cette manière seront censées avoir été rachetées et ne seront pas réémises.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,

1815 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"La Salle Stone & Marble Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour de mars, 1937, changeant le nom de la compagnie "La Salle Stone Company, Limited", en celui de "La Salle Stone & Marble Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mars, 1937.

ARMAND VIAU,

1817-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"W. C. MacDonald (1930) Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de mars 1937, à la compagnie "W. C. MacDonald (1930), Incorporated", ratifiant un règlement, réduisant son capital, comme suit, à savoir:

Que le capital-actions de la compagnie soit réduit de deux millions de dollars ($2,000,000.00), consistant en vingt mille (20,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, à un million de dollars ($1,000,000.00), consistant en vingt mille (20,000) actions d'une valeur au pair de cinquante dollars ($50.00) chacune, en réduisant la responsabilité de la compagnie sur les dites actions.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de mars 1927.

ARMAND VIAU,

1819 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

the provisions of this paragraph contained the preferred shares so purchased shall be deemed to be redeemed and shall not be reissued.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1816-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Salle Stone & Marble Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fifteenth day of March, 1937, changing the name of the company "La Salle Stone Company, Limited", to that of "LaSalle Stone & Marble Company, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1818 Acting Assistant Provincial Secretary.

"W. C. MacDonald (1930) Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the nineteenth day of March, 1937, to the company "W. C. MacDonald (1930), Incorporated", ratifying a by-law, reducing its capital, as follows, to wit:

That the share capital of the company be reduced from two million dollars ($2,000,000.00), consisting of twenty thousand (20,000) shares of one hundred dollars ($100.00) par value each, to one million dollars ($1,000,000.00), consisting of twenty thousand (20,000) shares of fifty dollars ($50.00) par value each, by reducing the Company's Liability on said shares.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1820-o Acting Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que Henry Judah Trihey, de la cité de Westmount, avocat, Patrick Mullin, comptable, et Michael James McCrory, tous deux de la cité de Montréal, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires de feu James McCready, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi aux fins de les autoriser à faire certains paiements et avances aux bénéficiaires de ladite succession, augmenter la rémunération desdits fiduciaires, et définir leurs pouvoirs de faire des placements en vertu du testament dudit feu James McCready, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 8 mars 1937.

Les procureurs des requérants,

1427—11-4 LAVERTY, HALE & LAVERTY.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Henry Judah Trihey, of the City of Westmount, advocate, Patrick Mullin, accountant, and Michael James McCrory, both of the city of Montreal, acting in their capacity of testamentary executors and trustees of the late James McCready, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act for the purpose of authorizing them to make certain payments and advances to the beneficiaries of said estate, to increase the remuneration of the said trustees, and to define their powers of investment under the will of the said late James McCready, and for all other purposes.

Montreal, March 8th., 1937.

LAVERTY, HALE & LAVERTY,

1428—11-4 Attorneys for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que, Louis de Gonzague Prévost, avocat et conseil du Roi, Daniel Hillman, ingénieur civil et Geoffrey G. Ommanney, ingénieur civil, tous trois de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour faire adopter une loi incorporant une compagnie, sous le nom de "Temiscamingue & Abitibi Railway Company", pour tracer, construire, équiper, maintenir et opérer un chemin de fer partant de ou près de la ville d'Angliers, dans le district électoral de Témiscamingue, dans la province de Québec, et se dirigeant d'Angliers dans une direction nord à travers les cantons Baby, Guérin, Montreuil, Remigny, Désandrouins, Montbeillard, Beauchastel et Rouyn jusqu'à ou près de la ville de Noranda; et de là dans une direction est, à travers les cantons de Rouyn et Joannes, dans le district électoral de Témiscamingue, et les cantons de Bousquet, Cadillac, Malartic, Fournière, Debuisson et / ou Varsan et Bourlamaque; jusqu'à ou près de la ville de Bourlamaque; et de là dans une direction nord-est, à travers les cantons de Louvicourt, Senneville, Pascalis et Tiblemont, jusqu'à ou près de la ville de Senneterre, dans le district électoral de l'Abitibi; pour consruire des lignes d'embranchement et extensions d'aucuns points sur ces lignes principales, pourvu que, excepté dans le but de connections avec un autre chemin de fer, aucun de ces embranchements ou extensions n'excède une distance de 50 milles; avec tous les pouvoirs ordinairement accordés à telle compagnie de chemin de fer et spécialement pour déterminer le nombre de directeurs; la convocation des assemblées générales; les avis à être donnés de telles assemblées; le droit de construire, acquérir, louer, maintenir et opérer des vaisseaux à vapeur ou autres et tous docks, quais et autres facilités ou accessoires nécessaires ou désirables pour leur maintien et opération; pour acquérir, posséder, maintenir et opérer des véhicules-moteurs, aéroplanes ou autre équipement aérien pour le transport des passagers et des marchandises et toutes facilités ou accessoires ou désirables en rapport avec tel transport, pour augmenter le capital-actions de la compagnie; pour déterminer le délai dans lequel telle compagnie pourra commencer ses opérations; pour passer toute convention avec les municipalités en rapport avec la construction, le maintien et l'opération de l'entreprise de la compagnie; pour passer toute convention avec d'autres compagnies ou personnes pour l'amalgamation, vente, location ou usage et opération des entreprises des parties à telle convention ou toute portion ou portions d'icelles.

Et pour toutes autres fins.

Québec, 11 mars 1937.

Les procureurs des requérants,

1469—11-4-o GRAVEL, THOMPSON & HEARN

Notice is hereby given that Louis de Gonzague Prevost, advocate and King's Counsel; Daniel Hillman, civil engineer, and Geoffrey G. Ommanney, civil engineer, all three of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act incorporating a company under the name of "Temiscamingue & Abitibi Railway Company", to lay out, construct, equip, maintain and operate a railway from a point at or near the town of Angliers, in the electoral district of Temiscamingue, in the Province of Quebec, and extending from Angliers, in a Northerly direction through the townships of Baby, Guerin, Montreuil, Remigny, Desandrouins, Montbeillard, Beauchastel and Rouyn to a point at or near the town of Noranda; thence in an Easterly direction through the townships of Rouyn and Joannes, in the electoral district of Temiscamingue, and the townships of Bousquet, Cadillac, Malartic, Fournière, Dubuisson and / or Varsan and Bourlamaque, to a point at or near the town of Bourlamaque; thence in a Northeasterly direction through the townships of Louvicourt, Senneville, Pascalis and Tiblemont, to a point at or near the town of Senneterre, in the electoral district of Abitibi; to build branch lines and extensions from any points on these main lines, provided that, except for the purposes of connections with another railway, any such branch lines or extensions shall not exceed in length fifty (50) miles; with all the powers usually conferred upon such a railway company and especially to determine the number of directors; the calling of general meetings; the notices to be given of such meetings; the right to construct, acquire, charter, maintain and operate steam and other vessels and all docks, wharves and other facilities necessary or desirable for the maintenance and operation thereof; to acquire, own, maintain and operate motor vehicles, aeroplanes, or other aerial equipment for the transport of passengers and freight, and all facilities necessary or desirable in connection therewith; to increase the capital stock of the company; to determine the delays within which such company may start its operations; to enter into agreements with municipalities in respect of the construction, maintenance and operation of the undertaking of the company; to enter into agreements with other companies or persons for amalgamation, sale, lease or use and operation of the undertakings of such contracting parties or any portion of portions thereof.

And for other purposes.

Québec, March 11th., 1937.

GRAVEL, THOMPSON & HEARN,

1470—11-4-o Attorneys for petitioners

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

Projet de Loi

Avis est par les présentes donné que la Commission des Ecoles catholiques de Montréal, corps politique légalement constitué, requerra auprès de la Législature de la province de Québec, à sa présente session, certains amendements aux lois qui la régissent et notamment les amendements suivants:

1. Amendement à la loi 54 Victoria, chapitre 53, article 1, telle que modifiée par les lois sub-

THE MONTREAL CATHOLIC SCHOOL COMMISSION

Public Notice

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission, a legally incorporated body, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain certain amendments of the laws which govern it, and namely:

1. An amendment to the law 54 Victoria, chapter 53, article 1, as amended by subsequent

séquentes pour permettre à la Commission des Ecoles catholiques de Montréal d'emprunter:

a) Un montant de cinq cent mille dollars ($500,000.00) en vue d'acquérir des emplacements d'écoles; de construire et d'acquérir de nouvelles écoles et résidences; d'agrandir, d'améliorer et de modifier les écoles déjà existantes; de faire les travaux de confection de cours de récréation des élèves et de payer diverses obligations et hypothèques échues durant l'année scolaire 1935-1936 et à échoir durant la présente année scolaire 1936-1937;

b) Un montant de cinq cent mille dollars ($500,000.00) pour solder l'excédent des dépenses sur le revenu de la présente année;

c) Un montant de six cent mille dollars ($600,000.00) pour augmenter le traitement du personnel pour l'année scolaire 1936-1937;

d) Un montant de deux millions de dollars ($2,000,000.00) pour boucler le budget de l'année scolaire 1937-1938.

2. Amendement à la loi 19 George V, chapitre 47, section 1 et à la loi 24 George V, chapitre 42, section 2, pour permettre à la commission de renouveler à échéance les divers emprunts y mentionnés pour des termes successifs tels que la durée totale n'excède pas quarante ans.

Le secrétaire,
ROMEO DESJARDINS

Mars, le 12, 1937. 1553-12-4-o

Avis est, par les présentes, donné que "Le Séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières" et "Les Sœurs du Bon Pasteur" s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour en obtenir l'adoption d'une Loi interprétative des clauses 4.—et 5.—du testament de feu Joseph Rivard, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Champlain, passé devant Me A.-J.-O. Bergeron, notaire, le dix août mil neuf cent vingt-deux sous No 1815 de ses minutes.

Trois-Rivières, 15 mars 1937.

Pour les pétitionnaires,
J.-A. TRUDEL,
Agent.

1581-12-4-o

Avis est par les présentes donné, que les Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, s'adresseront à la présente session de la Législature de la Province de Québec pour la passation d'une loi amendant la loi 24 George V, chapitre 107, afin de leur permettre d'emprunter et émettre des obligations pour payer celles en cours et les frais de l'émission et ratifiant les résolutions passées à cette fin par les syndics.

Chicoutimi, ce 16 mars 1937.

LES SYNDICS DE LA PAROISSE DE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER DE CHICOUTIMI,
par C.-E. BOIVIN, Sec.

1609-12-4-o

Avis public est par les présentes donné par les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de Ville de Montréal-Est dans le comté de Laval qu'ils s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'un projet de loi pour rectifier certaines erreurs qui se sont glissées dans l'acte d'incorporation de la dite municipalité scolaire relativement aux lots connus et désignés sous les numéros dix-neuf, quarante-sept, quarante-huit et quarante-neuf (19, 47, 48 et 49) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, approuvant l'entente intervenue entre les dits Commissaires et les Commissaires

laws, to allow the Montreal Catholic School Commission to borrow:

a) A sum of five hundred thousand dollars ($500,000.00) to acquire school sites; to erect and acquire new schools and residences; to enlarge, improve and repair existing schools; to perform the work of establishing playgrounds for the pupils and to pay any debentures and hypothecs matured during the fiscal year 1935-1936 and falling due during the present fiscal year 1936-1937;

b) A sum of five hundred thousand dollars ($500,000.00) to pay the excess of expenses over revenue for the present fiscal year;

c) A sum of six hundred thousand dollars ($600,000.00) to increase the salary of the staff for the present scholastic year 1936-1937;

d) A sum of two million dollars ($2,000,000.00), to balance the budget of the fiscal year 1937-1938.

2. An amendement to the laws 19 George V, chapter 47, section 1 and 24 George V, chapter 42, section 2, to allow the Montreal Catholic School Commission to renew, at maturity, any loans hereby mentioned for such successive terms that the total duration does not exceed forty years.

ROMEO DESJARDINS,
Secretary.

March 12th, 1937. 1554-12-4-o

Notice is hereby given that "Le Seminaire de Saint Joseph des Trois Rivieres" and "Les Sœurs du Bon Pasteur" will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, in order to obtain the adoption of a law interpreting the clauses 4.—and 5.—of the last will and testament of Joseph Rivard, in his lifetime of the parish of Champlain, farmer, received by Me A. J. O. Bergeron, Notary, on the tenth day of August, nineteen hundred and twenty-two, No. 1815 of his originals.

Three Rivers, March, 15th 1937.

For the petitioners,
J. A. TRUDEL,
Agent.

1582-12-4-o

Notice is hereby given that the Trustees of the parish of Saint François Xavier de Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending the act 24 George V, chapter 107, for the purpose of permitting them to borrow and issue bonds to pay those outstanding and the costs of the issue and ratifying the resolutions passed for such purpose by the Trustees.

Chicoutimi, March 16, 1937.

THE TRUSTEES OF THE PARISH OF SAINT FRANÇOIS XAVIER DE CHICOUTIMI,
per C. E. BOIVIN, Sec.

1610-12-4

Public notice is hereby given by the School Commissioners for the municipality of town of Montreal East, in the county of Laval, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the enactment of a law rectifying certain errors committed in the incorporation act of the said school municipality with respect to lots known and designated under numbers nineteen, forty-seven, forty-eight and forty-nine (19, 47, 48 & 49) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, approving the agreement entered into between the said Commissioners and the School Commissioners for the municipality of Saint

d'Ecoles pour la municipalité de Saint-Yves-de-Laval dans le comté de Laval, telle que contenue dans une résolution des dits Commissaires d'Ecoles de la municipalité de de Saint-Yves-de-Laval dans le comté de Laval, en date du 19 mars, 1937, et d'une résolution des Commissaires d'Ecoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval, en date du 21 mars, 1937, déclarant les dites résolutions légales, valides et obligatoires, et donnant aux Commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est dans le comté de Laval, les pouvoirs nécessaires pour donner aux dites résolutions plein et entier effet, et en particulier, les autorisant à emprunter une somme de $7,500. à un taux d'intérêt n'excédant pas 5% l'an, remboursable dans une période n'excédant pas dix ans.

Montréal, ce 22 mars 1937.

Les procureurs des Requérants,
1729—13-4-o VIEN, FARIBAULT & TRUDEAU.

Yves de Laval, in the county of Laval, as contained in a resolution by the said school commissioners for the municipality of Saint Yves de Laval, in the county of Laval, dated March 19th., 1937, and in a resolution by the school commissioners for the municipality of town of Montreal East in the county of Laval, dated March 31st, 1937, declaring the said resolutions legal, valid and binding, and giving to the said school commissioners for the municipality of town of Montreal-East, in the county of Laval, the necesssary powers to give full effect to the said resolutions and, in particular, authorizing them to borrow of $7,500.00 at a rate of interest not exceeding five per centum per annum, and payable within a period not exceeding ten years.

Montreal, March 22nd, 1937.

VIEN, FARIBAULT & TRUDEAU,
1730—13-4-o Attorneys for the Petitoners.

Soumissions

LA CITÉ DE SAINT-JEAN, P. Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le quatorze avril 1937, pour l'achat de:

(A) Une émission d'obligations de soixante mille cinq cents piastres ($60,500.00) de la cité de Saint-Jean, P. Q., à un intérêt ne dépassant pas quatre pour cent par an, (4%) datées du premier décembre 1936, et rachetables par séries.

Trois soumissions pourront être présentées: Une pour un taux d'intérêt de 3% par année, une pour un taux de 3½% par année et l'autre pour un taux de 4% par année.

Ces obligations seront émises par coupures de $500.00 et $1,000.00 au taux de 3% et 3½% par année et par coupures de $100.00, $500.00 et $1,000.00 pour celles de 4%.

Tableau des amortissements:

		au taux de 3% et 3½%	au taux de 4%
1er déc.	1937	$2,000.00	$2,300.00
"	1938	2,500.00	2,500.00
"	1939	2,500.00	2,800.00
"	1940	3,000.00	3,000.00
"	1941	3,500.00	3,300.00
"	1942	3,500.00	3,500.00
"	1943	4,000.00	3,800.00
"	1944	4,000.00	4,000.00
"	1945	4,500.00	4,300.00
"	1946	4,500.00	4,500.00
"	1947	5,000.00	4,800.00
"	1948	5,000.00	5,000.00
"	1949	5,500.00	5,300.00
"	1950	5,500.00	5,600.00
"	1951	5,500.00	5,800.00

Objet de l'emprunt:—Consolidation des dépenses des secours directs et des travaux de chômage. (Règlement No 333.)

(B) Une émission d'obligations de trois cent soixante-dix-huit mille piastres ($378,000.00) de la dite cité de Saint-Jean, P. Q., à un taux ne dépassant pas un intérêt annuel de quatre pour cent l'an (4%) datées du permier mai 1937, et rachetables par séries:

Tenders

THE CITY OF SAINT JEAN, P. Q.

Public notice is hereby given that tenders sealed and endorsed "Tenders for bonds", shall be received by the undersigned, until four o'clock in the afternoon, Wednesday, April 14th., 1937, for the purchase of:

(A) An issue of sixty thousand five hundred dollars bonds ($60,500.00) of the city of Saint Jean, P. Q., bearing interest not more than four per cent (4%) per annum, dated the first day of December, 1936, and redeemable serially:

Three tenders must be made as follows: one at the rate of 3% per annum, one at the rate of 3½% per annum and the other at the rate of 4% per annum.

The bonds will be issued in denominations of $500.00 and $1,000.00 for those at 3% and 3½% per annum, and in denominations of $100.00, $500.00 and $1,000.00 for those at 4% per annum.

Maturities:

		At 3% and 3½% p. an.	At 4% per annum
Dec. 1st.,	1937	$2,000.00	$2,300.00
"	1938	2,500.00	2,500.00
"	1939	2,500.00	2,800.00
"	1940	3,000.00	3,000.00
"	1941	3,500.00	3,300.00
"	1942	3,500.00	3,500.00
"	1943	4,000.00	3,800.00
"	1944	4,000.00	4,000.00
"	1945	4,500.00	4,300.00
"	1946	4,500.00	4,500.00
"	1947	5,000.00	4,800.00
"	1948	5,000.00	5,000.00
"	1949	5,500.00	5,300.00
"	1950	5,500.00	5,600.00
"	1951	5,500.00	5,800.00

Object of the loan:—To consolidate the expenses of direct relief and works according to By-Law No. 333.

(B) An issue of bonds of three hundred and seventy eight thousand dollars ($378,000.00), of the city of Saint Jean, P. Q., bearing interest not more than four per cent (4%) per annum and dated the first day of May, 1937, and redeemable serially, as follows:

Trois soumissions pourront être présentées:— Une à un taux d'intérêt de 3% par année, une autre à 3½% par année et enfin une autre à 4% par année.

Ces obligations seront émises par coupures de $100.00, $500.00 et de $1,000.00.

Tableau des amortissements:

1er mai	1938	$ 9,700.00
"	1939	10,100.00
"	1940	10,400.00
"	1941	10,800.00
"	1942	11,100.00
"	1943	11,500.00
"	1944	11,900.00
"	1945	12,400.00
"	1946	12,700.00
"	1947	13,300.00
"	1948	13,700.00
"	1949	14,200.00
"	1950	14,700.00
"	1951	15,100.00
"	1952	15,700.00
"	1953	16,300.00
"	1954	16,800.00
"	1955	17,500.00
"	1956	18,100.00
"	1957	18,700.00
"	1958	19,300.00
"	1959	20,000.00
"	1960	20,700.00
"	1961	21,400.00
"	1962	21,900.00

Objet de l'emprunt:—Renouvellement par séries de l'emprunt de l'aqueduc suivant les règlements Nos 200-246 et leurs amendements.

Le capital et les intérêts sur les susdits emprunts seront payables aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale à Saint-Jean, P. Q., ou à Montréal.

Les obligations seront livrées le ou avant le quinze mai, 1937, et pourront être enregistrées quant au capital.

Les soumissions seront prises en considération à la séance du Conseil Municipal, mercredi, le quatorze avril, 1937, à sept heures de l'après-midi ou aussitôt après cette date quand le Conseil pourra le faire.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de chaque emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison des dites obligations.

Le Conseil Municipal de la dite Cité de Saint-Jean, P. Q., se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Saint-Jean, P. Q., 3 mars, 1937.

Le secrétaire-trésorier,
HORMISDAS MORAIS.

1831-o

Three tenders must be made as follows: one at the rate of 3% per annum, one at the rate of 3½% per annum and the other at the rate of 4% per annum.

The bonds will be issued in denomination of $100.00, $500.00 and $1,000.00.

Maturities:

May 1st.,	1938	$ 9,700.00
"	1939	10,100.00
"	1940	10,400.00
"	1941	10,800.00
"	1942	11,100.00
"	1943	11,500.00
"	1944	11,900.00
"	1945	12,400.00
"	1946	12,700.00
"	1947	13,300.00
"	1948	13,700.00
"	1949	14,200.00
"	1950	14,700.00
"	1951	15,100.00
"	1952	15,700.00
"	1953	16,300.00
"	1954	16,800.00
"	1955	17,500.00
"	1956	18,100.00
"	1957	18,700.00
"	1958	19,300.00
"	1959	20,000.00
"	1960	20,700.00
"	1961	21,400.00
"	1962	21,900.00

Object of the loan:—Renewal by series of the waterworks loans according to By-laws 200 and 246 and its amendments.

Both the principal of these bonds and the interest thereon will be payable at the offices of "La Banque Canadienne Nationale à Saint-Jean, P. Q., or at Montreal."

The bonds will be handed or delivered to the buyers on or before the fifteenth day of May, 1937 and they will be registerable as to the principal.

The said tenders will be considered at the meeting of the City Council of the City of Saint Jean, P. Q., Wednesday, April fourteenth 1937, at seven o'clock p.m. or as soon as possible, after that date as the Council can do so.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of each loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of the delivery of said bonds.

The City Council of this City reserves the right to reject any or all of the tenders or to accept in whole or in part any of the tenders.

Saint Jean, P. Q., March 3rd, 1937.

HORMISDAS MORAIS,
Secretary-Treasurer.

1832-o

Ratification de titre

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Québec, un acte sous seing privé passé devant témoins, le vingt-troisième jour de mars 1937, entre La Corporation du Village de

Confirmation of title

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court.

Notice is hereby given that at the Prothonotary's office in the Superior Court of the district of Quebec, a deed under private seal signed before witnesses, on the 23rd day of March, 1937, between the Corporation of the Village of Saint

Saint-Grégoire-de-Montmorency, d'une part, et Monsieur Théophile Grenier, rentier, de la paroisse de Saint-Louis-de-Courville, d'autre part, étant un acte fixant l'indemnité à être payée pour l'acquisition par voie d'expropriation des terrains ci-après décrits, en vertu de l'article 801 du Code municipal, une résolution du conseil de la dite municipalité autorisant le dit acte, et le règlement numéro soixante-huit (No 68) de la dite municipalité pourvoyant à l'acquisition à l'amiable par voie d'expropriation des dits terrains ci-après décrits, savoir:

"233-5 (deux cent trente-trois-cinq), 6-(six), 7-(sept), 8-(huit), 9-(neuf), 10-(dix), 11-(onze), 12-(douze), 21-(vingt et un), 22-(vingt-deux), 23-(vingt-trois), 24-(vingt-quatre), 25-(vingt-cinq), 26-(vingt-six), 27-(vingt-sept), 28-(vingt-huit), 37-(trente-sept), 38-(trente-huit), 39-(trente-neuf), 40-(quarante) et 41-(quarante et un); les dits terrains contenus dans un quadrilatère touchant du côté sud au fleuve Saint-Laurent, à l'ouest au terrain place publique possédé par la fabrique, soit le numéro deux cent trente-quatre (No 234), au nord au terrain portant le numéro mille cinq cent sept (No 1507), appartenant à la compagnies Québec, Montmorency & Charlevoix, et à l'est au lot numéro deux cent trente-deux (No 232), appartenant à Adrien Bouchard, et à la renardière Mercier, ayant dans la direction est-ouest, trois cent vingt-six (326) pieds de long, et dans la direction nord-sud, trois cent trente-huit (338) pieds, les lignes du dit quadrilatère se coupent à angles aigus et obtus, les dits terrains étant ceux connus et désignés sous les dits numéros au cadastre officiel de Beauport, ainsi que le tout est montré par le plan déposé au bureau du secrétaire de la dite municipalité", et en la possession du dit Théophile Grenier, comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège, charge ou hypothèque sur les dits terrains immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel ils seront acquis par la Corporation du Village de Saint-Grégoire de Montmorency, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le quatrième jour de mai 1937, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Québec, 25 mars 1937.

Le protonotaire, Cour Supérieure,
WILFRID EDGE.

Vraie copie,
LANGLAIS & LANGLAIS,
Les procureurs de la requérante. 1827-14-2-o

Grégoire de Montmorency, on the one part, and Mr. Théophile Grenier, gentleman, of the parish of Saint Louis de Courville, on the other part, being deed fixing the indemnity to be paid for the acquisition by way of expropriation of the lands hereafter described, in virtue of article 801 of the Municipal Code, a resolution of the council of said municipality authorizing the said deed and the by-law number 68 of the said municipality enacting the voluntary acquisition or the acquisition by way of expropriation of the said lands hereafter described to wit:

233-5 (two hundred and thirty three-five), 6-(six), 7-(seven), 8-(eight), 9-(nine), 10-(ten), 11-(eleven), 12-(twelve), 21-(twenty one), 22-(twenty two), 23-(twenty three), 24-(twenty four), 25-(twenty five), 26-(twenty six), 27-(twenty seven), 28-(twenty eight), 37-(thirty seven), 38-(thirty eight), 39-(thierty nine), 40-(forty) and 41-(forty one); the said lands contained within a quadrilateral bounded towards the South by the river Saint Lawrence, towards the West by a square or public place owned by the fabrique, being number 234 (two hundred and thirty four), towards the North by a piece of land bearing number 1507 (one thousand five hundred and seven), belonging to the Quebec, Montmorency & Charlevoix Ry. Co., and towards the East by lot number 232 (two hundred and thirty two), belonging to Adrien Bouchard and to Mercier's fox's burrow, being 326 (three hundred and twenty six) feet in length from East to West, and 338 (three hundred and thirty eight) feet from North to South, the sides of said quadrilateral joining at obtuse and acute angles", the said lands being those known and designated under the said numbers at the official cadaster of Beauport, as shown on the plan deposited at the office of the Secretary of said municipality and possessed by the said Theophile Grenier as owner during the three last years; and all and every body claiming any charge, privilege or mortgage on the said lands immediately before the registry of said deed by which they shall be acquired by the corporation of the village of Saint Grégoire de Montmorency are notified that a petition in ratification of title shall be presented to the said court on the fourth of May, 1937, and unless their claims are such as those that the Registrar is bound by the articles of the Code of Civil procedure to mention in his certificate to be fyled in this case they are by this present required to serve their written oppositions, and to fyle them at the Protonotary's Office within six days after said date, they being in default of serving and fyling them within said six days, they shall foreclosed from so doing.

Quebec, 25 March, 1937.

WILFRID EDGE,
Protonotary Superior Court.

True copy,
LANGLAIS & LANGLAIS,
Attorneys of petitioner. 1828-14-2-o

Ventes—Loi de faillite

Sous la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers.

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Alvarez Germain, cultivateur, de Pont-Rouge, comté de Portneuf, failli: Avis est par le présent donné que MERCRE-

Sales—Bankruptcy Act

Under the farmer's creditors arrangement Act.

AUCTION SALE

In the matter of Alvarez Germain, farmer of Pont Rouge, in the County of Portneuf, insolvent: Public notice is hereby given that WED-

DI, le VINGT-ET-UNIEME jour d'AVRIL 1937, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Pont-Rouge, avec l'effet du décret, les immeubles du failli, savoir:

Item "A".—Une terre située dans le rang du grand Bois de l'Ail, à Pont-Rouge, mesurant environ cinq arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins—avec bâtiments dessus construits, connue et désignée comme le lot numéro 12 du cadastre officiel pour la paroisse de Cap Santé, comté de Portneuf, borné au nord-ouest par les numéros 273, 274 et 275, au sud-est par le numéro 11, au nord-est par le No 3 et au sud-ouest par le No 13, sauf la partie vendue par Alvarez Germain à Emery Mercure, par acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Portneuf le 5 décembre 1924, sous le numéro 74982, cette partie mesurant environ deux arpents de largeur sur huit arpents de longueur;

Item "B".—Une partie du lot numéro onze (11) du cadastre de la paroisse de Cap Santé, comté de Portneuf, situé à Pont-Rouge, mesurant plus ou moins vingt-cinq pieds de front sur le chemin public, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du dit chemin à aller au lot numéro douze (12) du même cadastre, à laquelle profondeur le dit terrain mesure environ cent vingt pieds de largeur, bornée la dite partie au sud au chemin public, en profondeur au lot numéro douze (12) au nord-est au résidu du lot numéro onze (11) et au sud-ouest à une petite route de sortie.

Les dits immeubles seront vendus sujets à la taxe de 3½% payable au gouvernement provincial. La vente des dits immeubles est faite conformément aux articles sept cent seize (716) et sept cent dix-sept (717) du Code de Procédure Civile, et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la loi de faillite; cette vente équivaut à la vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du soussigné, 93 rue Saint-Pierre, Québec.

Conditions de paiement: comptant.

Québec, 15 mars 1937.

Le séquestre-officiel et syndic sous la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers,

1579-12-2-o ALFRED NADEAU.

Sous la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934.

Dans l'affaire de Wilfrid Biron, cultivateur, Sainte-Perpétue, cédant.

Avis public est par le présent donné que le MARDI, VINGTIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-sept, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Perpétue, dans le comté de Nicolet, sera vendu aux enchères publiques et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles dont la désignation suit, et qui forment l'actif du cédant:

Une terre à Sainte-Perpétue, rang Sincennes, de trois arpents par vingt, connue et désignée comme étant le No soixante et dix des subdivisions du lot numéro un (1-70), du cadastre de la paroisse Sainte-Perpétue.

Une autre terre même rang, même paroisse, désignée comme étant le No quatre-vingt-seize,

NESDAY the TWENTY FIRST day of APRIL, 1937, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon, at the parochial church's door of the parish of Pont Rouge, County of Portneuf, there shall be sold at the public auction to the highest and last bidder, the following immoveables belonging to the aforesaid estate, with the same effects of a Sheriff's sale, to wit:

Item "A".—A piece of land situated in the range known as "Grand Bois de l'Ail, at Pont Rouge, measuring about five arpents in width by twenty arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected, known and designated under the No. 12 of the official cadastre, for the parish of Cap Santé, County of Portneuf, the said land bounded on the Northwest by lots No. 273, 274 and 275, on the Southeast by lot No. 11, on the Northeast by lot No. 3 and on the Southwest by lot No. 13, to be deducted that part of the said lot sold by Alvarez Germain to Emery Mercure, as per the terms of a deed registered at the Registry Office for the Registration division of Portneuf on the 5th of December 1924, under No. 74982, the said part measuring about two arpents in width by eight arpents in depth;

Item "B".—A part of lot No. 11, of the official cadastre for the parish of Cap Santé, County of Portneuf, situated at Pont Rouge, measuring more or less twenty-five feet in front on the public road, on the depth which exists from the said public road to run to lot No. 12 of the same cadastre, where on the said depth the said piece of land measures 120 feet in width, bounded on the South by the public road, in depth by lot No. 12, on the Northeast by the remaining part of lot No 11 and on the Southwest by a little going-out road;

The said lots will be sold subject to the tax of 3½% payable to the Provincial Government. The sale of these immovables shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen (716) and seven hundred and seventeen (717) of the Code of Civil Procedure and also to article forty-five (45) of the Bankruptcy Act. This sale will have the same effects as a Sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at any time at the undersigned, 93 Saint Peter Street, Quebec City.

Conditions: Cash.

Quebec, March 15th, 1937.

ALFRED NADEAU,
Trustee and Official Receiver under the Farmer's Creditors Arrangement Act.

1580-12-2-o

Under the farmer's creditors arrangement act, 1934.

In the matter of Wilfrid Biron, farmer, of Sainte Perpétue, Assignor.

Public notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTIETH day of APRIL, one thousand nine hundred and thirty seven, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Sainte Perpétue, in the county of Nicolet, there shall be sold at public auction and adjudged to the highest and last bidder, the immovables described as follows, and which form the estate of the Assignor:

A farm at Sainte Perpétue, Sincennes range, measuring three arpents by twenty, known and designated as being No. seventy of the subdivisions of lot number one (1-70), of the cadastre of the parish of Sainte Perpétue.

Another farm in the same range, same parish, designated as being No. ninety six, of the subdi-

des subdivisions du dit lot No un (1-96) 39 arpents en superficie.

Cette vente faite suivant les dispositions de la loi de faillite et conformément aux dispositions du C.P.C., a les mêmes effets légaux qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Saint-Grégoire, le 17e jour de mars 1937.

Comté de Nicolet, P. Qué.

Le séquestre officiel et syndic,

1611-12-2-o ELISEE BEAULAC.

(*Sous la Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers*)

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Dame Horace Paris, de Saint-Albert-de-Warwick, district d'Arthabaska, faillie:

Avis est par le présent donné que LUNDI, le VINGT-SIX AVRIL mil neuf cent trente-sept, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Albert-de-Warwick, avec l'effet du décret, l'immeuble de la faillite, savoir:

Une terre dans la paroisse de Saint-Albert-de-Warwick, faisant partie du lot numéro quatre, du septième rang de Warwick, connue et désignée comme étant la partie nord-est du numéro sept cent soixante et trois (Pt. N. E. 763) contenant environ quatre arpents de front sur la profondeur du lot, d'un cordon à l'autre, tenant d'un côté, au nord-est, à Onil Leblanc et de l'autre côté à Albert Turcotte—avec bâtisses dessus construites.

Le dit immeuble sera vendu sujet à la taxe de 3½% payable au gouvernement provincial. La vente du dit immeuble est faite conformément aux articles sept cent seize (716) et sept cent dix-sept (717) du Code de procédure civile et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de faillite; cette vente équivaut à la vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps au bureau du soussigné à Drummondville.

Conditions de paiement: Comptant.

Drummondville, le 12 mars 1937.

Le syndic et séquestre officiel, sous la Loi d'arrangement entre cultivateurs et Créanciers,

1641—12-2-o ROGER SEGUIN.

LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de la faillite de Alphonse Laurin, fils, commerçant, Montréal, cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL 1937, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal l'immeuble suivant, savoir:

Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros quarante-deux et quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire connu et désigné sous le numéro soixante dix-huit (78-42 et 43) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, contenant chacun des dits lots cinquante pieds de largeur par cent soixante et huit pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, portant le No 12259 rue Cousineau, cité de Montréal.

visions of said lot No. one (1-96) 39 arpents in area.

The said sale to be made in conformity with the provisions of the Bankruptcy Act and pursuant to the provisions of the C.C.P., having the same legal effect as a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Saint Grégoire, March 17, 1937.

County of Nicolet, P. Que.

ELISEE BEAULAC,

1612-12-2 Official Receiver and rustee.

(*Under the Farmer's Creditors Arrangement Act*)

AUCTION SALE

In the matter of Dame Horace Paris, of Saint Albert of Warwick, district of Arthabaska, insolvent:

Public notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1937, at TWO o'clock in the afternoon, at the parochial church's door of the parish of Saint Albert of Warwick, there shall be sold at the public auction to the highest and last bidder, with the same effects of a Sheriff's sale, the following immoveables belonging to the aforesaid estate, to wit:

A lot of land situated in the parish of Saint Albert of Warwick, being part of lot number four of range seventh of Warwick, known and designated as the Northeastern part of lot number seven hundred and sixty three (Pt. N. E. 763) measuring about four acres in front by the depth of the lot, from the range-line to the other, bounded on one side, on the Northeast, by Onil Leblanc and on the other side by Albert Turcotte—with the buildings thereon erected.

The said lot will be sold subject to the tax of 3½% payable to the Provincial Government. The sale of the said immoveable will be made pursuant to articles seven hundred and sixteen (716) and seven hundred and seventeen (717)of the Code of Civil Procedure and also to article forty five (45) of the Bankruptcy Act. This sale will have the same effect as a Sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at any time at the undersigned's office in Drummondville.

Conditions: Cash.

Drummondville, March 12th, 1937.

ROGER SEGUIN,

Trustee and Official Receiver under the Farmer's Creditors

1642—12-2-o Arrangement Act.

THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of the estate of Alphonse Laurin, Jr., trader, Montreal, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on the TWENTY NINTH of APRIL, 1937, at TEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, at the Sheriff's office, Court House, at Montreal, the following immovable, to wit:

Two lots of land known and designated under numbers forty two and forty three of the official subdivision of original lot known and designated under number seventy eight (78-42 and 43) of the official plan and book of reference of the Parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, measuring, each of the said lots fifty feet in width by one hundred and sixty eight feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected, bearing No. 12259 Cousineau street, City of Montreal.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Refondus du Canada 1927, chapitre 2 et amendements, et aura l'effet du décret.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-PAUL VERMETTE.

Bureau: 511 Place d'Armes,
Suite 705-709, Montréal. 1721-13-2-o

Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers.

Province de Québec, District de Kamouraska, Cour Supérieure (En matière de Faillite), No 239. Dans l'affaire de la cession de Joseph Paradis, cultivateur, de la paroisse de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, et Lucien Bédard, N.P., séquestre officiel et syndic.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le TROISIEME jour de MAI, 1937, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire, sera vendu à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pacôme, l'immeuble ci-après désigné—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, savoir:

Une terre située dans le sixième rang de la Seigneurie de la Bouteillerie, en la paroisse de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, ayant deux arpents de front par quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances; laquelle terre, bornée au nord-ouest au cinquième rang, au sud-est au septième rang, au nord-est à la terre de Dominique Lévesque, et au sud-ouest à la terre de Prudent Milliard, est le lot connu et désigné sous le numéro sept cent soixante-cinq (765) au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska.

Tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives sans réserve aucune.

Cette vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite et conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et équivaudra à la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Rivière-du-Loup, le 24 mars 1937.

Le séquestre officiel et syndic,
1829-14-2-o LUCIEN BEDARD, N. P.

The said sale to be made in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8, of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 2 and amendments, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

For conditions of sale and other information apply to the undersigned.

J. PAUL VERMETTE,
Trustee.

Office: 511 Place d'Armes,
Suite 705-709, Montreal, Que. 1722-13-2

Farmers' Creditors Arrangement Act.

Province of Quebec, District of Kamouraska, (Sitting in Bankruptcy), No. 239. In the matter of the assignment of Joseph Paradis, farmer, of the parish of Saint Pacôme, county of Kamouraska, and Lucien Bédard, N. P., Official Receiver and Trustee.

Notice is hereby given that on MONDAY, the THIRD day of MAY, 1937, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time), there shall be sold at public auction, at the parochial church door of Saint Pacôme, the immovable hereinafter designated—with the buildings thereon erected and dependencies, to wit:

A farm situate in the sixth range of the Seigniory de la Bouteillerie, in the parish of Saint Pacôme, county of Kamouraska, measuring two arpents in front, by forty arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; the said farm, bounded on the Northwest by the fifth range, on the Southeast by the seventh range, on the Northeast by the land of Dominique Lévesque, and on the Southwest by the farm of Prudent Milliard, is the lot known and designated under number seven hundred and sixty five (765) of the official cadastre for the parish of Saint Pacôme, county of Kamouraska.

As the whole presently subsists with the active and passive servitudes without any reserve whatsoever.

The said sale shall be made in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act and pursuant to articles 716 and 717 of the C.C.P., and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

Rivière du Loup, March 24, 1937.

LUCIEN BEDARD, N.P.,
1830-14-2 Official Receiver and Trustee.

Assurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que le permis et l'enregistrement d'une société de secours mutuels sous le nom de "Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association", ont été accordés en vertu des sections XII et XIII de la Loi des assurances de Québec.

Le but de la dite société est déclaré être: au moyen de contributions de la part de ses membres, de se mettre en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accidents ou de revers de fortune, ou sujet cependant à l'article 217 de la Loi des assurances de Québec, dans le cas de décès de leurs enfants ou pupilles, et dans le cas de la mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

Insurance

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION.

Notice is hereby given that the license and registration of a mutual benefit association under the name of "Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association", has been granted in virtue of Divisions XII and XIII of the Quebec Insurance Act.

The purposes of the said association are stated to be: by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, or subject however to section 217 of the Quebec Insurance Act, in case of the death of their children or wards, and, in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce vingt-troisième jour de mars, 1937.

L'assistant surintendant des assurances,
J.-A. PARADIS,

1731—13-2-o Pour le trésorier de la Province.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this twenty third day of March, 1937.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance,

1732-13-2-o For the Treasurer of the Province.

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1936, et jusqu'ici non réclamés, dans les bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à différents endroits dans les provinces de Québec, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Ecosse, seront vendus par enchères publiques au plus hauts enchérisseurs, par D. M. Henderson & Cie., 128 rue King-est, Toronto, Ont., encanteurs, à onze heures du matin, le sixième jour de mai 1937, suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY.
Le surintendant,
E. D. RILEY.

1095-9-6-o

Sale of unclaimed freight

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1936, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of Quebec, New Brunswick and Nova Scotia, will be sold by public auction to the highest bidder by D. M. Henderson & Co., Auctioneers, at 128 King St., East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon, on the Sixth day of May, 1937, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY.
E. D. RILEY,
Superintendent.

1096-9-6-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le vingt-neuf février, A.D. 1936, et jusqu'ici non-réclamés ou autrement dans les bureaux de la "Canadian National Express", à divers endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et Ile du Prince-Edouard, seront vendus par enchère publique au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la Compagnie, Walter M. Kearns, 1240, rue de l'Université, Montréal, Québec, à DIX heures du matin, MARDI, le QUATRIEME jour de MAI, A.D. 1937, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

Daté à Montréal, Québec, ce douzième jour de mars 1937.

"CANADIAN NATIONAL EXPRESS,
MONTREAL, QUE."
Le gérant-général,
G.-E. BELLEROSE.

1555-12-6

TO WHOM IT MAY CONCERN

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty-ninth of February A.D. 1936, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the Company's Auctioneer, Walter M. Kearns, 1240 University St., Montreal, Que., at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the FOURTH day of MAY, A.D. 1937, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Que., this twelfth day of March 1937.

CANADIAN NATIONAL EXPRESS,
MONTREAL, QUE.
G. E. BELLEROSE,
General Manager.

1556-12-6-o

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 27 janvier, 1937, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 30 janvier, 1937.

Concernant l'approbation des règlements adoptés par "The Terra Nova Social and Athletic Club".

270

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 27 janvier (1937), expose:

Que "The Terra Nova Social and Athletic Club", a transmis, pour approbation, des règlements adoptés le 17 décembre 1936;

Qu'il y a lieu, vu le rapport du département du procureur général, en date du 18 janvier, 1937, d'approuver lesdits règlements.

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated January 27, 1937, approved by the Lieutenant-Governor the 30th of January, 1937.

Concerning the approval of by-laws adopted by "The Terra Nova Social and Athletic Club".

270

The Honourable Provincial Secretary, in a memorandum dated January 27, 1937, sets forth:

That "The Terra Nova Social and Athletic Club", has submitted, for approval, by-laws adopted December 17, 1936;

That it is expedient, seeing the report of the Department of the Attorney General, dated January 18, 1937, to approve the said by-laws.

En conséquence, l'honorable secrétaire de la province recommande que lesdits règlements de "The Terra Nova Social and Athletic Club", adoptés le 17 décembre, 1936, soient approuvés, conformément aux dispositions de l'article 207*b* de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicté par 23, George V, chapitre 83, section 1.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

1823-o

Therefore, the Honourable Provincial Secretary recommands that the said by-laws of "The Terra Nova Social and Athletic Club", adopted December 17, 1936, be approved, pursuant to the provisions of article 207*b* of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23, George V, chapter 83, section 1.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

1824

Assemblée

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la "Quebec Central Railway Company" sera tenue aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", Montréal, mercredi, le 21 avril, mil neuf cent trente-sept, à midi, aux fins d'élire deux directeurs représentant les obligataires, tel que requis par la constitution de la Compagnie, et pour la transaction de toutes autres affaires qui peuvent être régulièrement soumises à l'assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars auront droit d'assister et de voter à l'Assemblée.

Par ordre du Bureau de direction,

Le secrétaire,
F. BRAMLEY.

Montréal, le 1er mars 1937. 1821-14-3-o

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

NOTICE TO STOCKHOLDERS

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 21st April, one thousand nine hundred and thirty-seven at 12 noon, for the purpose of electing two Directors representing the Security Holders as required by the constitution of the Company and for the transaction of such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the Meeting.

By order of the Board,

F. BRAMLEY,
Secretary.

Montreal, 1st March 1937. 1822-14-3-o

Liquidation—Avis de

Canada, Province de Québec, District de Québec, Dans la Cour Supérieure. Dans l'affaire de Raymond Ruelland, et "Queen Wood Heel Co."

AVIS

Avis, est par les présentes, donné que le soussigné a été nommé liquidateur de la société "Queen Wood Heel Enrg.", de Québec, par jugement de l'Honorable Juge Prevost, rendu le 23 mars, 1937 et qu'en conséquence il procèdera à la liquidation des biens de ladite société suivant la loi.

Toute personne qui a des réclamations contre cette société, est tenue d'en aviser sans délai, ledit soussigné, à son bureau, 85 rue Saint-Pierre.

Le liquidateur,
LUCIEN CHAREST.
Le proc. à la liquidation,
MAURICE BOISVERT.

1825-o

Winding up Notice

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, In the Superior Court. In the matter of Raymond Ruelland, and Queen Wood Heel Co.

NOTICE

Notice is hereby given, that the undersigned was appointed liquidator of the firm Queen Wood Heel Enrg., of Quebec, by judgment of the Honourable Judge Prevost, rendered March 23, 1937, and that consequently he shall proceed with the liquidation of the assets of the said firm according to law.

All persons having claims against the said firm, are called upon to advise the said undersigned, without delay, at his office, 85 Saint Peter Street.

LUCIEN CHAREST,
Liquidator.
MAURICE BOISVERT,
Attorney for the liquidation.

1826

Département de l'Instruction publique

930-35

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Hippolyte-de-Kilkenny, comté de Terrebonne, les lots Nos 20*b*, 20*c*, 19*a*, 18*a*, 18*b* et 19*c* du cinquième rang du canton de Abercrombie; les lots Nos 19*b*, 19*bb*, du 4ième rang du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Lesage, même comté.

1759—13-2-o

Department of Public Instruction

930-35

Application is made to detach from the school municipality of Saint Hippolyte de Kilkenny, county of Terrebonne, lots Nos. 20*b*, 20*c*, 19*a*, 18*a*, 18*b* and 19*c* of the fifth range of the township of Abercrombie; lots Nos. 19*b*, 19*bb*, of the 4th range of the same township, and to annex them to the school municipality of Lesage, same county.

1760—13-2

ERRATUM

A la page 1218, de la *Gazette officielle de Québec*, du 27 mars 1937, ajouter à l'article 2, Heures de travail en ce qui concerne le personnel féminin, les mots suivants: "et garçons au-dessous de 18 ans".

Ajouter aux pages 1218 et 1220, l'article suivant:

"*7a. Exemption:*—La Commission pourra modifier ou suspendre un ou plusieurs des présents règlements pour faire face à des conditions exceptionnelles".

Montréal, 30 mars 1937. 1841-o

ERRATUM

On page 1218, of the *Quebec Official Gazette*, of March 27, 1937, add to article 2, Hours or work in so far as female workers are concerned, the following words: "and boys under 18 years of age".

Add to pages 1218 and 1220, the following article:

"*7a. Exemption:*—The Board may grant permits of variation or suspension of any of these regulations to meet exceptional conditions."

Montreal, March 30, 1937. 1842

Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la compagnie "E. W. Bennett Photo Service Ltd", constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 19 octobre 1936, a établi son bureau au No 758, rue Saint-Pierre, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 30ème jour de mars 1937.

Le président,
E. W. BENNETT.

1835

Chief Offices

Notice is hereby given that "E. W. Bennett Photo Service Ltd", incorporated by Letters Patent, of the 19th day of October 1936, has established its office at No. 758 Saint Peter Street, in the City of Montreal. From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 30th day of March 1937.

E. W. BENNETT,
President.

1836-o

NATIONAL MALARTIC MINING COMPANY LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est par les présentes donné que la compagnie "National Malartic Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec, par lettres patentes en date du 1er février 1937, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au No 215, rue Saint-Jacques Ouest, Edifice "Canadian Pacific Express", Chambre 110, Montréal, P. Q.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, P. Q., ce 27ème jour de mars 1937.

NATIONAL MALARTIC MINING COMPANY LIMITED,
(Libre de responsabilité personnelle).
Le secrétaire-trésorier,
AYME LAFONTAINE.

1837

NATIONAL MALARTIC MINING COMPANY LIMITED
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that "National Malartic Mining Company Limited" (No Personal Liability), incorporated pursuant to the Quebec Mining Companies Act by Letters Patent, dated the 1st February 1937, and having its Head Office at the City of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at Room 110, Canadian Pacific Express Building, 215 Saint James Street West, Montreal, P. Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P. Q., this 27th day of March 1937.

NATIONAL MALARTIC MINING COMPANY LIMITED
(No Personal Liability).
AYME LAFONTAINE,
Secretary-Treasurer.

1838-o

"EMPIRE CLOTHING MANUFACTURING COMPANY"

Règlement relatif au changement du bureau-chef de la Compagnie.

Règlement 1.

Attendu que le bureau-chef de la compagnie "Empire Clothing Manufacturing Company" est présentement situé en la cité de Montréal, province de Québec, et

Attendu qu'il a été jugé opportun qu'il soit déménagé en la ville de Saint-Hyacinthe, en la dite province, en conséquence qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété que le bureau-chef de la Compagnie soit et il est par les présentes changé de la cité de Montréal en la ville de Saint-Hyacinthe.

Le secrétaire-trésorier,
JOS. LEIBOVITCH.

1857

"EMPIRE CLOTHING MANUFACTURING COMPANY"

A By-law changing the head office of the Company.

By-law 1.

Whereas the head office of Empire Clothing Manufacturing Company now is at the City of Montreal, in the Province of Quebec and

Whereas it has been deemed expedient that the same should be changed to the town of Saint Hyacinthe in the said Province now therefore be it enacted and it is hereby enacted that the head office of the Company be and the same is hereby changed from the City of Montreal to the Town of Saint Hyacinthe.

JOS. LEIBOVITCH,
Secretary-Treasurer.

1858—o

"LA SALLE GOLD MINES, LIMITED".
(No personal liability).

Règlement No 1

Le bureau-chef de la compagnie sera situé à Montréal, dans le district de Montréal, au No 930 de la rue Clarke.

Montréal, ce 24 octobre 1936.

Le secrétaire,
MARCEL ST-JEAN.

1863—o

"ROBINSON & CO., LTD.".

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Robinson & Co., Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et portant la date du 3 février 1937, et ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, a établi son bureau à 1653, rue Sainte-Catherine-ouest, Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 31ième jour de mars 1937.

Le président,
M. B. ROBINSON.

1865

"LA SALLE GOLD MINES, LIMITED".
(No personal liability)

By-law No. 1

The head office of the company shall be situate in Montreal, in the district of Montreal, at No. 930 Clarke street.

Montreal, October 24, 1936.

MARCEL ST. JEAN,
Secretary.

1864

"ROBINSON & CO., LTD.".

Notice is hereby given that "Robinson & Co., Ltd., incorporated by letters patent, under Part I of the Quebec Companies' Act, and bearing date of February 3rd., 1937, and having its Head Office in the city of Montreal, has established its office at 1653 Saint Catherine Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the Head-Office of the company.

Dated at Montreal, this 31st day of March, 1937.

M. B. ROBINSON,
President.

1866-o

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, Cour Supérieure, No 3294. Dame Claire Morency, épouse commune en biens de Philias Benoit, entrepreneur général, de la cité et du district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Philias Benoit, entrepreneur général, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 mars 1937.

Les Trois-Rivières, 30 mars 1937.

Les procureurs de la demanderesse,
TRUDEL et PAQUIN.

1833-o

Cour supérieure, district de Montréal, No C-158436. Rose-Anna Perron, de Montréal, épouse de Louis Paquin, a formé demande en séparation de biens contre son mari le 4 février 1937.

Le procureur de la demanderesse,
YVES LEDUC.

1859—o

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivieres, Superior Court, No. 3294. Dame Claire Morency, wife common as to property of Philias Benoit, general contractor, of the city and district of Trois Rivieres, duly authorized to *ester en justice*, plaintff; vs Philias Benoit, general contractor, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on March 18, 1937.

Trois Rivieres, March 30, 1937.

TRUDEL and PAQUIN,
Attorneys for the plaintiff.

1834

Superior Court, district of Montreal, No C-158436. Rose Anna Perron, of Montreal, wife of Louis Paquin, has instituted an action for separation as to property against her husband on February 4th., 1937.

YVES LEDUC,
Attorney for Plaintiff.

1860

Vente—Loi de faillite

SOUS LA LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS & CRÉANCIERS, 1934.

Dans l'affaire de Albert Bergeron, cultivateur, Saint-Wenceslas, cédant.

Avis public est par le présent donné que le LUNDI, TROISIEME jour de MAI, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Wenceslas, dans le comté de Nicolet, sera vendu aux enchères publiques et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles dont la désignation suit, et qui forment l'actif du cédant:

"Une terre située à Saint-Wenceslas, dans le 10e rang d'Aston, de trois arpents par 22 arp.,

Sale—Bankruptcy Act

UNDER THE FARMERS' CREDITORS ARRANGEMENT ACT, 1934.

In the matter of Albert Bergeron, farmer, of Saint Wenceslas, assignor.

Public notice is hereby given that on MONDAY, the THIRD day of MAY, one thousand nine hundred and thirty seven, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint Wenceslas, in the county of Nicolet, there shall be sold by public auction and adjudged to the highest and last bidder, the immovables designated as follows, and which form the estate of the Assignor.

A farm situate at Saint Wenceslas, in the 10th range of Aston, measuring three arpents by 22

étant partie du lot numéro deux cent trente-six (236) du cadastre pour Saint-Wenceslas.

Une terre située au même lieu, de la contenance de 28 arpents par deux arpents et demi de largeur et étant la partie sud-ouest du No deux cent trente-huit (238) du cadastre pour Saint-Wenceslas."

Cette vente faite suivant les dispositions de la Loi de faillite et conformément aux dispositions du C. P. C., a les mêmes effets légaux qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de paiement:—Argent comptant.

Saint-Grégoire, le 30ième jour de mars 1937.

Comté de Nicolet, P. Qué.

Le séquestre officiel et syndic,

1867—14-2-o ELISEE BEAULAC.

arpents, being a part of lot number two hundred and thirty six (236) of the cadastre for Saint Wenceslas.

A farm situate at the same place measuring 28 arps by two arpents and one half in width and being the Southwest part of No. two hundred and thirty eight (238) of the cadastre for Saint Wenceslas.

The said sale shall be made pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act and in conformity with the provisions of the C. C. P. and has the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Saint Grégoire, the 30th day of March, 1937.

County of Nicolet, P. Que.

ELISEE BEAULAC,

1868—14-2 Official Receiver & Trustee.

VENTES PAR LE SHÉRIF

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat—Drummondville—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: WILLIAM THEROUX, demandeur; vs ALFRED THEROUX, défendeur.
No. 2661.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans le 10ème rang du canton de Wickham, désignée comme étant le quart nord-ouest du lot No 15, étant la moitié du nord-ouest du No 550 des plan et livre des renvoi officiels du dit canton, Bornée au nord-est par le No 491, au nord-ouest par le No 551, au sud-ouest par le No 682, au sud-est par le résidu du No 550 partie sud-est, contenant cinquante acres de terre en superficie plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Wickham Ouest, le TREIZIEME jour d'AVRIL 1937 à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.

Arthabaska 6 mars 1937. 1439-11-2-o

[Première publication, 13 mars 1937]

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court of Magistrate, Drummondville—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: WILLIAM THEROUX, plaintiff; vs ALFRED THEROUX, defendant.
No. 2661.

As belonging to the defendant:

A piece of land situated in the 10th range of the Township of Wickham, designated and known as being the quart Northeast of the lot No. 15, known being the half of Northwest of No. 550 of the official plan and book of reference of the said Township, bounded at Northeast by No. 491, at Northwest by No. 551, at Southwest by No. 682 at Southeast by the remainded of No. 550 part Southeast. Containing about 50 acres in superficies, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Wickham West on the THIRTEENTH day of APRIL 1937, at ONE o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff Office, Sheriff.

Arthabaska, March 6th, 1937. 1440-11-2-o

[First publication, March 13, 1937]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: FRANÇOIS VIGEANT, bourgeois, du village de Sweetsburg, district de Bedford, demandeur; vs ARSENE LAROCHE, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Brigide, et présentement résidant en la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, défendeur.
No. 3790.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Les trois lots numéro quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept et quatre-vingt-dix-huit (96-97-98) de la pariosse de Sainte-Brigide, district d'Iberville—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigide, MARDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL, 1937, à ONZE

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Jean, to wit: FRANÇOIS VIGEANT, citizen, of the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, plaintiff; vs ARSENE LAROCHE, farmer of the parish of Sainte Brigide, and now residing in the city of Saint Jean, district of Iberville, defendant.
No. 3790.

Seized as belonging to the said defendant:

The three lots numbers ninety-six, ninety-seven, and ninety-eight (Nos 96-97-98), of the parish of Sainte Brigide, district of Iberville—with the buildings upon erected.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of Sainte Brigide, TUESDAY the THIRTEENTH day of APRIL, 1937, at ELEVEN

heures de l'avant-midi, suivant jugement de l'Honorable Juge A. Duranleau en date du 6 mars 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, le 9 mars 1937. 1441-11-2-o
[Première publication le 13 mars 1937]

o'clock in the forenoon, persuant to a judgment of Honorable Justice, A. Duranleau dated March the 6th., 1937.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jean, March 9th, 1937. 1442-11-2-o
[First publication, March 13, 1937]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: No 14283. } LEON MORNEAU, journalier, de Saint-Mathias de Cabano, demandeur; contre NELSON PARADIS, de Saint-Modeste, défendeur.

1. Une terre située dans le deuxième rang du canton Whitworth, en la paroisse de Saint-Modeste, contenant environ trois arpents de front par la profondeur du rang, bornée à l'ouest à Louis Boucher, à l'est à Nérée Bouchard, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse sous les numéros douze-D et treize-A (Nos 12-D et 13-A), deuxième rang, dit canton Whitworth—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une autre terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels, du cadastre, pour la paroisse de Saint-Modeste, sous les numéros douze-B, treize-A et treize-B (Nos 12-B, 13-A et 13-B) du troisième rang du canton Whitwort, la dite terre contenant environ quatre arpents de largeur, par la profondeur du rang, moins cependant les parties antérieurement échangées par actes enregistrés, et bornée à l'ouest à la route qui s'y trouve et à l'est à Charles Levesque—avec bâtisses dessus construites.

3. Une autre terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Modeste, sous les numéros dix et onze-A (Nos 10 et 11-A) du troisième rang du canton Whitworth, la dite terre contenant deux arpents de front par la profondeur du rang, bornée à l'ouest à Louis Boucher et à l'est à Joseph Pelletier—sans bâtisses.

Pour être vendues en une seule terre, (et suivant permission de la Cour pour la dite vente en bloc), à la porte de l'église de Saint-Modeste, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, JEUDI, le QUINZIEME jour d'AVRIL, 1937, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. MOREL.
Rivière-du-Loup, 9 mars 1937. 1443-11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Riviere du Loup, to wit: No. 14283. } LEON MORNEAU, laborer, of Saint Mathias de Cabano, plaintiff; against NELSON PARADIS, of Saint Modeste, defendant.

1. A farm situate in the second range of the township of Whitworth, in the parish of Saint Modeste, measuring about three arpents in front by the depth of the range, bounded on the West by Louis Boucher, on the East by Nérée Bouchard, and known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish under numbers twelve-D and thirteen-A (Nos 12-D and 13-A), of the second range, said township of Whitworth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another farm known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Modeste, under numbers twelve-B, thirteen-A and thirteen-B (Nos. 12-B, 13-A and 13-B) of the third range of the township of Whitworth, the said farm measuring about four arpents in width, by the depth of the range, less however the parts thereof heretofore exchanged by deeds registered, and bounded on the West by the road which is there situate and on the East by Charles Levesque—with the buildings thereon erected.

3. Another farm known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Modeste, under numbers ten and eleven-A (Nos 10 and 11-A) of the third range of the township of Whitworth, the said farm measuring two arpents in front by the depth of the range, bounded on the West by Louis Boucher and on the East by Joseph Pelletier—without buildings.

To be sold as one and the same farm (and pursuant to permission from the Court for the said sale "en bloc"), at the church door of Saint Modeste, county of Temiscouata, district of Kamouraska, on THURSDAY the FIFTEENTH day of APRIL, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. W. MOREL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Riviere du Loup, March 9, 1937. 1444-11-2
[First publication, March 13, 1937]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Province de Québec, No 4719. } JOS. NELSON ASSELIN, étudiant, de la cité de Québec, demandeur; vs THEOPHILE BLAIS, de Saint-François, comté de Montmagny, défendeur, à savoir:

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montmagny.

Province of Quebec, No. 4719. } JOS. NELSON ASSELIN, student, of the city of Quebec, plaintiff; vs THEOPHILE BLAIS, of Saint François, county of Montmagny, defendant, to wit:

Les lots Nos 105 et 106 du cadastre de la paroisse de Saint-François, qui sont en la possession du défendeur—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-François, comté de Montmagny, le QUATORZIEME jour d'AVRIL 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO.-E. FOURNIER.
Montmagny, le 9 mars 1937. 1445—11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

Lots Nos. 105 and 106 of the cadastre of the parish of Saint François, which are in the possession of the defendant—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint François, county of Montmagny, on the FOURTEENTH day of APRIL, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. E. FOURNIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, March 8th., 1937. 1446—11-2
[First publication, March 13th., 1937]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 156535. ALFRED-G. NOISEUX, demandeur; vs DELLE MARIA LAURENCE CHAPOLARD, défenderesse.

Un certain emplacement faisant front à la rue Rivard, en la cité de Montréal, et composé:

a. De la partie nord-ouest du lot trois cent un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-pt-N. O. 301) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, mesurant la dite partie du lot, quinze pieds de front par soixante-dix pieds de profondeur;

b. De deux lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros trois cent deux et trois cent trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-302-303) des dits plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, mesurant chacun des dits lots, vingt pieds de front par soixante-dix pieds de profondeur;

c. De la partie sud-est du lot numéro trois cent quatre de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro quinze (15-pt-S. E. 304) des dits plan et livre de renvoi officiels du dit village de Saint-Jean-Baptiste, mesurant la dite partie du lot, seize pieds et trois pouces de front par soixante-dix pieds de profondeur.

Le tout mesure anglaise et plus ou moins; borné comme suit: en front, par la dite rue Rivard; en arrière, par une ruelle; d'un côté, au sud-est, par le résidu du dit lot No 15-301; et de l'autre côté, au nord-ouest, par le résidu du dit lot No 15-304—avec les maisons dessus érigées portant les numéros civiques 4421 à 4437 de la dite rue Rivard, et avec droit d'usage, en commun avec tous autres y ayant droit, de la ruelle en arrière du dit emplacement.

Sont aussi comprises dans cette vente toutes les fixtures qui se trouvent dans les logements.

Tel et ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives y attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 mars 1937. 1449—11-2-o
[Première publication, March 13th., 1937]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 156535. ALFRED G. NOISEUX, plaintiff; vs MISS MARIA LAURENCE CHAPOLARD, defendant.

A certain emplacement fronting on Rivard Street, in the city of Montreal, and composed of:

a. The Northwest part of lot three hundred and one of the official subdivision of original lot number fifteen (15-N. W. Pt. 301) of the official plan and book of reference for the incorporated village of Saint Jean Baptiste, measuring, the said part of lot, fifteen feet in front by seventy feet in depth;

b. Two lots of land known and designated as being lots numbers three hundred and two and three hundred and three of the official subdivision of original lot number fifteen (15-302-303) of the said official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, measuring, each of the said lots, twenty feet in front by seventy feet in depth;

c. The Southeast part of lot number three hundred and four of the official subdivision of said original lot number fifteen (15-S. E. Pt. 304) of the said official plan and book of reference of the said village of Saint Jean Baptiste, measuring the said part of lot, sixteen feet and three inches in front by seventy feet in depth.

The whole English measure and more or less; and bounded as follows: in front by said Rivard Street; in rear by a lane; on one side, to the Southeast, by the residue of said lot No. 15-301; and on the other side, to the Northwest, by the residue of said lot No. 15-304; — with the houses thereon erected bearing civic numbers 4421 to 4437 of said Rivard Street, and with right to the use, in common with all others entitled thereto, of the lane in rear of the said emplacement.

Included also in the said sale are all the fixtures contained in the said dwellings

As the whole presently subsists with the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 9, 1937. 1450—11-2
[First publication, 13 th March, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: C-158324. DAME FLORA MORAND, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Ernest Labelle, et ce dernier pour autoriser sa dite

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: C-158324. DAME FLORA MORAND, wife separate as to property by marriage contract of J. Ernest Labelle, and the latter to authorize his

épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs JOSEPH-MOISE-RAOUL LAPORTE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Henri-Julien, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot numéro neuf (9-127) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec une maison à deux étages portant les numéros civiques 7209 et 7211 de la dite avenue Henri-Julien, et toutes dépendances y érigées et avec tous les droits inhérents au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $500. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 9 mars 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 mars 1937. 1447—11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 159112. JOSEPH - ISRAEL DUPRE *et al., es-qual.*, demandeurs; vs FANNIE POSSNESSKY, épouse de Morris Pettel, et ce dernier tant personnellement et aux fins d'autoriser son épouse, défendeurs.

Un lopin de terre situé en la ville de Saint-Louis, formant présentement partie de la cité de Montréal, connu sous le numéro deux cent trente-sept au plan de subdivision du lot numéro onze (11-237) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis. Le dit lot ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent et contenant vingt-cinq pieds en largeur par toute la profondeur du dit lot, mesure anglaise et plus ou moins et aboutissant en arrière sur une ruelle dans laquelle l'acquéreur aura droit de passage, en tout temps, à pieds et en voitures, et pour animaux mais sans aucun droit de l'obstruer en aucune manière. Déduction faite de la profondeur susdite d'une lisière de cinq pieds le long de toute la partie frontale du dit lot, qui a été cédée à la ville de Saint-Louis pour l'élargissement du Boulevard Saint-Laurent—avec les édifices sus-érigés sur le dit lot et portant les numéros civiques 2120-2122 et 2124 du Boulevard Saint-Laurent; (nouveaux numéros 5314 et suivants du Boulevard Saint-Laurent).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 9 février 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 9 mars 1937. 1449A–11–2
[Première publication, 20 février 1937 est nulle]
[Première publication, 13 mars 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: F-161295. LOUIS-JOSEPH BOILEAU *et al*, demandeurs; vs FLORENCE DE CHANTAL *et al*, défendeurs.

Un emplacement situé en la ville Sainte-Anne de Bellevue borné en front par la rue Saint-Pierre et composé:

said wife for the purposes hereof, plaintiff; vs JOSEPH MOISE RAOUL LAPORTE, defendant.

An emplacement fronting on Henri-Julien Street, in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and twenty seven of the official subdivision of lot number nine (9-127) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with a two storey house bearing civic numbers 7209 and 7211 said Henri-Julien Avenue, and all dependencies thereon erected and with all the rights attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $500.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon Justice Surveyer, dated March 9, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 9, 1937. 1448—11-2
[First publication, March 13th., 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 159112. JOSEPH ISRAEL DUPRE *et al., es-qual.*, plaintiffs; vs FANNIE POSSNESSKY, wife of Morris Pettel, and the latter both personally and for the purpose of authorizing his wife, defendants.

A lot of land situate in the Town of Saint Louis, now forming part of the City of Montreal, known as number two hundred and thirty-seven on the subdivision plan of lot number eleven (11-237) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of la Cote Saint Louis. The said lot fronts on Saint Lawrence Boulevard and contains twenty-five feet in width by the whole depth of the said lot, English measure and more or less and abuts in rear on a lane in which the purchaser will have the right of passage on foot and with vehicles and animals at all times, but without any right to encumber the same in any way. Deduction to be made from the above depth of a strip of five feet along the entire frontage of said lot, which has been ceded to the Town of Saint Louis for the widening of Saint Lawrence Boulevard—with the buildings erected on the said lot and bearing civic Nos 2120-2122 and 2124 of Saint Lawrence Boulevard; (new Nos 5314 and following of Saint Lawrence Boulevard).

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $800.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated February 9th 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 9th, 1937. 1450A–11–2–o
[First publication, February 20th., 1937 is null]
[First publication, March 13th., 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: F-161295. LOUIS JOSEPH BOILEAU *et al*, plaintiffs; vs FLORENCE DE CHANTAL *et al*, *defendants.*

An emplacement situate in the Town of Sainte Anne de Bellevue, bounded in front by Saint Pierre street and composed of:

1. Du lot de terre portant le numéro cent quatre-vingt-deux au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant cinquante-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure française, à distraire cependant du dit lot de terre.

a. Un morceau de terre contenant six pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins, de forme triangulaire, borné en front par le chemin public, en arrière par le terrain appartenant à Mde Paul Dubreuil, au sud par le lot officiel numéro cent quatre-vingt-un, au nord par le résidu du dit lot numéro cent quatre-vingt-deux, tel que décrit dans un contrat de vente consenti par Ludger Latraverse *et al*, à Prosper Dupuis, devant G. Boileau, notaire, le vingt janvier mil huit cent quatre vingt-dix-huit, enregistré au bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 72354.

b. Un autre morceau de terre de forme triangulaire contenant huit pieds de profondeur dans la ligne sud du dit lot de terre tel que mentionné dans un contrat de vente par Marie Boyer à J.-Arthur Aumais, exécuté devant L.-J. Boileau notaire, le vingt-cinq juillet mil neuf cent, enregistré au susdit bureau d'enregistrement sous le No 85783.

2. D'un autre morceau de terre de forme triangulaire faisant partie du lot portant le numéro cent soixante et onze au plan et sur le livre de renvoi officiels susdits, contenant huit pieds de profondeur dans la ligne de terre de A.-R. Seguin ou représentants par toute la largeur du dit lot, borné comme suit: au sud par le lot officiel numéro cent quatre-vingt-un, au nord par le lot officiel numéro cent quatre-vingt-trois, à l'ouest par le résidu du dit lot numéro cent soixante et onze, et à l'est par le lot ci-dessus en premier lieu décrit—avec les bâtisses.

Cet emplacement avec d'autres est affecté pour le paiement d'une rente annuelle et perpétuelle de six piastres ($6.00) au capital de cent piastres ($100.00) aux termes d'une vente consentie par François Mallette *et uxor* à Guillaume Malette le 8 juillet 1848, devant L.-S. Martin, noraire et enregistré à la ci-devant division d'enregistrement de Montréal, susdit sous le No 6281 et renouvelé suivant avis en date du 26 septembre 1879, enregistré au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier le même jour sous le No 4883, et d'une autre vente parle dit Guillaume Mallette à J.-Lumina Daoust exécuté devant M. Longtin, notaire le 22 août 1879 et dûment enregistrée au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier le 24 octobre 1879 sous le No 5271 et dont la désignation a été corrigée par acte devant M. Longtin notaire, le 24 octobre 1888 et enregistré au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 27406. La dite rente actuellement due aux représentants de Alphonse Montpetit aux termes du transport consenti par le dit Guillaume Mallette devant S.-A. Brodeur, notaire le 19 novembre 1894 et enregistré au sudit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 54266.

Un emplacement situé en la ville Sainte-Anne de Bellevue, borné en front par la rue Saint-Pierre et étant la juste moitié sud du lot de terre por-

1. The lot of land bearing number one hundred and eighty two of the official plan and book of reference for the Parish of Sainte Anne, in the county of Jacques Cartier, measuring fifty four feet in width by ninety feet in depth, French measurement, to be deducted however, from the said lot of land:

a. A parcel of land containing six feet in area, English measure, more or less, of triangular figure, bounded in front by the public road, in rear by the land belonging to Mrs. Paul Dubreuil, on the South by official lot number one hundred and eighty one, on the North by the residue of said lot number one hundred and eighty two, as described in a deed of sale consented by Ludger Latraverse *et al.*, to Prosper Dupuis, before G. Boileau, Notary, the twentieth of January, one thousand eight hundred and ninety eight, registered at the Registry Office for the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 72354.

b. Another parcel of land of triangular figure, measuring eight feet in depth in the South line of the said lot of land as mentioned in the deed of sale by Marie Boyer to J. Arthur Aumais, passed before L. J. Boileau, Notary, the twenty fifth of July, one thousand nine hundred, registered in the aforesaid Registry Office under No. 85783.

2. Another parcel of land of triangular figure forming part of the lot bearing number one hundred and seventy one of the aforesaid official plan and book of reference, measuring eight feet in depth in the line of the land of A. R. Seguin or representatives by the whole width of the said lot, bounded as follows: on the South by official lot number one hundred and eighty one, on the North by official lot number one hundred and eighty three, on the West by the residue of said lot number one hundred and seventy one and on the East by the lot hereinabove firstly described—with the buildings.

The said emplacement with others is encumbered with the payment of an annual and perpetual rent of six dollars ($6.00) capitalized at one hundred dollars ($100.00) according to the terms of a sale consented by François Mallette *et uxor* to Guillaume Malette, the 8th of July 1848, before L. S. Martin, Notary and registered in the heretofore Registration Division of Montreal aforesaid under No. 6281 and renewed as per notice dated September 26, 1879 registered in the aforesaid Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier the same day under No. 4883, and another sale by the said Guillaume Mallette to J. Lumina Daoust passed before M. Longtin, Notary, the 22nd of August, 1879, and duly registered at the aforesaid Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier, on the 24th of October 1879 under No. 5271 and whereof the description was corrected by deed before M. Longtin, Notary, the 24th of October, 1888 and registered at the aforesaid Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 27406. The said rent actually due to the representatives of Alphonse Montpetit under the terms of the transfer consented by the said Guillaume Mallette before S. A. Brodeur, Notary, the 19th of November, 1894 and registered at the aforesaid Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 54266.

An emplacement situate in the Town of Sainte Anne de Bellevue, bounded in front by Saint Pierre street and being the exact South half of

tant le numéro cent quatre-vingt-un au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, mesurant la dite partie du lot vingt-sept pieds de largeur sur toute la profondeur qui se trouve de la rue Saint-Pierre qui le borne en front au terrain de Mde Paul Dubreuil qui le borne en profondeur le tout plus ou moins, mesure anglaise, le plus ou le moins étant au profit ou à la perte de l'acquéreur, bornée en front par la rue Saint-Pierre, d'un côté au sud-est par le terrain appartenant aux représentants de Joseph Lalonde, de l'autre côté au nord-ouest par le terrain appartenant à Pierre Lamarche et en arrière par le terrain appartenant à la dite Dame Paul Dubreuil—avec les bâtisses y érigées.

Le dit emplacement avec d'autres est affecté pour le paiement d'une rente annuelle et perpétuelle de trois piastres ($3.00) au capital de cinquante piastres ($50.00) aux termes de la vente consentie par François Mallette *et uxor* à Guillaume Malette devant L.-S Martin, notaire le 8 juillet 1848 et enregistré à la ci-devant division d'enregistrement de Montréal susdit sous le No 6281 et renouvelé suivant avis en date du 26 septembre 1879 et enregistré au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques Cartier le même jour sous le No 4883 et d'une autre vente consentie par Dame Angélique Ranger, veuve de feu Toussaint Cousineau à Louis de Chantal devant A. Chauret, notaire, le 5 février 1897, enrégistré au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier le 10 février 1897, sous le No 65653, la dite rente actuellement due aux représentants de Alphonse Montpetit aux termes du transport consenti par le dit Guillaume Mallette devant S.-A. Brodeur, notaire, le 19 novembre 1894 et enregistre au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 54266.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $250.00 quant à l'immeuble désigné sous le No 182 et un dépôt de $200.00 quant à l'immeuble désigné comme étant la juste moitié sud du No 181, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 9 mars 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 mars 1937. 1451-11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: C-158453. CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, demanderesse; vs JOHN HANNAN, défendeur.

Un immeuble situé au coin nord-est des rues Prince-Arthur et Saint-Dominique, en la cité de Montréal, et composé des lots suivants:

a. Les lots de résubdivision numéros un et deux du lot de subdivision numéro un du lot originaire numéro neuf cent soixante-quatre (964-1-1 & 2) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis;

b. Les lots de résubdivision numéros un et deux du lot de subdivision numéro deux du dit lot originaire numéro neuf cent soixante-quatre (964-2-1 & 2) des dits plan et livre de renvoi officiels;

the lot of land bearing number one hundred and eighty one on the official plan and book of reference of the Parish of Sainte Anne, the said part of lot measuring twenty seven feet in width by all the depth there may be from Saint Pierre street which bounds it in front to the land of Mrs. Paul Dubreuil which bounds it in depth, the whole more or less, English measure, the more or the less being to the profit or loss of the purchaser, bounded in front by Saint Pierre Street, on one side to the Southeast by the land belonging to the representatives of Joseph Lalonde, on the other side to the Northwest by the land belonging to Pierre Lamarche and in rear by the land belonging to the said Dame Paul Dubreuil—with the buildings thereon erected.

The said emplacement with others is encumbered with the payment of any annual and perpetual rent of three dollars ($3.00) capitalized at fifty dollars ($50.00) under the terms of the sale consented by François Mallette *et uxor* to Guillaume Malette before L. S. Martin, Notary, the 8th of July, 1848 and registered at the heretofore Registration Division of Montreal aforesaid under No. 6281 and renewed as per notice dated September 26, 1879 and registered at the aforesaid Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier the same day under No. 4883 and of another sale consented by Dame Angélique Ranger, widow of the late Toussaint Cousineau to Louis de Chantal before A. Chauret, Notary, the 5th of February, 1897, registered at the aforesaid Registry Office of the counties of Hochelaga and Jacques Cartier the 10th of February, 1897 under No. 65653, the said rent actually due to the representatives of Alphonse Montpetit under the terms of a transfer consented by the said Guillaume Mallette before S. A. Brodeur, Notary, the 19th of November, 1894, and registered at the aforesaid Registry Office of the counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 54266.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $250.00 as to the immovable designated under No 182, and a deposit of $200.00 as to the immovable designated as being the exact South half of No. 181, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated March 9, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 10, 1937. 1452-11-2
[First publication, March 13, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: C-158453. CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, plaintiff; vs JOHN HANNAN, defendant.

An immoveable situate at the Northeast corner of Prince Arthur and Saint Dominique Streets, in the city of Montreal, and composed of the following lots:

a. Resubdivision lots numbers one and two of subdivision lot number one of the original lot number nine hundred and sixty four (964-1-1 & 2) on the official plan and book of reference of Saint Louis ward;

b. Resubdivision lots number one and two of subdivision lot number two of said original lot number nine hundred and sixty four (964-2-1 & 2) on said official plan and book of reference;

c. Le lot de subdivision numéro trois du dit lot originaire numéro neuf cent soixante-quatre (964-3) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

d. Les lots de subdivision numéros un, deux et trois du lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-quatre (984-1-2 & 3), aux dits plan et livre de renvoi officiels—avec les édifices sus-érigés.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $5,290.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Curran, en date du 22 mars 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 31 mars 1937. 1871—14-2
[Première publication, 3 avril 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: F-161541. ANTOINE CHABOT, demandeur; vs L.-O. MARTINEAU, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Bannantyne, en la cité de Verdun, mesurant trente-deux pieds en largeur par cent pieds et dix pouces en profondeur, dans la ligne de côté sud-ouest, et cent un pieds et trois pouces en profondeur dans la ligne de côté nord-est, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 5331 à 5339 de la dite avenue Bannantyne, dont les deux murs de pignon sont mitoyens et autres édifices sus-érigés, et avec droit de passage en commun avec tous autres dans la ruelle déservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:

1. De la subdivision numéro cent quatre-vingt-quatre du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-treize, des plans et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-sept pieds en largeur par cent pieds dix pouces en profondeur, dans la ligne de côté sud-ouest, et cent un pieds et deux pouces en profondeur, dans la ligne de côté nord-est;

2. De la partie sud-ouest de la subdivision numéro cent quatre-vingt-cinq du numéro originaire quatre mille six cent soixante-treize (467) partie s.-o. 185), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant cinq pieds en largeur par cent un pieds et deux pouces en profondeur, dans la ligne de côté sud-ouest, et cent un pieds et trois pouces en profondeur, dans la ligne de côté nord-est, et bornée en front par la dite avenue Bannantyne, en arrière par une ruelle; au sud-ouest par le lot No. 4673-184 ci-dessus décrit; et au nord-est par le résidu du dit lot No. 4673-185.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 31 mars 1937. 1869—14-2
[Première publication, 3 avril 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: B-157456. LIONEL LEDUC, demandeur; vs ALFRED ST-AMOUR, défendeur.

Cet immeuble situé en la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre

c. Subdivision lot number three of the said original lot number nine hundred and sixty four (964-3) on said official book of reference;

d. Subdivision lots numbers one, two and three of the original lot number nine hundred and eighty four (984-1-2 & 3), on said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $5,290.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated the 22nd of March, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 31st, 1937. 1872—14-2-o
[First publication, April 3rd., 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: F-161541. ANTOINE CHABOT, plaintiff; vs L. O. MARTINEAU, defendant.

An emplacement fronting Bannantyne Avenue, in the city of Verdun, measuring thirty two feet in width by one hundred feet and ten inches in depth, in the Southwest side line, and one hundred and one feet and three inches in depth in the Northeast side line, English measure and more or less—with a house bearing the civic Nos. 5331 to 5339 of said Bannantyne Avenue, whereof both gable walls are mitoyens and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of subdivision number one hundred and eighty four of the original lot number four thousand six hundred and seventy three of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty seven feet in width by one hundred feet and ten inches in depth, in the Southwest side line, and one hundred and one feet and two inches in depth, in the Northeast side line;

2. Of the Southwest part of subdivision number one hundred and eighty five of the original number four thousand six hundred and seventy three (4673-S. W. part 185), of the aforesaid official plan and book of reference, measuring five feet in width by one hundred and one feet and two inches in depth, in the Southwest side line, and one hundred and one feet and three inches in depth, in the Northeast side line and bounded in front by said Bannantyne Avenue, in rear by a lane; to the Southwest by the hereinabove described lot No. 4673-184, and to the Northeast by the remainder of said lot No. 4673-185.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, March 31st, 1937. 1870—14-2-o
[First publication, April 3rd:, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: B-157456. LIONEL LEDUC, plaintiff; vs ALFRED ST-AMOUR, defendant.

That immovable situate in the City of Lachine, in the County of Jacques Cartier, known on the official cadastral plan and book of reference of

de la Ville de Lachine, sous le numéro cinq cent soixante-huit de la subdivision de l'immeuble numéro sept cent cinquante-trois (753-568)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $528.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 23 mars 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 31 mars 1937. 1877-14-2-o
[Première publication, 3 avril 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: D-145197. OMER DESERRES, LIMITEE, demanderesse; vs EUGENE LAMBERT, défendeur.

Un emplacement connu et désigné sous les numéros deux cent vingt et un et deux cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation—avec bâtisses y érigées portant les numéros civiques 2320 et 2322 de la rue Mont-Royal-est, Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 31 mars 1937. 1879—14-2-o
[Première publication, 3 avril 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 145894. DAME C. DECARIE ET AL, ES-QUAL., demandeurs; vs ALBERT BINETTE, défendeur.

Un emplacement situé sur l'avenue Châteaubriand, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent soixante et un de la subdivision du lot numéro deux mille six cent trente (No 2630-161), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 31 mars 1937. 1873—14-2-o
[Première publication, 3 avril 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: C-152964. DAME ALBERTINE JEANNOTTE DIT LACHAPELLE, des cité et district de Montréal, veuve de Amédée Majeau, en son vivant, constable, du même lieu, et maintenant épouse séparée de biens de Gédéon Houle, rentier, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser et assister sa dite épouse, demanderesse; vs ROMUALD AUMONT, défendeur.

Un emplacement situé dans la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, connu et désigné sous les numéros six cent dix-huit et six cent dix-neuf du lot originaire numéro quinze

the Town of Lachine, under number five hundred and sixty eight of the subdivision of the immovable number seven hundred and fifty three (753-568)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $528.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 23, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 31, 1937. 1878-14-2
[First publication, April 3rd, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. D-145197. OMER DESERRES, LIMITEE, plaintiff; vs EUGENE LAMBERT, defendant.

An emplacement known and designated under numbers two hundred and twenty one and two hundred and twenty two of the official subdivision of original lot number nine of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte Visitation—with buildings thereon erected, bearing civic number 2320 and 2322 of Mount Royal Street East, Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 31st, 1937 1880—14-2
[First publication, April 3rd, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 145894. DAME C. DECARIE ET AL, ES-QUAL., plaintiff's; vs ALBERT BINETTE, defendant.

An emplacement situate on Chateaubriand Avenue, in Saint Denis Ward, in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and sixty one of the subdivision of lot number two thousand six hundred and thirty (No. 2630-161) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, March 31st., 1937. 1874—14-2
[First publication, April 3rd., 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: C-152964. DAME ALBERTINE JEANNOTTE DIT LACHAPELLE, of the city and district of Montreal, widow of Amédée Majeau, in his lifetime constable, of the same place, and now wife separate as to property of Gédéon Houle, annuitant, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize and assist his said wife, plaintiff; vs ROMUALD AUMONT, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, in Saint Jean Baptiste Ward, known and designated under numbers six hundred and eighteen and six hundred and nineteen of the

(15-618 et 619) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros 4255, 4257, 4259 et 4261 de la rue Drolet, avec le droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit emplacement en commun avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 31 mars 1937. 1875—14-2-o
[Première publication, 3 avril 1937]

original lot number fifteen (15-618 and 619) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with the buildings thereon erected, bearing numbers 4255, 4257, 4259 and 4261 of Drolet Street, with right of way in the lane situate in the rear of the said emplacement in common with all others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, March 31st, 1937. 1876—14-2
[First publication, April 3rd., 1937]

PONTIAC

Cour Supérieure.—Pontiac.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac, No 4568. } SAMUEL H. DALE, cultivateur - rentier, du village de Shawville, district de Pontiac, demandeur; vs WILLIAM M. SERENEY, du village de Shawville, district de Pontiac, défendeur.

Tous ces lopins ou lisières de terrain sis et situés dans le village de Shawville, dans le comté de Pontiac, en la Province de Québec, et connus et désignés d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le dit village de Shawville, comme étant les lots Nos 158 et 168 du dit village de Shawville—avec ensemble une résidence, une boulangerie moderne et tout son contenu, et tous édifices sus-érigés et tous membres et dépendances y appartenant.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, le QUATRIEME jour de MAI, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, Québec, le 27 mars 1937.
1845-14-2
[Première publication, 3 avril 1937]

PONTIAC

Superior Court.—Pontiac.

Canada, Province of Quebec, District of Pontiac, No. 4568. } SAMUEL H. DALE, retired farmer, of the Village of Shawville, district of Pontiac, plaintiff; vs WILLIAM M. SERENEY, of the Village of Shawville, district of Pontiac, defendant.

All those parcels or tracts of land lying and situated in the Village of Shawville, in the County of Pontiac, in the Province of Quebec, and there known and designated according to the official plan and book of reference for the said Village of Shawville, as lots No. 158 and 168 of the said Village of Shawville, together—with a dwelling house, a modern bakery and all its contents, and all buildings thereon erected, and all members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on the FOURTH day of MAY, one thousand nine hundred and thirty seven at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, Quebec, March 27th, 1937.
1846-14-2-o
[First publication, April 3, 1937]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: No 34488. } JOSEPH PARENT, fils, cultivateur, de Charlesbourg, Co. Québec, contre CYPRIEN PAGEAU, de Saint-Emile, Co. Québec, à savoir:

1. Partie du lot No 1149 (mille cent quarante-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise, comté de Québec, étant une terre située rang Saint-Romain, paroisse de Saint-Emile, contenant deux arpents de front sur douze arpents de profondeur, plus ou moins, bornée au nord par le chemin public de Saint-Romain, au sud par celle de J.-B. Sansfaçon, au sud-ouest par Dame Cloutier et au nord-est par celle de Jos. Jobin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 1150 (mille cent cinquante) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise, comté de Québec, étant une terre située rang Saint-Romain, paroisse de Saint-

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 34488. } JOSEPH PARENT, Jr, farmer, of Charlesbourg, Co. Quebec; against CYPRIEN PAGEAU, of Saint Emile, Co., Quebec, to wit:

1. Part of lot No. 1149 (eleven hundred and forty nine) of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise, county of Quebec, being a farm situate in Saint Romain range, parish of Saint Emile, measuring two arpents in front by twelve arpents in depth, more or less, bounded on the North by the public road of Saint Romain, on the South by the land of J. B. Sansfaçon, on the Southwest by Dame Cloutier and on the Northeast by the land of Jos. Jobin—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 1150 (eleven hundred and fifty) of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise, county of Quebec, being a farm situate in Saint Romain range, parish of Saint Emile,

Emile, contenant deux arpents de front sur environ sept arpents de profondeur, bornée au sud par le chemin public de Saint-Romain, au nord par L. Cloutier et E. Legaré ou leurs représentants, du côté sud-ouest par celle de Dame François Cloutier et du côté nord-est, par celle de Jos. Jobin, circonstances et dépendances.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Saint-Emile, comté de Québec, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 31 mars 1937. 1849–14–2–o
[Première publication, 3 avril 1937]
[Deuxième publication, 17 avril 1937]

measuring two arpents in front by about seven arpents in depth, bounded on the south by the public road of Saint Romain, on the North by L. Cloutier and E. Legaré or their representatives, on the Southwest side by that of Dame François Cloutier and on the Northeast side by that of Jos. Jobin, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint Emile, county of Quebec, on the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff
Quebec, March 31, 1937. 1850–14–2
[First publication April 3, 1937]
[Second publication, April 17, 1937]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 34469. DAME BLANCHE BILODEAU, épouse de feu F.-Pierre Garneau, en son vivant, négociant, de la cité de Québec, contre DELLE JULIETTE CROTEAU, 28 rue Sainte-Anne, Québec, à savoir:

Le lot No 2743 (deux mille sept cent quarante-trois) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Anne, avec droits de mitoyenneté et de passage sur le terrain et dans les murs des propriétés situées sur les lots Nos 2742 et 2744, et en outre des droits de passage conduisant de la rue Sainte-Anne à la cour de la propriété ci-dessus mentionnée, tel passage se trouvant sur le lot No 2821-2—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du Shérif. L. LAPIERRE.
Québec, ce 17 mars 1937. 1605—12–2–o
[Première publicaion, 20 mars 1937]
[Deuxième publication 3 avril 1937]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: No. 34469. DAME BLANCHE BILODEAU, wife of the late F.-Pierre Garneau, in his lifetime, merchant, of the city of Quebec, against MISS JULIETTE CROTEAU, 28 Sainte Anne Street, Quebec, to wit:

Lot No. 2743 (two thousand seven hundred and forty three) on the official cadastre for Saint Louis Ward, now Champlain Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Sainte Anne street, with party right and right of way on the lot of land and in the walls of the properties situate on lots Nos. 2742 and 2544, and moreover, rights of way leading from Sainte Anne Street to the yard of the property hereinabove mentioned, such right of way being upon lot No. 2821-2—with the buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Quebec, March 17th., 1937. 1606—12–2
[First publication, March 20th., 1937]
[Second publication, April 3rd., 1937]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 34429. THE ROYAL TRUST COMPANY, corps politique et incorporé ayant son principal siège social et son bureau chef en la cité de Montréal, et un bureau d'affaires en la cité de Québec; contre DAME EVA BELAND, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-Alexandre Bédard, et le dit Joseph-Alexandre Bédard, solidairement, tous deux de la cité de Québec, et le dit Joseph-Alexandre Bédard, aux fins d'autoriser son épouse, mis-en-cause, à savoir:

Le lot No 292 (deux cent quatre-vingt-douze), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur le côté nord de la rue de la Reine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. L. LAPIERRE.
Québec, 18 mars 1937. 1643—12-2-o
[Première publication, 20 mars 1937]
[Deuxième publication, 3 avril 1937]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 34429. THE ROYAL TRUST COMPANY, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, and a branch office in the city of Quebec; against DAME EVA BELAND, wife separate as to property by marriage contract of Joseph Alexandre Bédard, and the said Joseph Alexandre Bédard, severally, both of the city of Quebec, and the said Joseph Alexandre Bédard, for the purpose of authorizing his wife, mis-en-cause, to wit:

Lot No. 292 (two hundred and ninety two) of the official cadastre for St. Roch's Ward, in the city of Quebec, being a lot of land situate on the North side of De la Reine Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 18, 1937. 1644—12-2
[First publication, March 20, 1937]
[Second publication, April 3rd, 1937]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François. No 377.

OLIVIER PAPINEAU, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demandeur; vs J.-E. LECLERC, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit Olivier Papineau:

"Tout ce certain lot, morceau ou parcelle de terrain, situé, et étant dans la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, et plus particulièrement connu et désigné sur le plan de subdivision officiel du cadastre du lot numéro un du quartier nord de la cité de Sherbrooke, préparé par S.-A. Meade, Q.L.S., juin le 1er, 1915, et y décrit comme le lot numéro un-cent trente-cinq (1-135) sur le dit plan de subdivision, contenant le dit lot ce qu'il peut."

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, cité de Sherbrooke, MARDI, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DIX heures A.M. (heure avancée).

Le shérif,
J.-P.-C. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Sherbrooke, 30 mars 1937. 1847—14-2-o
[Première publication, 3 avril 1937]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis. No. 377.

OLIVIER PAPINEAU, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, Plaintiff; vs J. E. LECLERC, of the city of Sherbrooke, said district, Defendant.

Seized as belonging to the said Olivier Papineau:

"All that certain lot, piece or parcel of land situate, lying and being in the city of Sherbrooke, district of Saint Françis, and more particularly known and distinguished on the subdivision plan of official cadastral lot number one of the north ward of the city of Sherbrooke, prepared by S. A. Meade, Q.L.S., June 1st, 1915, and described therein as lot number one-one thirty five (1-135) of the said subdivision plan containing the said lot what it may."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, city of Sherbrooke, on TUESDAY, the FOURTH day of MAY next, at TEN A.M. (daylight saving time).

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Sherbrooke, March 30th., 1937. 1848—14-2-o
[First publication, April 3rd, 1937]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières. No 4254.

DOSITHEE LEDUC, épicier, de la cité de Grand'Mère, dans le district des Trois-Rivières, demandeur; vs HILAIRE-MAJORIQUE ST-CYR, du même endroit, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain, à Grand-Mère, mesurant quarante-cinq pieds de largeur, sur soixante et cinq pieds de profondeur, mesure française et plus ou moins; borné en front, par une route conduisant au chemin des Piles, (rue Saint-Louis); en arrière, par le terrain des représentants de Pierre Bourassa; d'un côté, vers le nord, par une rue appelée rue du Sault, et d'autre côté, vers le sud, par les représentants de Napoléon Clermont, faisant partie du numéro quatre-vingt-quinze du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec maison et bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Paul, en la cité de Grand'Mère, le QUATORZIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-sept, à DEUX heures (2 hrs) de l'après-midi.

Le shérif,
L.-P. MERCIER.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 10 mars 1937. 1459-11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivieres. No. 4254.

DOSITHEE LEDUC, grocer, of the city of Grand'Mère, in the district of Trois Rivieres, plaintiff; vs HILAIRE MAJORIQUE ST-CYR, of the same place, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A lot of land, in Grand'Mère, measuring forty five feet in width, by sixty five feet in depth, French measure and more or less; bounded in front, by a road leading to the Des Piles road, (Saint Louis street); in rear, by the land of the representatives of Pierre Bourassa; on one side, towards the North, by a street called "du Sault" street, and on the other side, towards the South, by the representatives of Napoleon Clermont, forming part of number ninety five of the official cadastre of Sainte Flore—with house and buildings.

To be sold at the Church door of the parish of Saint Paul, in the city of Grand'Mère, on the FOURTEENTH day of APRIL one thousand nine hundred and thirty seven, at TWO o'clock (2 o'clock) in the afternoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois Rivieres, March 10, 1937. 1460-11-2
[First publication, March 13, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 4295.

IRENEE CHAINE, commis, demeurant au numéro 1603 de la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivieres, No. 4295.

IRENEE CHAINE, clerk, residing at number 1603 Royale

rue Royale, cité des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, demandeur; vs LES HERITIERS DE FEU PHILEMON DAIGNEAULT, de son vivant, de la cité de Granby, district de Bedford, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au coin nord-est des rues Notre-Dame et Sainte-Anne, mesurant environ cinquante pieds français de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds anglais de profondeur, connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro cinq cent vingt-cinq (Pt. S. E. 525) du cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières; borné en front par la dite rue Notre Dame, en profondeur à la partie nord-ouest du dit lot appartenant à Origène Bellemare, au côté sud-ouest par la dite rue Sainte-Anne, et au côté nord-est, par le lot numéro cinq cent vingt-quatre (524) du dit cadastre appartenant à François Gervais dit Beaudoin—avec les maisons et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le QUINZIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures (10 hrs) de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 10 mars 1937. 1455—11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

Street, city of Trois Rivieres, district of Trois Rivieres, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE PHILEMON DAIGNEAULT, in his lifetime of the city of Granby, district of Bedford, defendant.

As belonging to the said defendants, the following immovable, to wit:

An emplacement situate in the city of Trois Rivières on the Northeast corner of Notre Dame and Sainte Anne Streets, measuring about fifty feet, French measure, in width, by ninety feet, English measure, in depth, known and designated as being the Southeast part of lot number five hundred and twenty five (S. E. Pt. 525) of the official cadastre of the said city of Trois Rivieres; bounded in front by the said Notre Dame Street, in depth by the Northwest part of the said lot belonging to Origène Bellemare, on the Southwest side by the said Sainte Anne Street, and on the Northeast side by lot number five hundred and twenty four (524) of the said cadastre belonging to François Gervais dit Beaudoin—with the houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois Rivieres, on the FIFTEENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and thirty seven at TEN o'clock (10 o'clock) in the forenoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivieres, March 10, 1937. 1456—11-2
[First publication, 13 March, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 4258. } LA CAISSE POPULAIRE D'ALMAVILLE, société coopérative régie par la Loi des Syndicats de Québec, ayant son principal siège social à Almaville, comté de Saint-Maurice, district des Trois-Rivières, demanderesse; vs JOSEPH-N. COTNOIR, journalier, du village d'Almaville, district de Trois-Rivières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

La moitié transversale sud de deux lots de tère situés au village d'Almaville, portant les numéros vingt-quatre et vingt-cinq au plan et subdivision du lot cadastral numéro neuf cent dix-huit-A (½ sud 918-A-24 et 918-25) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, bornée en front par la rue Saint-Charles, en arrière par le lot No. 918A-23, du côté sud par le lot 918A-36, et du côté nord par le résidu des dits lots contenant, chaque moitié de lot, cinquante pieds carrés, sans garantie de mesure précise—avec la maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, le QUATORZIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures (10 hrs) de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 10 mars 1937. 1457-11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivieres, No. 4258. } LA CAISSE POPULAIRE D'ALMAVILLE, a cooperative Syndicate, governed by the Quebec Syndicates' Act, having its principal place of business at Almaville, County of Saint Maurice, District of Trois Rivieres, plaintiff; vs JOSEPH N. COTNOIR, labourer, of the Village of Almaville, District of Trois Rivieres, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveable, to wit:

The South transversal half of two lots of land situate in the Village of Almaville, bearing numbers twenty four and twenty five on the plan and subdivision of lot cadastral number nine hundred and eighteen-A (South ½ 918A-24 and 918-25) on the official plan and book of reference for the parish of Notre Dame du Mont Carmel, bounded in front by Saint Charles Street, in rear by No. 918A-23, on the South side by lot 918A-36 and on the North side by the residue of the two said lots, each half lot containing, fifty feet square without guarantee of exact measurement—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of Notre Dame de la Présentation d'Almaville, on the FOURTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty seven, at TEN o'clock (10 o'cl.) in the forenoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivieres, March 10th, 1937. 1458-11-2
[First publication, March 13, 1937]

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Joliette, sous le nom de "Crèmerie Coopérative de Saint-Félix" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'agriculture,
ALBERT RIOUX.

Québec, ce 31ième jour de mars 1937.
1851-o

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Saint-Maurice, sous le nom de "Syndicat Coopératif Agricole de Saint-Barnabé-Nord" (incorporé sous la loi des sociétés coopératives agricoles) et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Saint-Barnabé-Nord, comté de Saint-Maurice.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre, ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
ALBERT RIOUX.

Québec, ce trente et unième jour de mars 1937.
1853-o

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Joliette, under the name of "Crèmerie Coopérative de Saint-Félix", and that its principal place of business is in the municipality of Saint Felix de Valois, county of Joliette.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture or butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture.
Quebec, this thirty first day of March, 1937.
1852

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Saint Maurice, under the name of "Syndicat Coopératif Agricole de Saint-Barnabé-Nord" (incorporated under the Co-operative Agricultural Association Act) and that its principal place of business is in the municipality of Saint-Barnabé Nord, county of Saint Maurice.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture.
Quebec, this thirty first day of March, 1937.
1854

Avis divers

LA COMMISSION D'ÉLECTRICITÉ DE QUÉBEC

Ordonnance No 66

Approbation d'une convention de vente de l'actif.

Dans la requête, en vertu de l'article 39, section VIII, chapitre 24, Loi de la Commission d'Electricité de Québec, 25-26 George V, relative au consentement de la Commission à une convention de vente entre M. Walter L. Hill, de Highgate Centre, dans l'état du Vermont, États-Unis d'Amérique, ci-après appelé le "Vendeur", et la "Lake Electric Corporation", une corporation organisée et existant en vertu des lois de l'état du Vermont, États-Unis d'Amérique, et ayant sa principale place d'affaires à Franklin, Vermont, ci-après appelée la "Compagnie".

Attendu que les susdits requérants ont présenté à cette Commission un acte de vente en date du 24 février 1937, par lequel acte le Vendeur a consenti de transférer à la Compagnie l'entière possession et propriété d'une ligne de distribution

Miscellaneous Notices

QUEBEC ELECTRIC COMMISSION

Order No. 66

Approval of agreement of sale of assets.

In the application, under article 39, division VIII, chapter 24, Quebec Electricity Commission Act, 25-26 George V, for consent of the Commission to a sale agreement between Mr. Walter L. Hill, of Highgate Centre, in the state of Vermont, United States of America, hereinafter called the "Vendor", and the Lake Electric Corporation, a corporation organized and existing under the laws of the state of Vermont, United States of America, and having its principal office in Franklin, Vermont, hereinafter called the "Company".

Whereas the above applicants have presented to this Commission a deed of sale under date of February 24th, 1937, whereby the Vendor agrees to transfer to the Company full ownership and property of an electric distribution line of one

de l'électricité d'une longueur d'un mille, située dans la paroisse de Saint-Armand ouest, comté de Missisquoi, Province de Québec, le tout tel qu'entièrement décrit dans l'Ordonnance No 2438 de la Commission des services publics de Québec, en date du 8 octobre 1930, donnant l'autorisation de construire ladite ligne de distribution;

Attendu que cette Commission a fait enquête relativement aux termes et conditions de la convention de vente sus-mentionnée et qu'elle est convaincu que les dits termes et conditions sont équitables et dans l'intérêt public;

Il est ordonné que le consentement de la Commission soit et il est par les présentes donné à la convention de vente projetée.

Vraie copie: Le vice-président,
Le secrétaire, OLIVIER LEFEBVRE,
J.-A. MORIN. Le Commissaire,
J. W. McCAMMON.
Montréal, le 23 mars 1937. 1839

mile in length situated in the parish of Saint Armand West, in the county of Missisquoi, Province of Quebec, the whole as fully described in Order No. 2438 of the Quebec Public Service Commission, under date of October 8th, 1930, granting authority to construct said distribution line;

Whereas this Commission has inquired into the terms and conditions of the above mentioned agreement of sale and is satisfied that the said terms and conditions are fair and in the public interest;

It is ordered that the consent of the Commission be and is hereby given to the proposal sale agreement.

True Copy, OLIVIER LEFEBVRE,
J. A. MORIN, Vice-President.
Secretary. J. W. McCAMMON,
Commissioner.
Montreal, March 23rd, 1937. 1840—o

"La Compagnie Miniere Mirador Mining Company".
(Libre de responsabilité personnelle).

Règlement spécial No 4.

Il est unanimement résolu qu'un règlement spécial No 4 soit adopté comme suit:

Que le nombre des directeurs de la Compagnie soit de sept (7) au lieu de cinq (5) tel que prévu aux Lettres Patentes.

Vraie copie.

Le secrétaire,
1855—o J.-A. LALANDE.

"La Compagnie Miniere Mirador Mining Company".
(No Personal Liability).

Special by-law No. 4.

It is unanimously resolved that a special by-law No. 4 be adopted as follows:

That the number of Directors of the Company be seven (7) instead of five (5), as provided for in the Letters patent

True copy.

J. A. LALANDE,
1856 Secretary.

"La Salle Gold Mines, Limited".
(No personal liability).

Règlement No 7.

Qu'il soit et il est par les présentes édicté par règlement étant le règlement No 7 de la compagnie, que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à sept. Adopté à l'unanimité.

Montréal, ce 24 octobre 1936.

Le secrétaire,
1861—o MARCEL ST-JEAN.

"La Salle Gold Mines, Limited".
(No personal liability).

By-law No. 7.

That it be and it is hereby enacted by by-law being by-law No. 7 of the company that the number of directors of the company be increased from three to seven. Unanimously adopted.

Montreal, October 24, 1936.

MARCEL ST. JEAN,
1862 Secretary.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 229.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi 24 mars 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo-J. Lafrenière et P. D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Etant donné la nécessité de faire face à la concurrence faite par des vendeurs de lait opérant dans des localités sur lesquelles la Commission ne peut établir de contrôle;

Etant donné la nécessité de conserver autant que possible tous les marchés au bénéfice des cultivateurs;

Etant donné la nécessité de fixer dès maintenant, pour toute la saison de navigation, les

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 229

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meetings of Wednesday, March 24, 1937, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Theo. J. Lafreniere and P. D. McArthur, commissioners Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Whereas it is deemed necessary to face the competition among milk dealers operating in localities over which the Commission can establish no control;

Whereas it is deemed necessary to keep all available markets open to farmers;

Whereas it is deemed necessary to establish immediately, for all the navigation season, the

prix du lait destiné à être consommé à l'état nature sur les navires;

LA COMMISSION DÉCRÈTE :

1. Nul marchand de lait opérant dans la région de Montréal ou dans celle de Québec, ne peut offrir, vendre ou livrer, à un prix inférieur à trente (30) sous le gallon, du lait à un propriétaire de navire ou à une compagnie de navigation;

2. Ce prix de vente n'affecte en rien les prix actuellement fixés en faveur des cultivateurs, ou n'affectera en rien tout autre prix qui pourrait être fixé au cours de la saison;

3. La région de Montréal est celle que délimite l'ordonnance No 218, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 14 novembre 1936, et la région de Québec est celle que délimite l'ordonnance 216, publiée dans la *Gazette officielle de* Québec le 31 octobre 1936.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,
M.-H. HUDON.

Québec, le 24 mars 1937. 1891-o

price of milk to be consumed in the raw state on ships;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS :

1. No milk dealer operating within the regions of Montreal or Quebec will offer, sell or deliver milk, at a price inferior to thirty cents a gallon, to the owner of a ship or to a steamship company.

2. This price in no way affects the actual prices established in favor of farmers, nor will it in any way affect any other price which may be established in the course of the season.

3. The region of Montreal is that defined by Order No. 218, published in the *Quebec Official Gazette* for November 14, 1936, and the region of Quebec is that defined by Order No. 216, published in the *Quebec Official Gazette* for October 31, 1936.

The present order will come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, March 24, 1937. 1892-o

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES.

Ordonnance No 17c (Provisoire)

(En remplacement des Ordonnances 17, 17*a* et 17*b* en vigueur antérieurement).

Couvrant les filles et femmes ou hommes lorsque ceux-ci remplacent celles-là dans la

FABRICATION DES BOÎTES DE CARTON

Sacs en papier, boîtes de bois faites partiellement ou finies avec papier ou carton; papier à tapisserie et tout article à base de fibre, pulpe ou papier.

1. *Minima:* Aucun salaire ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

ZONE 1

VILLE ET ILE DE MONTRÉAL

et un rayon de dix milles autour de l'Ile de Montréal.

25 pour cent de ouvrières, à pas moins de 15 cents de l'heure.

15 pour cent des ouvrières, à pas moins de 19 cents de l'heure.

60 pour cent des ouvrières, à pas moins de 23 cents de l'heure.

ZONE 2

PROVINCE DE QUÉBEC

à l'exception de la ville et de l'Ile de Montréal et un rayon de dix milles autour de l'Ile de Montréal.

MINIMUM WAGE BOARD.

Order No. 17c (Provisory).

(Replacing Orders Nos. 17, 17*a* and 17*b* which were in force previously).

Governing female employees and males when replacing females in any class of employment in the

MANUFACTURING OF PAPER BOXES

Paper Bags, Wooden Boxes partially made or finished with Paper or Cardboard; Wall Paper and all kinds of Fibre, Pulp and Paper Products.

1.—*Minimum:* No wage shall be less than set forth in the following table:

ZONE 1

CITY AND ISLAND OF MONTREAL

and a radius of ten miles around and beyond the Island.

25 per cent of the employees, at not less than 15 cents per hour.

15 per cent of the employees, at not less than 19 cents per hour.

60 per cent of the employees, at not less than 23 cents per hour.

ZONE 2

PROVINCE OF QUEBEC

with the exception of the city and island of Montreal and radius of ten miles around and beyond the island.

25 pour cent des ouvrières, à pas moins de 13 cents de l'heure.

15 pour cent des ouvrières, à pas moins de 17 cents de l'heure.

60 pour cent des ouvrières, à pas moins de 21 cents de l'heure.

a) Le salaire de l'employée lui sera payé en deniers ayant cours légal dans cette province; aucune retenue n'en peut être faite pour quelque cause que ce soit. Ce salaire lui sera remis dans une enveloppe scellée portant: son nom, son numéro matricule, la date de la semaine ou de la quinzaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le taux du salaire à l'heure, le montant d'argent contenu dans l'enveloppe; celle-ci devra être initialée par la personne qui aura fait la paie. Les salaires sont payables chaque semaine, mais dans certains cas, la paie pourra se faire à intervalle régulier, mais de pas plus de deux semaines. Il est recommandé aux employées de conserver leurs enveloppes de paie afin qu'elles puissent servir, au besoin, de pièces justificatives.

b) Toutes les employées (manuelles et non manuelles) travaillant à l'heure, à la pièce ou de toute autre manière devront être payées conformément aux minima de salaire fixés plus haut. Il est interdit d'alterner périodiquement du système à la pièce au système horaire, pour un même travail, ou vice-versa, tel changement permettant une réduction illégale des taux de salaire; le taux du travail à la pièce devra être uniforme pour toutes les employées faisant la même opération.

c) Pour établir les pourcentages, le salaire de chaque employée sera computé sur quatre (4) semaines consécutives.

d) L'expérience des employées devra être prise en considération dans leur classement selon le mode de pourcentage ici adopté. Toute employée ayant travaillé un total de 4,800 heures, ne pourra être payée moins que le taux intermédiaire, soit 19 cents de l'heure dans la Zone 1 et 17 cents dans la Zone 2.

2.—*Heures de travail:* Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département de l'Inspection des Etablissements Industriels et Commerciaux. (Chap. 182, S. R. P. Q., 1925).

Tout le travail en plus de la période de 55 heures ci-haut mentionnée, sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que prix et demi; ceci s'applique au travail à la pièce et à l'heure.

3. *Temps d'attente:* Toute employée obligée d'attendre dans l'établissement sera payée pour cette période d'attente.

4.—*Déduction pour absence:* Toute déduction faite pour cause d'absence n'excèdera pas la valeur du temps perdu.

5.—*Exemption:* La Commission pourra modifier ou suspendre un ou plusieurs de ces règlements pour faire face à des conditions exceptionnelles.

6.—*Renvoi des employées:* Un patron ne pourra user de représailles, renvoyer ou menacer de renvoi une employée, parce que telle employée aurait logé une plainte à la Commission, a témoigné ou serait sur le point de le faire dans une enquête ou poursuite permise ou prescrite par la Loi du salaire minimum. Toute plainte est traitée confidentiellement.

7.—*Référence:* Un patron ne pourra refuser de

25 per cent of the employees, at not less than 13 cents per hour.

15 per cent of the employees, at not less than 17 cents per hour.

60 per cent of the employees, at not less than 21 cents per hour.

a) The employee's wages shall be paid to her wholly in cash; no deduction being permitted for any cause or purpose whatsoever. Said wages shall be given to her in a sealed envelope on which shall be written: her name, her register number, the date of the week or of the fortnight she has worked, the number of hours she has performed, the rate per hour, the amount of money enclosed in the envelope; same must be initialed by the person who paid the employee. The wages are payable weekly, but in exceptional cases, where it is the custom, they may be paid fortnightly, but not later. Employees are advised to keep their pay envelopes so they could be used, as proof, whenever necessary.

b) All employees (manual and non-manual) whether working on time or piece, or on any other system of pay, are subject to the above specified minimum wages. The system of periodical changes from piece rates to hourly rates, or vice-versa, for same operation, is prohibited as such changes permit an illegal reduction of wages; the piece rates shall be uniform for all employees performing same operation.

c) To establish percentages, the wages of each employee shall be computed on four (4) consecutive weeks.

d) The time of experience of an employee shall be taken into consideration in her classification. Any employee having worked an aggregate number of 4,800 hours, shall not be paid less than the intermediate minimum wage of 19 cents per hour in Zone 1 and 17 cents in Zone 2.

2. *Hours of work:* The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Industrial and Commercial Establishment Inspection Department. (Chap. 182, R. S. P. Q., 1925).

Work in excess of the above period of 55 hours, shall be considered as overtime and shall be paid at not less than time and a half; this to apply to both piece and time work.

3.—*Waiting time:* Any employee required to wait on the premises shall be paid for the time thus spent.

4.—*Deduction for absence:* No deduction below the minimum wage line for absence shall exceed the value of the time lost.

5.—*Exemption:* The Board may grant permits of variation or suspension of any of these regulations to meet exceptional conditions.

6.—*Discharge of employees:* No employer shall discharge or threaten to discharge or in any way discriminate against any employee, because such employee had lodged a complaint with the Board or has testified or is about to testify in any investigation or proceedings permitted or prescribed by or taken under the provisions of this Act. All complaints are strictly confidential.

7.—*Reference:* No employer shall refuse to give

donner une lettre d'identification ou de référence, suivant le cas, à une employée qui en fait la demande.

8.—*Pénalités:* Tout infraction à cette ordonnance est passible des peines édictées par la loi. (Voir article 12).

9.—*Affichage:* Copie de cette ordonnance doit être affichée en permanence dans un endroit de l'établissement où elle pourra être lue sans peine par le personnel.

10.—*Mise en vigueur:* Cette Ordonnance sera en vigueur et effective à partir du 1er juin 1937; elle remplace les Ordonnances Nos 17, 17*a* et 17*b* (en vigueur respectivement depuis le 1er juin 1934, 1er juin 1935 et 1er juin 1936) lesquelles sont rescindées de ce fait.

GUS. FRANCQ, président.
OMER BRUNET,
C. J. GRIFFIN.

Montréal, 30 mars 1937. 1883-o

employee a letter of identification or reference, if request is made for same.

8.—*Penalties:* Any violation of this Order is punishable by fine or imprisonment. (See Section 12 of the Act).

9.—*Posting:* This Order must be posted permanently where it can be easily read by the employees.

10.—*Enforcement:* This Order shall come into force and be effective starting on June 1st., 1937; and is replacing Orders Nos. 17, 17*a* and 17*b* (which were in force and effective since June 1st., 1934, June 1st., 1935 and June 1st., 1936, respectively) which said Orders shall thereupon be rescinded.

GUS. FRANCQ, chairman.
OMER BRUNET.
C. J. GRIFFIN.

Montreal, March 30th., 1937. 1884-o

La compagnie "Cochenour Willans Gold Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle), a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la Province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, débentures et autres valeurs.

Le bureau principal dans la Province est au No 276, de la rue Saint-Jacques Ouest, Chambre 920, cité de Montréal, Province de Québec.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations ou procédures contre elle, est Erskine Buchanan, de la dite cité de Montréal, et dite Province de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce 30ème jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,
1881 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

The "Cochenour Willans Gold Mines Limited" (No Personal Liability), has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at Room 920, No. 276 Saint James Street West, in the City of Montreal, Province of Quebec.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Erskine Buchanan of the said City of Montreal, and said Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of March, 1937.

ARMAND VIAU,
1882-o Acting Assistant Provincial Secretary.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 24 mars 1937.

MM. Victor Aubry, de Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Trois-Rivières; Léo Rondeau, de Joliette: juge de paix avec juridiction sur le district de Joliette; Jean-R. Bédard, 4866, Palm, Jos. Marion, 1617, Orléans, Jean Matte, 846, Mont-Royal, Marcel Meyer, 2380, Boulevard Pie IX, tous quatre de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; J.-Octave Plamondon, de Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Eugène Rioux, de Le Bic: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Georges-Etienne Blanchard, de Chandler: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé, tous Reviseurs de la Commission des pensions de vieillesse et tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145). 1885-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, March 24, 1937.

Messrs. Victor Aubry, of Trois Rivieres: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois Rivieres; Léo Rondeau, of Joliette: Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Joliette; Jean R. Bédard, 4866 Palm Street, Jos. Marion, 1617 Orleans Street, Jean Matte, 846 Mount-Royal, Marcel Meyer, 2380 Boulevard Pie IX, all four of Montreal: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; J.-Octave Plamondon, of Quebec: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Eugène Rioux, of Le Bic; Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Georges Etienne Blanchard, of Chandler: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé, all Revisers of the Old Age Pension Board and all of the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145).

1886

Député élu

BUREAU DU SECRÉTAIRE DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 1er avril 1937.

M. Joseph-Emile Perron, comptable à East-Broughton, a été élu député du district électoral de Beauce à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Raoul Poulin, démissionnaire.

Le secrétaire de la chancellerie,
L.-P. GEOFFRION.

1889-o

Member elected

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, 1st April, 1937.

Mr. Joseph Emile Perron, of East Broughton, accountant, has been returned as member of the Legislative Assembly of Quebec for the electoral district of Beauce, to replace Mr. Raoul Poulin, resigned.

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery.

1890-o

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 25 mars 1937, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 30 mars 1937.

—

Concernant les métiers de barbier et coiffeur dans la région de Québec.

—

No 934

—

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 25 mars (1937), expose:

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64 et 1 Edouard VIII (2ième session), chapitre 24), les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 1725, du 27 juin 1935, modifié par les arrêtés Nos 3181, 3377 et 1130 des 6 et 27 novembre 1935 et 14 avril 1936—convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Québec—lui ont demandé les modifications suivantes du dit arrêté:

1. Le dernier paragraphe de l'article III de ladite convention est remplacé par les suivants:

"Aucune personne dans le métier de barbier ou coiffeur ne pourra commencer son apprentissage avant 16 ans révolus et après 21 ans révolus; toutefois, le comité conjoint pourra toujours accorder une dérogation à cette prescription.

Dans la cité de Québec, dans la ville de Lévis et dans un rayon de vingt milles de leurs limites, tous les apprentis exerçant ou désirant exercer le métier visé par la présente convention devront être enregistrés au bureau du comité conjoint formé en vertu de l'arrêté ministériel No 1725 du 27 juin 1935.

Aucun employeur ou autre personne ne pourra, dans le territoire déterminé au paragraphe précédent prendre à son emploi un apprenti, si préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec l'enfant, ses parents ou tuteurs par devant le comité conjoint susdit.

Si le patron du dit apprenti ne peut plus lui procurer du travail, celui-ci devra se rapporter au comité conjoint, qui verra à le transférer au service d'un autre patron, capable de lui donner de l'ouvrage convenable.

Cet arrangement ne sera que temporaire, et ne durera que jusqu'à ce que l'employeur de l'apprenti, lié par contrat avec ce dernier, puisse le reprendre à son emploi. Advenant le cas où

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated March 25th, 1937, approved by the Lieutenant-Governor on March 30th, 1937.

—

Concerning the barber and hairdresser trades in the district of Quebec.

—

No. 934

—

The honorable Minister of Labour, in a memorandum dated March 25th, (1937), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of section 5 of the Act respecting the extension of collective labour agreements (24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64 and 1 Edward VIII (2nd Session), chapter 24), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Order in Council No. 1725 of the 27th of June, 1935, modified by Orders Nos 3181, 3377 and 1130 of the 6th and the 27th of November, 1935, and the 14th of April, 1936—collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the district of Quebec have requested, the following modifications to the said Order:

1. The last paragraph of Section III of the said agreement is replaced by the following:

"It will be forbidden for any one to begin apprenticeship in the barber or hairdresser trade before having 16 years of age and after 21 years of age: however, the Joint Committee shall always be able to grant a derogation to this provision.

In the cities of Quebec, Levis and within a radius of twenty miles from their limits, all apprentices exercising or desiring to exercise the trades governed by the present agreement must be registered at the office of the Joint Committee formed under the Order in Council No. 1725 of the 27th of June, 1935.

No employer shall have the right, within the region determined in the preceding paragraph, to hire an apprentice if he has not previously entered into an apprenticeship agreement with the young man, his parents or tutors, before the Joint Committee.

If the employer of the said apprentice cannot give him any more work, the said apprentice must report to the Joint Committee who will take the necessary means to have him hired by another employer, able to give him work.

Such arrangement shall only be temporary and will last only until the employer of the apprentice bound by an apprenticeship agreement with the said apprentice can give him work. Should the employer object to his apprentice's

le patron s'objectera à remettre l'apprenti au signataire du contrat, ce dernier, sera lié envers l'apprenti aux mêmes obligations que le signataire du contrat.

Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron devra inscrire dans un carnet *ad hoc*, la date d'entrée et de sortie de son apprenti.

En plus, le patron devra remettre à l'apprenti un duplicata de la date de son entrée et de sortie.

La durée de l'apprentissage sera de trois ans pour les barbiers, et de deux ans pour les coiffeurs et coiffeuses."

2. Le 2ième alinéa du paragraphe "*e*" de l'article II est remplacé par le suivant:

"Tout employeur qui louera les services personnels d'un barbier coiffeur ou coiffeuse à l'heure ou à forfait (job), devra le rémunérer suivant les taux ci-après, et celui-ci devra exiger cette rémunération."

3. L'article XI suivant est ajouté à la suite de l'article X:

"XI.—Aucune personne n'aura droit à sa carte de qualification sans avoir satisfait aux conditions d'apprentissage ci-haut déterminées."

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 16 janvier 1937 et qu'aucune objection n'a été présenté de cette date contre ladite requête;

L'honorable Ministre recommande l'approbation de ladite requête conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi 24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64 et 1 Edouard VIII (2ième session), ch. 24, avec toutefois les amendements suivants:

1. Le deuxième alinéa du paragraphe "*e*" de l'article II est remplacé par le suivant:

"Tout employeur qui louera les services personnels d'un barbier, coiffeur ou coiffeuse, à l'heure ou à forfait, devra le rémunérer suivant les taux ci-après; le barbier, le coiffeur ou la coiffeuse, ainsi employé devra exiger ladite rémunération."

2. Le premier alinéa du paragraphe "*j*" est radié.

3. Le premier alinéa du paragraphe "*k*" est radié.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

1893–o

returning to his former employer, such employer shall have towards his apprentice the same obligations as those of the signatory to the agreement.

For the purpose of the duration of apprenticeship and the transfer of the apprentice from one shop to another, the employer shall note in a booklet specially prepared for the purpose, the dates of the hiring and leave of his apprentice.

Furthermore, the employer shall give his apprentice a duplicate of the date of his hiring and leave.

The duration of apprenticeship shall be of three years for barbers and two years for male and female hairdresses."

2. The second sub-paragraph of paragraph "*e*" of Section II is replaced by the following:

"Any employer hiring personal services from a male or female hairdressers by the hour or by the job, must pay him according to the following rates, and the latter shall enact those wages."

3. The following Section XI is added after Section X:

"XI.—No one shall have any right to his qualification card without fulfilling the hereinabove mentioned requirements concerning apprenticeship."

Whereas the present request has been published in the *Quebec Official Gazette* of January 16th, 1937 and no objections have been made from that date against the said request;

The honourable Minister of Labour recommends the approval of the said request in conformity with the provisions of section 5 of the Act 24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64 and 1 Edward VIII (2nd session), ch. 24, with however, the following amendments:

1. The second sub-paragraph of paragraph "*e*" of Section II is replaced by the following:

"Any employer hiring personal services from a male or female hairdressers by the hour or by the job, must pay him according to the following rates; the male or female hairdresser shall enact those wages."

2. The first sub-paragraph of paragraph "*j*" is striken out.

3. The first sub-paragraph of paragraph "*k*" is striken out.

Certified,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

1894–o

Ministère du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64 et 1 Edouard VIII (2ième session), ch. 24), avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que la Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment lui a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART :

Brodie's Limited, 1070 rue Bleury, Montréal; National Granite Works Limited, 892 rue Sher-

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 4 of the Act respecting the extension of collective labour agreement (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64 and 1 Edward VIII (2nd Session), ch. 24), notice is given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment has presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART :

Brodie's Limited, 1070 Bleury Street, Montreal; National Granite Works Limited, 892,

brooke ouest, Montréal; Scotstown Granite Company Limited, Scotstown, Qué.; Silver Granite Company Limited, 1117 rue Sainte-Catherine ouest, Montréal; Deschambault Quarry Corporation, Saint-Marc des Carrières, Qué.; Stanstead Granite Quarries Company Limited, Beebe, Qué.; W. M. Haselton Granite Quarries, Beebe, Qué.;
propriétaires de carrières de garnit et d'ateliers de taillage de granit faisant affaires dans toute la Province;

Sherbrooke Street, West, Montreal; Scotstown Granite Company Limited, Scotstown, Que.; Silver Granite Company Limited, 1117 Sainte Catherine Street, West, Montreal; Deschambault Quarry Corporatoin, Saint Marc des Carrières, Que.; Stanstead Granite Quarries Company Limited, Beebe, Que.; W. M. Haselton Granite Quarries, Beebe, Que.;
owning and operating granite quarries and granite cutting plants and carrying on business throughout said Province;

Et, D'AUTRE PART :

La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment;
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I.—*a. Juridiction industrielle:* La présente convention concerne toutes les opérations de taillage de granit.

b. Juridiction territoriale: La juridiction territoriale déterminée par cette convention comprend toute la Province de Québec.

II.—*Taux de salaire:* Les taux des salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	*Salaire horaire*
Tailleurs de granit	$0.60
Manœuvres	.30
Carriers	.40
Forgerons	.50
Opérateurs de scie à chasse (gang saw)	.45
Polisseurs à la machine	.50
Apprentis polisseurs, 1ère année	.25
Polisseurs à la main, expert, après 1 an	.40
Opérateurs de grue "hoists"	.45
Opérateurs de dégauchisseuses	.50
Opérateurs de machine à carborundum	.45
Ingénieur, chef	.60
Ingénieur-mécaniciens	.50
Assistant-ingénieur	.45
Opérateurs de machine mobile "crane"	.45
Chauffeurs	.45
Apprentis-tailleurs de granit:	
Première année	.20
Deuxième année	.25
Troisième année	.35
Quatrième année	.50

Il est particulièrement stipulé et convenu qu'un taux de $0.70 l'heure pour les tailleurs de granit sera payé dans les limites de la ville de Québec, la ville de Montréal, la ville de Trois-Rivières et la ville de Sherbrooke.

III.—*Durée du travail:* La durée maximum de travail des tailleurs de granit et des apprentis-tailleurs de granit sera de 45 par semaine, soit 8 heures par jour pour les cinq premiers jours de la semaine et 5 heures le samedi. Les forgerons travailleront 8 heures par jour dans les ateliers et 4 heures le samedi; dans les carrières, ils travailleront 9 heures par jour et 5 heures le samedi, La durée maximum de travail pour les autres métiers mentionnés à l'article II sera de 50 heures par semaine, soit 9 heures par jour pour les cinq premiers jours de la semaine et 5 heures le samedi.

IV.—*Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

V.—*Apprentissage:—a.* Quatre années constitueront la période d'apprentissage relativement au métier de taillage de granit. Aucun apprenti

And, ON THE OTHER PART :

La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment;
be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I.—*a. Industrial jurisdiction:* The present agreement shall apply and extend to all granite cutting operations.

b. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction applicable to this agreement shall comprise and include the entire Province of Quebec.

II.—*Rates of wages:* The rates of wages shall be the following for each of the following trades:

Trades	*Wage rate per hour*
Granite cutters	$0.60
Labourers	.30
Quarrymen	.40
Blacksmiths	.50
Gang saw operators	.45
Machine polishers	.50
Apprentice polishers 1st year	.25
Hand polishers, expert, after 1 year	.40
Hoist operators	.45
Surface machine operators	.50
Carborundum machine operators	.45
Chief engineer	.60
Mechanical engineers	.50
Assistant engineer	.45
Crane operators	.45
Firemen	.45
Apprentice granite cutters:	
First year	.20
Second year	.25
Third year	.35
Fourth year	.50

It is particularly stipulated and agreed that a rate of $0.70 an hour for granite cutters shall apply within the limits of the city of Quebec, the city of Montreal, the city of Three Rivers and the city of Sherbrooke.

III.—*Duration of Labour:* The maximum duration of labour shall be 45 hours per week and 8 hours per day, for the first five days of the week and 5 hours on Saturday. Blacksmiths shall work 8 hours per day in plants, with 4 hours on Saturdays, and 9 hours per day in quarries, with 5 hours on Saturday. The maximum duration of labour for the other trades mentioned in Section II shall be 50 hours per week, that is 9 hours per day for the first five days of the week and 5 hours on Saturday.

IV.—*Overtime work:* Overtime work shall be paid at the rate of time and a quarter of the regular rates.

V.—*Apprenticeship:—a.* Four years shall constitute the period of apprenticeship for the granite cutting trade. No apprentice shall begin

ne pourra commencer la période de son apprentissage avant d'avoir atteint l'âge de seize ans ou après avoir dépassé l'âge de vingt ans.

b. En aucun temps plus d'un apprenti ne pourra être employé pour chaque 8 tailleurs de granit engagé dans chaque atelier.

VI.—La partie de première part pourra engager des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités, à des taux inférieurs aux salaires minima fixés à l'article II de la présente convention; toutefois, un seul ouvrier de cette catégorie est autorisé par dix tailleurs de granit normaux, le comité conjoint devant déterminer le pourcentage d'incapacité.

VII.—Il est expressément stipulé que les contrats signés ou accordés avant le 1er janvier, 1937 ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente convention.

VIII.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel approuvant ladite requête et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 3 avril 1937. 1897-o

his apprenticeship before the sixteenth year or after the twentieth year of his age.

b. At no time shall there be employed more than one apprentice to each 8 granite cutters employed in each plant.

VI.—The party of the first part shall have the privilege of employing workmen incapacitated by reason of age or infirmity at a wage rate less than the agreed upon figure in Section II, but not more than one such man at any time to each ten granite cutters, the Joint Committee to determine the percentage of incapacity.

VII.—It is hereby expressly stipulated and provided that agreements of contract signed or awarded previously to the 1st of January 1937, are exempt from and unaffected by the provisions of this Agreement.

VIII.—The present agreement shall be valid from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the said request and shall remain in force until the 31st of December 1937.

During the thirty days following the publication of this notice, the honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour

Department of Labour,
Quebec, April 3rd, 1937. 1898-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64 et 1 Edouard VIII (2ième session), ch. 24), avis est donné par l'honorable William Tremblay, ministre du Travail, que les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 939 du 25 mars 1936—convention collective de travail relative au métier de plombier dans la région de Hull—lui ont demandé, ce jour, la modification suivante du dit arrêté:

L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV.—L'employeur, tel que défini à l'article I, doit payer les salaires minima suivants:

	Salaire horaire
Maître-plombiers (services personnels)	$1.35
Compagnons	.85
Apprentis:	
1ère année	.10
2ième année	.15
3ième année	.20
4ième année	.25
Jeunes compagnons (*Improvers*):	
1er six mois	.50
2ième six mois	.60

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 3 avril 1937. 1895-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Act respecting the extension of collective labour agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64 and 1 Edward VIII (2nd session), ch. 24), notice is given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Order in Council No. 939 of the 25th of March, 1936—collective labour agreement relating to the plumber trade in the district of Hull—have requested, this day, the following modification to the said Order:

Section IV is replaced by the following:

"IV.—The employer, as defined in Section I shall pay the following minimum wages:

	Wage rate per hour
Master-plumbers (personal services)	$1.35
Journeymen	.85
Apprentices:	
1st year	.10
2nd year	.15
3rd year	.20
4th year	.25
Improvers:	
1st six months	.50
2nd six months	.60

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 3rd., 1937. 1896-o

PROVINCE DE QUÉBEC

VILLE DE QUEBEC-OUEST

Avis public est par le présent donné par G. Rouleau, greffier de la Ville de Québec-Ouest, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 6 mars 1937, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46*a* de la loi de la Commission municipale de Québec, de faire vendre les immeubles sur lesquels il était dû des arrérages pour taxes municipales ou scolaires et qu'en conséquence les lots ou parties de lots ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans la salle du Conseil, à l'Hôtel de Ville de Québec-Ouest, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois d'AVRIL 1937, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour taxes municipales ou scolaires dues à la Ville de Québec-Ouest et à la Municipalité Scolaire de la Ville de Québec-Ouest, à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts et les frais avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC

TOWN OF QUEBEC-WEST

Public notice is hereby given by G. Rouleau, Clerk of the town of Quebec-West, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated March 6, 1937, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 46*a* of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immoveables on which are due arrears of municipal or school taxes and consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction in the Council room of the City Hall, at Quebec-West, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of APRIL 1937, at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, for taxes due to the town of Quebec-West and to the school municipality of the town of Quebec-West, unless same be paid with interest and costs before the sale.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivisions numéros — Subdivision numbers
Quigley, Thomas	2439	22.
Paradis, Joseph-Edouard	"	29–30.
O'Neill, Mme-Mrs Ethell	"	32–33.
Plamondon, Mme-Mrs Arthur	"	44–45.
Bilodeau, Gaudias	"	46–47.
Martel, Mme-Mrs Irénée	"	94–95.
Caron, Philippe	"	96–97.
Welsh, Joseph	"	98–99.
Thibault, Eugène	"	106–107.
Couture, J.-Alfred	"	109–110.
Asselin, Adolphe	"	111–112.
Thomassin, Ferdinand	"	115–116.
Lemieux, Blanche	"	129–130.
Beaumont, Joseph	"	142.
Paré, Ernest	"	148–149.
Plamondon, Henri	"	154–155.
Couture, J.-Alfred	"	160–161.
Blouin, Ernest	"	164.
Blouin, Rosaire	"	165.
Robitaille, Joseph	"	166.
Plante, Wilfrid	"	167.
Lauzon, Ubald	"	174–175.
Pouliot, Georges-E.	"	180–181.
Létourneau, Joseph	"	185–186.
Châteauvert, Rosario	"	189–190.
Légaré, P.-J.-Henri	"	197–198.
Laliberté, Paul	"	230–231.
Latulippe, Lionel	"	266.
Marcoux, Georges	"	248–249.
Lafrance, Albert	"	261–262.
Fiset, Gaudias	"	277–278.
Fiset, Raoul	"	283–284.
Lemelin, Ovila	"	315–316.
Tremblay, Moïse	"	½ nord-north 331–332½ sud de - south of 333.
Lafrance, Albert	"	½ nord-north 333–334.
Gagnon, Ludger	"	352–353.
Boutet, Joseph	"	355.
Légaré, Joseph-A.	"	358.
Descombes, Vve-wid. Narcisse	"	360–361–362–363–364–365.
Lapointe, Jean-Baptiste	"	368–369.
Boutet, Oliva	"	393.
Bilodeau, Irénée	"	398.
Pearson, Georges	"	415–416.
Lepage, P.-C.	"	422–423.
Fréchette, Mlle-Miss Eugénie	"	424.
Mercier, Jean-Baptiste	"	495.
Turgeon, Alphonse	"	776–777–778–779–780–781–782–783–784–785–786–787–789–790–791–792–793–794–795–796–797–798–799–800.
Paradis, J.-C.-G.	2436	8.
Jobin, Mme-Mrs F.-E.	"	29.
Giguère, Diana Marceau	"	31.
Paradis, Joseph-Edouard	"	36.
Samson, Adolphe	"	68.
Bisson, Omer	"	75–76.
Leclerc, Henri	"	79.
Malouin, G.-Arthur	"	80.
Rousseau, Adélard	"	87–88.
Beaumont, Joseph	"	98.
Paré, Ernest	"	104–105.
Plamondon, Henri	"	110–111.
Laliberté, Paul	"	161–162.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivisions numéros — Subdivision numbers
Massicotte, Donat	2436	167–168.
Lafrance, Albert	"	169–170.
Descombes, Vve-Wid. Narcisse	"	247–248–249–250–251–252–253.
Lepage, P.-C	"	272–273–285–286.
Fréchette, Mlle-Miss Eugénie	"	287.
Mercier, Jean-Baptiste	"	333.
Peters, L. H. Limited	2431	4–5–6–7–8–9–10–11–12–13, avec bâtisses dessus construites—with buildings thereon erected.
Mooney, Malcolm J	"	87–88–89–90–91–92.
Châteauvert, Rosario	"	93.
Léonard, Thomas-G	"	103–104.
Boivin, Adélard	"	109.
Burns, Succ.-est. J. D.	"	110.
Robinson, John	"	195–196.
Gravel, François-Xavier	"	210.
Henrichon, J.-C.-E	"	217–218.
Gouge, Frank	"	222.
Rochette, H	"	246–247.
Grenier, David, Snr.-Sr	"	248–249.
Montreuil, Napoléon	"	281–282.
Dawson, W	"	300.
Lebel, Wilfrid	"	302.
Barbeau, Ulric	"	314.
Bouchard, Arthur	"	325.
Grenier, David, Snr.-Sr	"	345.
Marois, Eugène	"	384.
Bissonnette, J.-Hilaire	"	394–395.
Paré, Albert	"	398–399.
Mercier, Ubérina Simard	"	400.
Lewis, Succ.-Est. R. E	"	414–415.
Cantin, David	"	427–428.
Bourboin, Edgar	"	437.
Mooney, Malcolm J	"	479–480.
Otty, Geo. O'Dickson	"	494.
Drolet, Michel	"	497–498–499.
Woodside, E. H. S	"	500–501.
Dion, Jules	"	502–½ sud de-south of 503.
Verret, Sylvio	"	509.
Mahoney, Myles	"	514–515.
Boone, Geo. T	"	520–521.
Benoit, J.-Alcide	"	534.
Vaillancourt, Jean-Baptiste	"	578–579.
Carbonneau, Michel	"	580–581, avec bâtisse dessus construite—with buildings thereon erected.
Gagnon, Amédée	"	582–583.
Ratté, Charles	"	588–589.
Gosselin, Jean-Baptiste	"	591–592.
Marcotte, Paul	"	594–595.
Monfette, Eugène	"	605.
Brindamour, Mme-Mrs. Joseph	"	626–627.
Golden Rule Footwear Co	"	646–647–648–649, avec bâtisse dessus construite — with buildings thereon erected.
Baillargeon, O	"	693.
Montreuil, Napoléon	"	699–700.
Laberge, Octave	"	684–701.
Côté, Ernest	"	776.
Côté, Alphonse-G	"	786–787.

La Cie du Parc Maufils, Inc. 2430. Partie—Bornée au nord par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co"; à l'est par partie du lot de cadastre 2435; au sud par partie non subdivisée du lot de cadastre 2431; à l'ouest par partie non subdivisée du lot de cadastre 2431. Cette partie mesurant en superficie 4 arpents, 55 perches et 70 pieds.

Part—Bounded on the north by the electric power transmission line of "The Shawinigan Water & Power Co."; on the east by a part of cadastral lot 2435; on the south by an unsubdivided part of cadasrtral lot 2431; on the west by an unsubdivided part of cadastral lot 2431. The said part measuring in area 4 arpents, 55 perches and 70 feet.

La Cie du Parc Maufils, Inc. 2430. Partie non subdivisée.—Bornée au nord par le Chemin Vert ou limites de la ville de Québec-Ouest; à l'est par partie du lot de cadastre 2435; au sud par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest par partie des lots de cadastre 2431 et 2429. Cette partie non subdivisée mesurant en superficie 23 arpents et 71 perches.

Unsubdivided Part.—Bounded on the north by the Green road, or the limits of the town of Quebec West; on the east by a part of cadastral lot 2435; on the south by the electric power transmission line of "The Shawinigan Water & Power Co."; on the west by parts of cadastral lot 2431 and 2429. The said unsubdivided part measuring in area 23 arpents and 71 perches.

La Cie du Parc Maufils, Inc. 2429. Partie—Bornée au nord par le Chemin Vert ou limites de la ville de Québec-Ouest; à l'est par autre partie du lot de cadastre 2429; au sud par partie du lot de cadastre 2428; à l'ouest par la 14ième avenue ou route Sainte-Claire.—Cette partie mesurant en superficie 25 arpents, 36 perches et 32 pieds.

Part—Bounded on the north by the Green Road or limits of the town of Quebec West; on the east by another part of Cadastral lot 2429; on the south by a part of cadastral lot 2428; on the west by 14th Avenue or Sainte Claire road. The said part measuring in area 25 arpents, 36 perches and 32 feet.

La Cie du Parc Maufils, Inc. 2429. Partie non subdivisée.—Bornée au nord par le chemin Vert ou limites de la ville de Québec-Ouest; à l'est par partie du lot de cadastre 2430; au sud par parties des lots de cadastre 2431 et 2428; à l'ouest par autre partie du lot de cadastre 2429. Cette partie non subdivisée mesurant en superficie 26 arpents, 2 perches et 122 pieds.

Unsubdivided Part.—Bounded on the north by the Green Road or limits of the town of Quebec West; on the east by a part of cadastral lot 2430; on the south by parts of cadastral lots 2431 and 2428; on the west by another part of cadastral lot 2429. The said unsubdivided part measuring in area 26 arpents, 2 perches and 122 feet.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivisions numéros — Subdivision numbers
La Cie du Parc Maufils, Inc.	2428.	Bloc A.—Borné au nord par la 5e Rue désignée sous le No 401, du lot de cadastre 2428; à l'est par la ruelle désignée sous le No 400, du lot de cadastre 2428; au sud par la 4e Rue désignée sous le No 295, du lot de cadaste 2428; à l'ouest par la 12ème avenue désignée sous le No 379, du lot de cadastre 2428. — Ce bloc A mesurant en superficie 1 arpent, 35 perches et 278 pieds, mesure française, ou 49998 pieds. Block A.—Bounded on the north by 5th Street designated under No. 401, of cadastral lot 2428; on the east by the lane designated under No. 400, of cadastral lot 2428; on the south by 4th Street, designated under No. 295, of cadastral lot 2428; on the west by 12th Avenue designated under No. 379, of cadastral lot 2428.—The said block A measuring in area 1 arpent 35 perches and 278 feet, French measurement, or 49998 feet.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	2428.	Bloc B.—Borné au nord par la subdivision No 377, du lot de cadastre 2428; à l'est par la 12ième Avenue désignée sous le No 379, du lot de cadastre 2428; au sud par la subdivision No 365, du lot de cadastre 2428; à l'ouest par la ruelle désignée sous le No 358, du lot de cadastre 2428.—Ce bloc B mesurant en superficie 71 perches et 238 pieds, mesure française, ou 26400 pieds. Block B.—Bounded on the north by subdivision No. 377, of cadastral lot 2428; on the east by 12th Avenue designated under No. 379, of cadastral lot 2428; on the south by subdivision No. 365, of cadastral lot 2428; on the west by the lane designated under No. 358, of cadastral lot 2428.—The said Block B measuring in area 71 perches and 238 feet, French measurement or 26,400 feet.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	2428.	Bloc C.—Borné au nord par la 5e Rue désignée sous le No 401, du lot de cadastre 2428; à l'est par la ruelle désignée sous le No 358, du lot de cadastre 2428; au sud par la 4e Rue désignée sous le No 295 du lot de cadastre 2428; à l'ouest par la 13ième Avenue désignée sous le No 337, du lot de cadastre 2428.—Ce bloc C mesurant en superficie 1 arpent, 30 perches et 140 pieds, mesure française, ou 48,000 pieds. Block C.—Bounded on the north by 5th Street designated under No. 401, of cadastral lot 2428; on the east by the lane designated under No. 358, of cadastral lot 2428; on the south by 4th Street designated under No. 295, of cadastral lot 2428; on the west by 13th Avenue designated under No. 337, of cadastral lot 2428.—The said Block C measuring in area 1 arpent 30 perches and 140 feet, French measurement or 48,000 feet.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	2428.	Bloc D.—Borné au nord par la 5e Rue désignée sous le No 401, du lot de cadastre 2428; à l'est par la 13ième avenue désignée sous le No 337, du lot de cadastre 2428; au sud par la subdivision No 317, du lot de cadastre 2428; à l'ouest par la ruelle désignée sous le No 316, du lot de cadastre 2428.—Ce bloc D mesurant en superficie 1 arpent 23 perches et 294 pieds, mesure française, ou 45,600 pieds. Block D.—Bounded on the north by 5th Street designated under No. 401, of cadastral lot 2428; on the east by 13th Avenue designated under No. 337, of cadastral lot 2428; on the south by subdivision No. 317, of cadastral lot 2428; on the west by the lane designated under No. 316, of cadastral lot 2428.—The said block D measuring in area 1 arpent, 23 perches and 294 feet, French measurement or 45,600 feet.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	2428.	Partie.—Bornée au nord par la 5e Rue désignée sous le No 613, du lot de cadastre 2428 et la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est par partie non subdivisée du lot de cadastre 2428 et partie du lot de cadastre 2431; au sud par la 5e Rue désignée sous le No 401, du lot de cadastre 2428; à l'ouest par la ruelle désignée sous les numéros 420 et 520, du lot de cadastre 2428.—Cette partie mesurant en superficie 16 arpents, 2 perches et 212 pieds. Part.—Bounded on the north by 5th Street designated under No. 613 of cadastral lot 2428 and the electric power transmission line of "The Shawinigan Water & Power Co."; on the east by an unsubdivided part of cadastral lot 2428 and part of cadastral lot 2431; on the south by 5th street designated under No. 401, of cadastral lot 2428; on the west by the lane designated under numbers 420 and 520, of cadastral lot 2428. The said part measuring in area 16 arpents, 2 perches and 212 feet.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	2428.	Partie non subdivisée.—Bornée au nord, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est par partie non subdivisée du lot de cadastre 2431; au sud par partie non subdivisée du lot de cadastre 2431; à l'ouest par autre partie du lot de cadastre 2428.—Cette partie mesurant en superficie 7 arpents, 73 perches et 208 pieds. Unsubdivided Part.—Bounded on the north by the electric power transmission line of "The Shawinigan Water & Power Co."; on the east by an unsubdivided part of cadastral lot 2431; on the south by an unsubdivided part of cadastral lot 2431; on the west by another part of cadastral lot 2428. — The said part measuring in area 7 arpents, 73 perches and 208 feet.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	2428.	Partie.—Bornée au nord par le lot de cadastre 2429; à l'est par partie non subdivisée du lot de cadastre 2428; au sud par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest par la 14ième Avenue ou la Route Sainte-Claire.—Cette partie mesurant en superficie 10 arpents, 13 perches et 242 pieds.—Les subdivisions, rues et ruelles suivantes sont exclues de cette partie: subdivisions numéros 628–629–630–631–632–633, partie de la ruelle désignée sous le numéro 634, partie de la 13ième Avenue, subdviisions 674 et 675, partie de ruelle sise en arrière de ces trois subdivisions, partie de la 12ième Avenue, 8ème Rue transversale comprise entre la 14e Avenue et la 12ème Avenue, le tout du lot de cadastre 2428. Part.—Bounded on the north by cadastral lot 2429; on the east by the unsubdivided part of cadastral lot 2428; on the south by the electric power transmission line of "The Shawinigan Water & Power Co."; on the west by 14th Avenue or Sainte Claire Road.—The said part measuring in area 10 arpents, 13 perches and 242 feet.—The following subdivisions, streets and lanes are excluded from this part: subdivisions numbers 628–629–630–631–632–633, part of the lane designated under number 634, part of 13th Avenue, subdivisions 674 and 675, part of the lane situate in rear of these three subdivisions, part of 12th Avenue, 8th Street, transversal, comprised between 14th Avenue and 12th Avenue, the whole of cadastral lot 2428.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	2428.	Partie non subdivisée.—Bornée au nord par le lot de cadastre 2429; à l'ouest par autre partie du lot de cadastre 2428; au sud par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est par partie non subdivisée du lot de cadastre 2431.—Cette partie mesurant en superficie 4 arpents, 55 perches et 70 pieds. Unsubdivided Part.—Bounded on the north by cadastral lot 2429; on the west by another part of cadastral lot 2428; on the south by the electric power transmission line of "The Shawinigan Water & Power Co."; on the east by the unsubdivided part of cadastral lot 2431.—The said part measuring in area 4 arpents, 55 perches and 70 feet.
Houde, Gaudias.	2428.	5.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	6–7–8–9.
Landry, J.-A.	"	10.
Pouliot, Alphonse	"	11.
Pouliot, Alfred.	"	14.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	22–23.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivisions numéros — Subdivision numbers
Lamontagne, Lauréat	2428	29.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	30.
Paquet, Théo.	"	31.
Leclerc, Clément	"	33.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	34.
Larue Paul-Emile	"	36.
St-Laurent, Henri	"	38.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	40-41.
Simard, Roméo	"	45.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	46-47.
Turgeon, Ernest	"	50.
Berthiaume, J.-Ad.	"	51-52.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	53.
Turcotte, N.-A.	"	55.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	57.
" " " "	"	59.
" " " "	"	61.
Paradis, Ferdinand	"	62.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	63-64.
Larue, Thomas	"	65-66.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	67-68.
" " " "	"	71-72.
" " " "	"	75.
Marquis, Ulric	"	76.
Descarreaux, Lorenzo	"	82.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	83.
Bélanger, Charles	"	84.
Bureau, Joseph	"	85.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	86-89-90-91-92-93.
Fleury, Samuel	"	94.
Paquet, Albert	"	95.
Taschereau, C.-E.	"	101-102.
Gignac, Honoré	"	103.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	105-107.
Dubé, Eddy	"	111-112.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	113.
Mills, Thomas	"	115.
Drolet, J.-A	"	116.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	118-119-120-121-122.
Bérubé, Ernest	"	130.
Hayfield, William	"	131-132.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	133.
" " " "	"	138-139-140-141-142-143-144-145-146-147.
" " " "	"	149-150-151-152-153-154.
Dufour, William	"	157-158.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	163-164.
Deschamps, Alfred	"	165.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	166.
Houde, Gaudias	"	172-173.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	175.
" " " "	"	178.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	180.
Marceau, Maurice	"	185.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	186.
DesRoches, J.-L.	"	187-188.
Dufour, William	"	193-194-195.
Langlais, succ.-est. Arthur	"	196-197.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208.
Barron, Claude	"	209.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	212.
" " " "	"	215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225.
French, J.-P.	"	226-227-228-229-230.
Houde, L.-Victorin	"	232-233.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	234.
" " " "	"	237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-253.
Ruelland, Alphonse	"	254.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270.
" " " "	"	279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293.
Richard, Delphis	"	296.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317.
" " " "	"	359-360.
Villeneuve, Joseph-Arthur	"	361-362-363.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	364-365.
" " " "	"	378.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	402-403-404-405-406-407.
Melançons, Henri	"	408.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	409-410-411-412.
Drouyn, Lucien	"	417-418-419.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	498.
" " " "	"	501-502-503-504.
Bertrand, Elz.	"	505-506.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	507-508,509-510-511-512-513-514-515-516-517-518.
Chamberland, N.-D.	"	519.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	"	614-615.
" " " "	"	628-629-630-631-632-633.
Rousseau, Aimé	2428A	111-112.
Blouin, Marie	"	119-120-121-122.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivisions numéros — Subdivision numbers
Roussel, Joseph	2428A	130.
Rousseau, Aimé	"	174.
Roussel, Albert	2428B	146–147.
Rousseau, Aimé	"	155.
Latulippe, Maurice	"	175–176–177.
Hazel, Freddy	"	210–211.
Turgeon, Luc	"	212–213.
Deblois, Joseph	"	214.
Kelley, O. W	2424	½ nord de–north of 6.
Fournell, Lauréat	"	10.
Kelley, O. W	"	16.
Mallard, Napoléon	"	25.
Rose, Henry	"	47–48.
Turcotte, Abel	"	49.
Rose, Henry	"	50.
Garant, Gilbert	"	60–61–62.
Turgeon, Alphonse	"	67–68.
Fiset, Albert	"	72.
McLeod, Kenneth	"	79.
Sherman, A. P.	"	82–83.
Ruel, E	"	89.
Gaucher, Mme-Mrs Anatole	"	108–109–110.
St-Hilaire, Honoré	"	111.
Marier Joseph-Arthur	"	114–115–116.
Rousseau, J.-L.-F	"	164–165–166–167.
Bouffard, J.-H	"	197.
Roberge, Edouard	"	224.
Duclos, Télesphore	"	243–244.
St-Cyr, Elzéar	"	267.
Brown, Frank-W	"	271.
St-Cyr, N.-W	"	276–277.
Jean, Joseph	"	289.
Duclos, Omer	"	292–293.
Riddle, Thomas	"	464.
Frederickson, Yohanna	"	522.
Brownrigg, Mary	2421	4-5.
Bégin, Ozariste	"	8.
Rose, Mme-Mrs Jessie	"	9.
Barbeau, Mme-Mrs Omer	"	15.
Blouin, Louis	"	16–17.
Marier, J.-Albert	"	20–21.
Barbeau, Mme-Mrs Omer	"	25–26–27
Marier, Jos.-E	"	36–37.
Marier, J.-Théophile	"	38–39–40.
Mooney, Malcolm J	"	41–42.
Turgeon, Alphonse	"	47–48.
Pelletier, Charles	"	58–59.
Dallaire, Romulad	"	75–77.
Breton, Léonidas & Wilfrid	"	79.
Talbot, F.-X	"	93.
Couture, Adolphe	"	94.
Beaudry, Philippe & Georges	"	95.
Fournier, Pierre	"	98–99.
Morin, Joseph	"	100–101.
Bernier, Louis	"	103.
Royer, Henri-Louis	"	119.
Bédard, Elie	"	123.
Veuillette, Donat	"	143.
Vallée, A.-P	"	169.
Frederickson, Yohanna	"	252.
Lebel, Arthur	"	343.
Morin, Corinthe	"	360.
Fullerton, J.-F	"	373.
Bédard, Charles-T	"	484.
Houde, Alfred	"	547.
Nor-Mount Realty Company, Limited	"	611–612–613–614–615–616–617–618–619–620–621–622–623–624–625–626–627–628–629–630–631–632–633–634–682–683–684–1108–1109–1110–1111–1112–1113–1114–1115–1116–1117–1118.
Lapointe, Napoléon	2420A	151.
Moore, James-P	2420B	2–3.
Gagné, Cléophas	2420B	7.
Rancourt, Jean	"	10–11.
Morin, Albert-L	"	45.
Cloutier, Joseph	"	46–47.
Guérin, B	"	74.
Fortier, Evangéliste	"	94.
Côté, Alph-C	"	659.
Paré, J.-H	2419	21.
Bégin, Ozariste	"	29–30.
Shink, J.-H	"	79–80–81.
Jobin, Georges	"	83.
Jobin, Mme Vve—Mrs. Widow Harry	"	85.
Tremblay, Maurice	"	86.
Jobin, Normy	"	93.
Mooney, Malcolm-J	"	101.
Lebœuf, Eloi	"	102–103.
Ouellet, Joseph	"	112.
Mooney, Malcoml J	"	140.
Bégin, Ozariste	"	188.
Mooney, Malcolm J	"	198.
Béland, Lionel	"	208.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivisions numéros — Subdivision numbers
Dorval, Théo	2419	216.
Lemieux, Révd. G.-A	"	232.
Tremblay, Mme-Mrs. Maurice	"	278.
Jobin, Augustine	"	279.
Lamonde, Mme-Mrs Elzéar	2437	5A.
" " "	2438	19A.
Sewell Grace E., Colston Florence D., et -and Sewell Reginald	2419	Partie.—Cette partie est comprise dans la désignation suivante: Entre la 1ère Rue ou Chemin des Commissaires; les subdivisions numéros 279-278-282, du lot de cadastre 2419; le lot de cadastre 2421A; la rivière Saint-Charles et la ligne du Chemin de Fer Canadien National.—Les subdivisions suivantes sont exclues toutefois de cette partie, savoir: Subdivisions numéros 1-2-6-7-8-21-29-30-34-35-48-50-51-52-53-71—72-79-80-81-83-85-86-91-93-96-101-102-103-105-106-107-110-112-111-113-116-127-128-131-140-142-143-144-145-178-187-188-198-208-209-210-214-215--216217-232 du lot de cadastre 2419. Part.—This part is comprised in the following description: Between 1st Street or des Commissaires Road; subdivisions numbers 279-278-282, of cadastral lot 2419; the cadastral lot 2421A; the Saint Charles river and the Canadian National Railway line.—The following subdivisions are excluded however from the said part, namely:—Subdivisions numbers 1-2-6-7-8-21-29-30-34-35-48-50-51-52-53-71-72-79-80-81-83-85-86-91-93-96-101-102-103-105-106-107-110-112-111-113-116-127-128-131-140-142-143-144-145-178-187-188-198-208-209-210-214-215-216-217-232 of cadastral lot 2419.
Martin, Marguerite	2424	283-284.

Les immeubles ci-haut mentionnés sont tous du cadastre de la paroisse Saint-Sauveur de Québec, maintenant Ville de Québec-Ouest.

Donné à Québec-Ouest, ce 31e jour de mars 1937.

Le délégué spécial,
G. ROULEAU.

1887-14-2-o

The hereinabove mentioned immovables are all of the cadastre of the parish of Saint Sauveur de Quebec, now the Town of Quebec-West.

Given at Quebec-West, this 31st day of March, 1937.

G. ROULEAU,
Special delegate.

1888-14-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 14

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Morency vs Benoit. 1301
" Perron vs Paquin. 1301

ANNONCEURS:—AVIS AUX— 1253

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant les métiers de barbier et coiffeur dans la région de Québec. 1319
The Terra Nova Social and Athletic Club. 1298

ASSEMBLÉE:—

Quebec Central Railway Co. 1299

ASSURANCES:—

Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association. 1297

AVIS DIVERS:—

Cochenour Willans Gold Mines, Ltd. . . . 1318
Commission d'Electricité de Québec. . . . 1314
Commission de l'Industrie laitière. 1315
Commission du salaire minimum des femmes. 1316
La Cie Minière Mirador Mining Co. . . . 1315
La Salle Gold Mines, Ltd. 1315

BUREAUX-CHEFS:—

Empire Clothing Manufacturing Co. . . . 1300
E. W. Bennett Photo Service, Ltd. 1300

Index of the Quebec Official Gazette, No. 14

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Morency vs Benoit. 1301
" Perron vs Paquin. 1301

ADVERTISERS:—NOTICE TO— 1253

ORDER-IN-COUNCIL:—

Respecting the barber and hairdresser trades in the district of Quebec. 1319
The Terra Nova Social and Athletic Club. 1298

MEETING:—

Quebec Central Railway Co. 1299

INSURANCES:—

Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association. 1297

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Cochenour Willans Gold Mines, Ltd. . . . 1318
Quebec Electricity Commission. 1314
Dairy Industry Commission. 1315
Women's Minimum Wage Board. 1316
La Cie Minière Mirador Mining Co. . . . 1315
La Salle Gold Mines, Ltd. 1315

CHIEF-OFFICE:—

Empire Clothing Manufacturing Co. . . . 1300
E. W. Bennett Photo Service, Ltd. 1300

La Salle Gold Mines, Ltd..... 1301
National Malartic Mining Co., Ltd..... 1300
Robinson & Co., Ltd..... 1301

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Commissaires d'Écoles de la ville de Montréal-est..... 1291
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal..... 1290
Succession James McCready..... 1289
Succession Joseph Rivard..... 1291
Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi..... 1291
Témiscamingue & Abitibi Railway Co... 1290

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Lesage, munic. scolaire..... 1299

DÉPUTÉ ÉLU:—

Perron, Joseph-Emile..... 1319

ERRATUM:—

Commission du salaire minimum des femmes..... 1300

LETTRES PATENTES:—

Archambault, Bossu Cie, Limitée..... 1254
Athlone Gold Mines, Limited..... 1259
B. H. Syndicate, Inc..... 1284
Campbell Investments, Limited..... 1260
Claverny Gold Mines, Limited..... 1261
Club Lincoln, Incorporé..... 1262
Drillers, Incorporated..... 1263
Havelock Development Co., Ltd..... 1264
Isabel Investments, Limited..... 1266
Japan Trading Company, Ltd..... 1269
J.-B. Auclair, Ltée—J. B. Auclair, Ltd.. 1267
La Cie de Construction Cadillac, Ltée—Cadillac Construction Co., Ltd..... 1271
Laquerre Development Co., Ltd..... 1273
Magma Mines, Limited..... 1274
Notre-Dame Public Meat Market, Inc.. 1275
Public Investment Corporation, Ltd.—La Corporation Publique de Placement, Ltée..... 1278
Quebec United Mines, Limited..... 1280
Saint Jude Gold Mines, Limited..... 1281
Thuot Drive Yourself, Limited..... 1282
Winrad and Company, Limited..... 1285

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Fred F. Esler, Limited..... 1288
La Salle Stone & Marble Co., Ltd..... 1289
W. C. MacDonald (1930), Incorporated. 1289

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Queen Wood Heel Co..... 1299

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Crèmerie Coopérative de Saint-Félix.... 1314
Syndicat Coopératif Agricole de Saint-Barnabé-nord..... 1314

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment..... 1320
Relative au métier de plombier dans la région de Hull..... 1322

La Salle Gold Mines, Ltd..... 1301
National Malartic Mining Co., Ltd..... 1300
Robinson & Co., Ltd..... 1301

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

School Commissioners of the town of Montreal East..... 1291
Montreal Catholic School Commission.. 1290
Estate of James McCready..... 1289
Estate of Joseph Rivard..... 1291
Trustees of the parish of Saint François-Xavier de Chicoutimi..... 1291
Témiscamingue & Abitibi Railway Co... 1290

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Lesage, school munic..... 1299

MEMBER ELECTED:—

Perron, Joseph-Emile..... 1319

ERRATUM:—

Women's Minimum Wage Board..... 1300

LETTERS PATENT:—

Archambault, Bossu Cie, Limitée..... 1254
Athlone Gold Mines, Limited..... 1259
B. H. Syndicate, Inc..... 1284
Campbell Investments, Limited..... 1260
Claverny Gold Mines, Limited..... 1261
Club Lincoln, Incorporé..... 1262
Drillers, Incorporated..... 1263
Havelock Development Co., Ltd..... 1264
Isabel Investments, Limited..... 1266
Japan Trading Company, Ltd..... 1269
J.-B. Auclair, Ltée—J. B. Auclair, Ltd.. 1267
La Cie de Construction Cadillac, Ltée—Cadillac Construction Co., Ltd..... 1271
Laquerre Development Co., Ltd..... 1273
Magma Mines, Limited..... 1274
Notre-Dame Public Meat Market, Inc.. 1275
Public Investment Corporation, Ltd.—La Corporation Publique de Placement, Ltée..... 1278
Quebec United Mines, Limited..... 1280
Saint Jude Gold Mines, Limited..... 1281
Thuot Drive Yourself, Limited..... 1282
Winrad and Company, Limited..... 1285

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Fred F. Esler, Limited..... 1288
La Salle Stone & Marble Co., Ltd..... 1289
W. C. MacDonald (1930), Incorporated. 1289

WINDING UP NOTICE:—

Queen Wood Heel Co..... 1299

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Crèmerie Coopérative de Saint-Félix.... 1314
Syndicat Coopératif Agricole de Saint-Barnabé-nord..... 1314

DEPARTMENT OF LABOUR:—

La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment..... 1320
Relating to the plumber trade in the district of Hull..... 1322

NOMINATIONS:—

Diverses. 1318

RATIFICATION DE TITRE:—

Village de Saint-Grégoire de Montmorency vs Grenier 1293

SOUMISSIONS:—

Saint-Jean, cité de 1292

VENTES D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express 1298
Canadian Pacific Express Co 1298

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bergeron, Albert 1301
Biron, Wilfrid 1295
Germain, Alvarez 1294
Laurin, Alphonse, Jr. 1296
Paradis, Joseph 1297
Paris, Dame Horace 1296

VENTE POUR TAXES:—

Québec-ouest, ville de 1323

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Théroux vs Théroux 1302

IBERVILLE:—

Vigeant vs Laroche 1302

KAMOURASKA:—

Morneau vs Paradis 1303

MONTMAGNY:—

Asselin vs Blais 1303

MONTRÉAL:—

Boileau *et al* vs de Chantal *et al* 1305
Chabot vs Martineau 1308
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Hannan 1307
Decarie *et al* vs Binette 1309
Dupré *et al* vs Possnessky *et vir* 1305
Lachapelle *et vir* vs Aumont 1309
Leduc vs St-Amour 1308
Morand *et vir* vs Laporte 1304
Noiseux vs Chapolard 1304
Omer DeSerres, Ltée vs Lambert 1309

PONTIAC:—

Dale vs Sereney 1310

QUÉBEC:—

Bilodeau vs Croteau 1311
Parent vs Pageau 1310
The Royal Trust Co. vs Béland *et vir* 1311

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 1318

CONFIRMATION OF TITLE:—

Village of Saint Grégoire de Montmorency vs Grenier 1293

TENDERS:—

Saint Jean, city of 1292

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express 1298
Canadian Pacific Express Co 1298

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bergeron, Albert 1301
Biron, Wilfrid 1295
Germain, Alvarez 1294
Laurin, Alphonse, Jr. 1296
Paradis, Joseph 1297
Paris, Dame Horace 1296

SALE FOR TAXES:—

Quebec-West, town of 1323

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Théroux vs Théroux 1302

IBERVILLE:—

Vigeant vs Laroche 1302

KAMOURASKA:—

Morneau vs Paradis 1303

MONTMAGNY:—

Asselin vs Blais 1303

MONTREAL:—

Boileau *et al* vs de Chantal *et al* 1305
Chabot vs Martineau 1308
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Hannan 1307
Decarie *et al* vs Binette 1309
Dupré *et al* vs Possnessky *et vir* 1305
Lachapelle *et vir* vs Aumont 1309
Leduc vs St-Amour 1308
Morand *et vir* vs Laporte 1304
Noiseux vs Chapolard 1304
Omer DeSerres, Ltée vs Lambert 1309

PONTIAC:—

Dale vs Sereney 1310

QUEBEC:—

Bilodeau vs Croteau 1311
Parent vs Pageau 1310
The Royal Trust Co. vs Béland *et vir* 1311

SAINT-FRANÇOIS:—

Papineau vs Leclerc..... 1312

TROIS-RIVIERES:—

Chaine vs Héritiers P. Daigneault..... 1312
La Caisse Populaire d'Almaville vs Cotnoir..... 1313
Leduc vs St-Cyr..... 1312

SAINT FRANCIS:—

Papineau vs Leclerc..... 1312

TROIS-RIVIERES:—

Chaine vs Heirs P. Daigneault..... 1312
La Caisse Populaire d'Almaville vs Cotnoir..... 1313
Leduc vs St-Cyr..... 1312

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.